

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

---

DE  
**la Condition des Chinois**  
et de  
**leur Rôle économique**  
**en Indo-Chine**

---

THÈSE DE DOCTORAT

---

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

*Sera soutenu le Vendredi 11 Novembre 1910, à 1 heure 1/2*

PAR

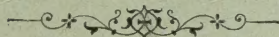
**René DUBREUIL**

DOCTEUR EN DROIT

---

*Président : M. LESEUR.*

*Suffragants* { MM. GIDE  
PERREAU } *Professeurs.*



BAR-SUR-SEINE

IMPRIMERIE V<sup>e</sup> C. SAILLARD, ÉDITEUR

---

1910







Digitized by the Internet Archive  
in 2026

[https://archive.org/details/IA41554625\\_0014](https://archive.org/details/IA41554625_0014)

**THÈSE**  
**POUR LE DOCTORAT**

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.**

DE  
**la Condition des Chinois**  
et de  
**leur Rôle économique**  
en Indo-Chine

---

THÈSE DE DOCTORAT

---

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

*Sera soutenu le Vendredi 11 Novembre 1910, à 1 heure 1/2*

PAR

**René DUBREUIL**

DOCTEUR EN DROIT

---

*Président : M. LESEUR.*

*Suffragants* { MM. GIDE  
PERREAU } *Professeurs.*



---

BAR-SUR-SEINE

IMPRIMERIE V<sup>e</sup> C. SAILLARD, ÉDITEUR

---

1910



## PRÉFACE

---

Le pays d'Annam et le Cambodge — le premier après avoir été province chinoise, « la province du sud » — furent de tous temps visités par l'immigration chinoise. Vers le milieu du siècle dernier, au moment de notre intervention dans ces deux royaumes, les Chinois y avaient accaparé — vis-à-vis des autochtones cantonnés dans l'agriculture — les autres branches de l'activité économique, à savoir le commerce et l'industrie.

Cette courte étude a pour but de montrer, après un exposé historique que la pauvreté des sources n'a pas permis de rendre très complet, comment nous avons discipliné l'immigration chinoise en Indo-Chine depuis que les traités nous ont faits les maîtres du pays, et comment les Chinois ont développé et consolidé, tant avec l'appui de l'administration française que par leurs seuls moyens, les positions qu'ils y avaient antérieurement acquises.

---



## INTRODUCTION HISTORIQUE

---

### **La Condition des Chinois et leur Rôle économique en Indo-Chine avant l'intervention française**

---

#### CHAPITRE PREMIER

##### **L'immigration chinoise dans le pays d'Annam et au Cambodge depuis le XV<sup>e</sup> siècle. — Son principe et ses caractères.**

---

La dernière tentative faite par l'Empereur de Chine pour rétablir par les armes sur les habitants de la « Province du Sud » le joug que ceux-ci avaient déjà secoué à plusieurs reprises, date, d'après les historiens et en particulier Schreiner (1), du commencement du xv<sup>e</sup> siècle. C'est à cette époque que se place la guerre de l'indépendance qui dura dix ans. Désormais les Annamites

---

(1) *Histoire d'Annam*. — Selon une première version, qui est la version chinoise, l'Annam serait une ancienne colonie de la Chine. Les Giao-Tchi, ancêtres des Annamites, étaient des Chinois originaires des provinces méridionales de la Chine, qui, cherchant un climat plus chaud, se seraient dirigés vers le Sud. Une autre version considère au contraire les Giao-Tchi comme des autochtones qui se seraient progressivement « enchinoisés » sous l'influence persistante d'éléments chinois.

furent libres de s'administrer eux-mêmes : les gouverneurs chinois cédèrent la place à des gouverneurs annamites ; mais le roi d'Annam se reconnaissait néanmoins le vassal du « Fils du Ciel ». Schreiner rapporte que Gia-Long, quand il se fut emparé de Hué, envoya au gouvernement chinois le sceau doré et le livre d'investitures, et chargea des ambassadeurs d'aller porter son tribut à Pékin. L'empereur chinois donna aux nouveaux territoires réunis par Gia-Long le nom de Viet-Nam, qui, depuis, désigne toujours officiellement à Pékin l'Annam et le Tonkin ; il fit faire des lettres patentes et envoya le grand juge du Kouang-Si donner à Gia-Long l'investiture officielle.

Cependant des mesures de réaction vis-à-vis des Chinois marquèrent cette restauration. Il fut interdit aux Chinois établis en Annam de porter la natte et le costume chinois. La langue chinoise elle-même fut proscrite. Les cinq Livres canoniques, les quatre Livres classiques, les Annales, furent obligatoirement gravés en Annam. C'est à partir de cette époque que l'on peut parler d'immigration chinoise, puisque dès lors les Chinois étaient des étrangers en Annam.

Cette immigration eut d'abord un caractère semi-guerrier dont le gouvernement de Hué ne semble pas avoir pris ombrage. Les frontières du Tonkin furent incessamment franchies par des bandes de pirates venues des contrées souvent troublées du Kouang-Si et du Yunnam, pour chercher fortune à la lisière du delta Tonkinois.

En 1680, nous rapportent les historiens, entre autres Trinh-Hoai-Duc (1), l'auteur du Gia-Dinh-Tong-Chi, plus de 3,000 Chinois partisans des Minh, dynastie chinoise renversée par la dynastie tartare des Tsing, vinrent, sous la conduite des généraux Duong et Tran, débarquer à

---

(1) Auteur souvent cité par Schreiner et Luro.

Tourane et se soumettre à l'empereur de Hué, en lui demandant des terres. L'empereur leur permit d'occuper l'immense et fertile plaine de Dong-Nai (les provinces cochinchinoises actuelles de Bien-Hoa et de My-Tho), dont le territoire n'était pas encore réuni à la couronne. La petite colonie fondée par ces émigrés, auxquels vinrent se joindre dans la suite d'autres compatriotes, prospéra sous un régime d'administration autonome. Le général Tran, qui s'était débarrassé de Duong, formait le projet de créer un grand empire sur le territoire du Cambodge. La diplomatie annamite utilisa ces dispositions guerrières et lança Tran contre les Cambodgiens. Ceux-ci, vaincus dans la plaine de My-Tho, se retirèrent de l'autre côté du Mékong, abandonnant d'immenses territoires, dont le domaine éminent revenait à l'empereur d'Annam. En dix ans les vainqueurs des Cambodgiens firent de Bien-Hoa et de l'île de Cu-Lao-Pho la partie la plus riche de l'Empire, défrichant d'immenses forêts, traçant une grande voie pavée de larges dalles ; on peut y voir encore une pagode construite à cette époque et restaurée depuis par les Annamites, et aussi des traces de fours à chaux, de fonderies de canons en cuivre que les Chinois vendaient à l'empereur d'Annam. Enfin ils fondèrent à un carrefour de ces milliers de routes fluviales qui sillonnent la Cochinchine une ville qu'ils appelèrent Taï-Ngon et que les Annamites, après eux, appelèrent Cholon (le grand marché). Cholon devait devenir le plus important marché de riz de tout l'Extrême-Orient : on y vit venir des Japonais, des Indiens, des Malais et des Européens pour y échanger en toute liberté les produits de leurs pays contre le riz, les épices et les bois précieux de Cochinchine.

Vers 1715, un aventurier chinois du nom de Mac-Lon vint se fixer dans le golfe de Siam, à Mang-Khan, et avec l'aide d'autres aventuriers, y fonda plusieurs marchés, Ha-tien, Rach-Gia et Caman, qu'il administra lui-même.

Ces cités furent reconnues par le roi du Cambodge, dont les Etats étaient limitrophes. Son nom grandit ; mais, inquiété par les pirates cambodgiens, il finit par placer ses domaines sous la protection de l'empereur d'Annam. Ainsi ce sont les Chinois qui ont les premiers peuplé et défriché le delta du Mékong, en un mot colonisé la Cochinchine. C'est en 1699 seulement que les Annamites y ont installé une administration régulière.

Enfin, lorsque l'empereur Tu-Duc eut à faire face aux troupes françaises, une insurrection ayant éclaté au Tonkin, il livra le pays aux Taï-Pings du Yunnan, qu'il rangea sous ses bannières (1856). Leurs bandes ravagèrent les provinces du Quang-Yen, de Sontay et de Thai-Nguyen, et obtinrent pour prix de leurs services de s'installer dans ces provinces. Ils s'y marièrent et s'adonnèrent à l'agriculture.

En dehors de ces cas historiques d'immigration chinoise, il y eut toujours au pays d'Annam une infiltration continue de « Célestes » à travers la frontière tonkinoise, et surtout un courant d'immigration entre les ports chinois et les ports annamites, courant favorisé, comme dit Luro (1), par la direction constante des vents de mousson. Ces immigrants arrivaient presque toujours par groupes, puis se disséminaient dans les villes, dans les marchés régionaux, où l'activité commerciale les attirait. Bien qu'ils fussent souvent de pauvres diables fuyant la famine, et partant sans ressources, « l'accès des domaines extérieurs de la contrée divine » leur fut toujours libre. C'est que le souvenir du Grand Empire régnait toujours dans les idées du peuple annamite. Aujourd'hui encore, bien que dans la bouche des Annamites l'appellation « mon oncle » ; concernant le Chinois, ait été remplacée par « duoichot » (queue de rat), ce prestige subsiste.

---

(1) *Le pays d'Annam.*

## CHAPITRE II

**Régime administratif que les ordonnances royales imposèrent aux Chinois en Annam et au Cambodge, et condition juridique qu'elles leur firent. — Condition des métis sino-annamites et sino-cambodgiens.**

---

Comme dans les anciennes législations d'Europe, l'étranger était tenu pour suspect en Annam. Le Code annamite n'admet les étrangers à débarquer que dans deux cas : le cas d'ambassade et le cas de naufrage (1).

Les Chinois jouissaient à ce point de vue d'un régime de faveur. Les Annamites pouvaient-ils considérer comme des étrangers des hommes qui les avaient imprégnés de leur civilisation et de qui ils tenaient toutes leurs institutions ? Pouvaient-ils retourner contre les Chinois la loi chinoise elle-même ? La cour de Pékin eût-elle toléré semblable attitude chez son vassal ? Les Chinois, étrangers privilégiés, purent donc toujours débarquer en Annam.

Au point de vue administratif, les Chinois eurent le privilège de s'administrer eux-mêmes, de former à côté de la commune annamite des associations à eux. En

---

(1) Philastre : *Code annamite*. — Dans le premier cas, les dignitaires étrangers sont reçus à la capitale et une garde est établie aux portes du logement affecté aux hôtes de passage (art. 238), pour y exercer une surveillance sévère, et s'ils désirent acheter ou vendre quelque chose (art. 137), un marché est tenu pendant cinq jours dans leur logement, sans qu'il leur soit permis de circuler et d'aller chez les particuliers conclure des transactions.

En cas de naufrage, il est prescrit de leur porter secours et de recueillir les épaves (art. 237).

Quant à ceux qui se présentent dans les ports de l'empire pour faire du commerce, lorsqu'ils abordent, ils doivent aussitôt déclarer complètement et sincèrement les marchandises qu'ils apportent sous peine de voir confisquer ce qui a été dissimulé (art. 133).

Chine, comme on le sait, l'individu n'a pas de personnalité propre en dehors du groupe dont il fait partie. L'individu n'est rien, le groupe est tout. Il était donc naturel que les Chinois fussent groupés, sous la direction d'un chef, par « bangs », ce que nous avons appelé dans la suite : congrégations, comme les Annamites l'étaient par communes. On peut se demander pourquoi les Chinois n'ont pas été admis dans le sein des communes annamites. D'abord, le gouvernement annamite n'eût peut-être pas osé assimiler purement et simplement à ses sujets les orgueilleux descendants des partisans des Minh, et les vainqueurs des Cambodgiens. D'autre part, les Chinois qui vinrent dans la suite trafiquer en pays d'Annam constituaient une population flottante, naviguant sans cesse entre leur pays d'origine et leur pays d'adoption ; cela devait rendre leur inscription sur les registres communaux bien difficile.

Nous voyons qu'une décision de la 13<sup>e</sup> année de Gia-Long (1814) (1) consacra pour les Chinois le droit de former des associations particulières ou « bangs ». Luro (2) nous apprend que les Chinois se groupaient dans chaque province par dialectes ; cependant, au cas où ils n'étaient pas suffisamment nombreux, les Chinois d'une même province ne formaient qu'une seule congrégation comprenant tous les dialectes ; si au contraire ils étaient très nombreux, on divisait les Chinois d'un même dialecte entre plusieurs congrégations d'après leur lieu d'origine. A la tête de chaque congrégation se trouvait un chef, le « bangtruong », élu par les principaux notables de la congrégation, avec l'agrément de l'autorité provinciale (Décision de la 10<sup>e</sup> année de Minh-Mang, 1824). Les chefs de congrégation avaient les mêmes fonctions que le « truong-thon », le maire des communes annamites ; ils

---

(1) Michel, *Recueil des Ordonnances royales*.

(2) *Op. cit.*

jouaient le rôle de conciliateurs entre leurs compatriotes, ils étaient leurs porte-parole auprès de l'administration provinciale et chargés de lui exposer, le cas échéant, les doléances de la congrégation contre les communes ou les administrateurs de district. Ils devaient aussi établir les rôles d'impôt, percevoir cet impôt et le verser dans les caisses publiques. Aux mêmes époques que pour le règlement de l'impôt personnel annamite, c'est-à-dire tous les ans au 10<sup>e</sup> mois (1), l'administrateur appelait au chef-lieu tous les chefs de congrégation de la province. Ceux-ci devaient, comme les maires des communes annamites, déclarer le nom et l'âge de tous les hommes de leur congrégation, capables de payer l'impôt. Dans la décision de Minh-Mang, ci-dessus rapportée, nous voyons que les Chinois étaient au point de vue du paiement de l'impôt divisés en deux classes, tandis que les Annamites étaient divisés en trois catégories comprenant de nombreuses classes. La première comprenait les hommes ayant des ressources, que ces ressources provinssent de leur industrie ou de leurs terres. La deuxième catégorie comprenait les personnes ne possédant encore aucun moyen d'existence. Cette classe ne payait que la moitié de l'impôt pendant trois ans à partir de la première inscription au rôle d'imposition. Au bout de ce laps de temps, ils devaient acquitter l'impôt intégral. Arrivé à l'âge de 60 ans, le Chinois cessait d'être inscrit au rôle de l'impôt. Il n'y avait donc pas, comme chez les Annamites, de catégories de Chinois exemptés d'impôts tels que les « lao-bang » par exemple, ou individus disparus depuis plus d'une année; le régime n'en était pas moins favorable à l'immigration des Chinois, puisque pendant trois ans ils ne payaient que la moitié de ce que payaient les Annamites. En ce qui concerne leurs biens immobiliers, les Chinois étaient portés au dià-bo (cadastre) de la commune où

---

(1) L'année annamite commence en février.

leurs immeubles étaient situés et l'impôt était acquitté entre les mains du maire de la commune par le propriétaire chinois comme s'il eût été Annamite. Dans la province de Ha-tien, c'était le chef de la congrégation qui dressait le rôle d'impôt foncier. Cela s'explique par ce fait qu'il y avait là, comme nous l'avons vu, une ancienne colonie chinoise agricole.

Les Chinois étaient toutefois placés sous la surveillance des maires des communes annamites en ce qui concerne la police. Le chef de congrégation ne pouvait répondre de tous ses compatriotes dispersés souvent dans d'autres villages de la province que celui où il habitait lui-même ; c'est pourquoi il était plus rationnel que chaque maire annamite fût responsable des Chinois résidant dans son village.

Au point de vue de leur condition juridique, les Chinois étaient considérés comme sujets du roi et traités comme tels. L'article 33 du Code annamite prévoit que « tout étranger venu se soumettre », c'est-à-dire se joindre à la population du pays, « qui se rendra coupable, sera également jugé selon les lois du pays d'Annam ». Cette disposition de la loi annamite est identique à celle de l'art. 3 du Code civil français soumettant les étrangers aux lois de police et de sûreté. D'ailleurs, toutes les prescriptions du législateur annamite ou du législateur chinois sont appuyées d'une sanction pénale et par conséquent ont le caractère de lois de police et de sûreté (1). Les lois du pays d'Annam n'étant autres que les lois chinoises, les Chinois y conservaient ainsi leur statut personnel. Ils y jouis-

---

(1) La législation annamite a ses sources dans le Code de Gia-Long, le rite des Chau ou statuts du gouvernement, les kinh ou livres classiques, les ordonnances royales ou règles de six ministères, sorte de recueil des règlements relatifs aux affaires ressortissant à chacun d'eux ; d'autre part, les usages et coutumes variables suivant les régions. Le Code annamite, promulgué par Gia-Long en 1812, n'est qu'une compilation des lois chinoises de la grande dynastie des Thanh et des lois annamites de Hong-Duc (1474-1497).

saient des mêmes droits civils que les Annamites ; comme eux ils pouvaient acquérir et aliéner, se marier et transmettre leur patrimoine, sous la protection des tribunaux des huyen et des phus, avec appel possible devant le quan-an (1) de la province. Cependant l'acquisition par eux de biens immeubles était subordonnée, tout au moins en Annam proprement dit, et au Tonkin, à une autorisation du gouvernement (2).

Les prohibitions établies par le Code annamite à l'égard des étrangers qui venaient commercer en Annam étaient lettre morte en ce qui touche les Chinois. « La faculté de commercer, dit Silvestre (3), n'a jamais été accordée ouvertement aux étrangers en Annam, il n'y a jamais eu en cette matière que des tolérances plus ou moins larges et sur lesquelles revenait le gouvernement suivant les tendances de la politique du moment ». Nous eûmes à souffrir de cette versatilité. Les Chinois au contraire purent toujours s'établir et commercer librement dans le royaume et à l'extérieur par jonques. Cependant le roi Minh-Mang (1820-1841) chercha, par des mesures de circonstance, à réserver à sa flotte le commerce du riz, de l'ébène, de l'ivoire, de la cannelle et des soies avec Singapore, Batavia et Manille. D'autre part, l'article 205 du Code annamite interdit pour des raisons de protection, l'exportation des chevaux, des bêtes à cornes, du fer propre aux usages militaires, de la monnaie de cuivre et des étoffes de soies « Doan », « Quyen » et « Cam » (soies brochées).

Les Chinois étaient exempts du service militaire et des corvées, mais ils ne pouvaient occuper d'emplois dans l'Etat.

Enfin, on voit par une ordonnance de la onzième année

---

(1) Magistrat d'Annam.

(2) Schreiner, *op. cit.*

(3) *Considérations sur l'étude du droit annamite.*

de Tu-Duc (1858) (1), que le gouvernement annamite, malgré toute la bienveillance qu'il témoignait aux Chinois, s'était cependant réservé le droit de les expulser dans certains cas, notamment le cas de fraude commerciale ou d'usage clandestin de l'opium, faits qui au surplus entraînaient la peine de la marque au visage. Le Chinois ainsi frappé d'un arrêté d'expulsion subissait, s'il revenait en Annam, la servitude militaire ou l'exil jusqu'à la fin de ses jours.

Tout ce que nous avons dit ci-dessus s'applique aux Chinois résidant en Annam, au Tonkin et en Cochinchine. Il est intéressant de considérer aussi ce qui se passait dans le royaume du Cambodge.

L'infiltration chinoise s'y était produite de tous temps. Les Chinois arrivaient par la vallée du Mékong et celle de l'Iraouaddy, descendant des plateaux du Setchouen ou du Yunnan, ou bien encore ils arrivaient par jonques, des ports de mer de Chine, chassés par la misère ou les guerres civiles qui, à de fréquentes époques, ensanglantèrent les provinces du sud de la Chine. Contrairement à ce qui se passait en Annam, ils se fixaient le plus souvent au Cambodge sans esprit de retour et s'y livraient à l'agriculture ou à la pêche, les deux principales ressources du pays. D'ailleurs ils appartenaient plutôt à des populations agricoles, tandis que les immigrants provenant des provinces maritimes de Phuoc-Kien ou du Kouang-toung étaient plutôt des commerçants. Si le gouvernement cambodgien ne semble pas avoir entravé ces migrations, il n'a pourtant jamais octroyé aux Chinois un régime de faveur. Le Code cambodgien traite les Chinois comme les autres étrangers; il est vrai que le Cambodge n'était pas le vassal du Céleste Empire. On lit dans les lois constitutionnelles du Royaume les dispositions suivantes : « Pour les étrangers, on doit choisir parmi eux

---

(1) Michel, *Recueil des Ordonnances royales*.

leurs chefs et les chefs de jeux ; qu'un chef laotien soit chargé de la direction des pirogues laotiennes (les Lao-tiens descendaient le Mékong par pirogues pour venir trafiquer au Cambodge), qu'un chautea (chef) annamite ait la direction de tous ses compatriotes, qu'un chautea cham soit chargé de la direction des Chams, qu'un chautea malais soit chargé de la surveillance des Javanais et Malais, de même pour les Chinois et les Japonais. En ce qui concerne les navires européens, anglais, etc., on en peut confier la surveillance à un métis Chinois ou Japonais qui connaisse la langue de ces étrangers. Mais s'il y a un Européen qui connaisse la langue cambodgienne, il doit être nommé chautea des Européens ». Cette organisation rappelle les « bangs » d'Annam ; cependant les attributions des « chauteas » ne paraissent pas avoir dépassé le domaine de la police. Aux autres points de vue, et notamment au point de vue fiscal, les étrangers en général et les Chinois en particulier étaient assimilés aux régnicoles. On trouve aussi dans le Code pénal cambodgien (art. 37) des dispositions analogues à celles que nous avons vues dans le Code annamite concernant l'admission des étrangers et la liberté du commerce : « Si des étrangers, Annamites, Européens, Anglais, Chinois, Chams, Malais, etc., viennent par terre ou par eau se mettre au service du Roi ou s'établir comme commerçants, ils doivent être désarmés, puis interrogés sur leurs projets par les agents chargés de la surveillance des postes de la frontière et du village. Les étrangers ne peuvent acheter le plomb, le salpêtre, la poudre, le soufre qui se trouvent dans le royaume ».

Ces restrictions mises à part, les étrangers avaient au Cambodge les mêmes droits civils que les Cambodgiens eux-mêmes, c'était la législation cambodgienne qui leur était applicable à tous et tous relevaient des mêmes juges.



Les Chinois qui vinrent, à l'époque que nous envisageons, s'établir en Annam, amenaient rarement leur femme avec eux. Cela est vrai des partisans des « Minh » que nous avons vus venir se fixer en Basse-Cochinchine dans des conditions un peu spéciales, cela est également vrai des paisibles immigrants qui vinrent dans la suite chercher en Annam des moyens d'existence dans l'espoir de revenir un jour mourir sur la terre de leurs pères. Les préjugés xénophobes chinois jugeaient exécrable et impur le contact de la femme avec les étrangers, qui pouvait doter la Chine d'inauthentiques fils de Han. La situation précaire de ces immigrants était peut-être aussi une raison pour qu'ils arrivassent seuls.

Les Chinois prenaient donc femme en Annam, le prestige de leur longue tresse leur facilitant l'accès des familles annamites, et engendraient une race de métis. En souvenir des premiers immigrants chinois, les partisans des « Minh », on appelait ces métis « Minh-huong » ce que l'on peut traduire par « notable Minh » d'après les auteurs (1). Ce terme consacré par l'usage le fut peu à peu par l'administration.

La condition de ces « Minh-huong » a subi dans le cours des temps quelques vicissitudes.

Jusqu'au règne de Minh-Mang (1820-1841), ils étaient considérés comme Chinois et on les trouvait dans les congrégations chinoises à côté de leurs pères. Dans la suite, pour les attacher au sol où ils étaient nés, Minh-Mang décida par un édit de la 7<sup>e</sup> année de son règne (1827), que les « Minh-huong » devraient être considérés comme sujets annamites et formeraient dans chaque province une congrégation à part — ce qui dut flatter leur amour-

---

(1) Luro, Schreiner.

propre. Il leur conserva, à titre de privilège, l'exemption du service militaire et de la corvée dont ils bénéficiaient auparavant comme Chinois, et l'impôt qu'ils durent payer fut diminué de moitié par rapport à celui que payaient leurs pères. Il leur reconnut en outre les mêmes droits politiques qu'aux Annamites et les admit à toutes les charges du royaume, faveur qui n'avait jamais été accordée à des Chinois, mais ils durent porter le costume annamite et couper leur tresse.

Tous les « Minh-huong » dispersés dans les villages d'une province, formèrent, par une fiction administrative, une seule commune (Minh-huong-xa) ; à la tête de cette commune, un maire, assisté d'un conseil communal composé de notables, remplissait les fonctions de chef de congrégation : il établissait les rôles de contribution personnelle et en percevait le montant. Quant aux propriétés immobilières, elles étaient inscrites au « dia-bo » (1) du village, tout comme pour la population annamite. Une ordonnance de la dixième année de Minh-Mang (1830) consacra pour les Chinois venus se fixer en Indo-Chine le droit d'épouser des filles annamites selon les rites. En même temps elle prévoyait des pénalités à l'encontre de ceux qui feraient sortir du royaume leur femme annamite et les enfants qu'ils en auraient eus, dans le but de les emmener en Chine. Les Chinois étaient également passibles de certaines peines s'ils coiffaient leurs enfants métis à la chinoise.

La crainte de voir le pays se dépeupler avait dicté cette ordonnance (2). Une ordonnance de la 2<sup>e</sup> année du règne

---

(1) Cadastre.

(2) Voici le texte de cette ordonnance : *Ordonnance de la 10<sup>e</sup> année de Minh-Mang*. — Les Chinois qui viendront s'établir dans le pays pour y résider et qui seront inscrits sur les rôles, pourront se marier avec des filles du pays. Cette faculté ne sera pas accordée à ceux qui ne viendront qu'une fois en passant pour les besoins de leur commerce. Ceux qui contreviendront à ces dispositions seront punis comme suit :

Le garçon et la fille seront punis de cent coups de truong, et leur mariage sera cassé ; les présents de noce seront confisqués au profit de

de Thieu-Tri (1842) rappela ces prescriptions. « En aucun cas, dit-elle, le Minh-huong ne pourra être porté par le mandarin chef de la circonscription sur les rôles chinois, comme ont pu l'être ses ascendants ». Une autre ordon-

---

l'Etat; la personne qui aura fait le mariage, sera punie de la même peine.

La peine de l'entremetteur, du chef de congrégation et des voisins sera diminuée d'un degré. Les tri-chan et les quan-huyen qui auront, en connaissance de cause, volontairement toléré l'accomplissement du mariage seront rétrogradés d'un degré et déplacés.

Ceux qui emmèneront leur femme en Chine seront punis comme suit : les deux époux seront chacun punis de cent coups de truong, le garçon sera envoyé en servitude militaire et la fille en esclavage. La peine de la personne qui aura fait le mariage sera diminuée d'un degré; l'entremetteur, le chef de congrégation et les voisins seront punis de cent coups de truong; les fonctionnaires des chan et des huyen qui auront volontairement toléré le mariage seront rétrogradés de deux classes et déplacés; ceux qui les auront conduits seront punis de cent coups de truong et d'un mois de cangue. Les fonctionnaires commandant les postes de surveillance des voies de terre et d'eau qui auront manqué d'attention dans leurs investigations seront rétrogradés de quatre classes, les hommes de troupe seront punis de quatre-vingt-dix coups de truong. S'il y avait eu acceptation de valeurs pour tolérer leur passage, on calculerait le montant du produit illicite et on prononcerait, en tenant compte des dispositions relatives à la violation des règles, suivant la loi la plus sévère. Ceux qui emmèneront leur femme après s'être mariés suivant les règles seront punis ainsi que la femme, les chefs de congrégation, les voisins, les fonctionnaires des chan et des huyen et les commandants des postes de surveillance de peines graduées selon les dispositions de cette ordonnance.

En outre, lorsque des commerçants chinois emmèneront en Chine les enfants qu'ils auront eus de leur union avec des femmes annamites, le mari et la femme, le chef de congrégation et les voisins qui auront eu connaissance du fait et ne l'auront pas dénoncé seront punis de cent coups de truong; les fonctionnaires des chan et des huyen qui auront volontairement toléré leur départ et les commandants des postes de surveillance maritime coupables de négligence dans leur service, seront passibles des pénalités édictées plus haut. Ceux qui auront rasé la tête de leurs enfants nés de leur union avec une femme annamite en leur laissant la tresse à la mode chinoise, seront punis du maximum du truong; le chef de congrégation et les voisins seront punis de quatre-vingts coups de truong. La faute sera étendue au chef de famille, à la femme, à ses parents qui n'auront pas dénoncé le fait et à la personne qui aura fait le mariage. Ils seront tous punis de la même peine. Il devra être également statué après une enquête minutieuse sur le cas des patrons et matelots des embarcations qui auront servi au transport des coupables.

nance prise dans la deuxième année du règne de Tu-Duc (1) (1849) permit aux « Minh-huong » de prendre part aux concours donnant accès aux carrières administratives et accorda à ceux qui passeraient avec succès les examens bi-annuels une diminution d'impôts.

Ainsi les « Minh-huong » s'annamitisaient.

Il arrivait souvent, en outre, qu'ayant perdu la fortune que leur avaient laissée leurs pères, ils se voyaient rejetés du sein de leur congrégation et devenaient de simples paysans annamites. L'affiliation à la congrégation des « Minh-huong » n'était ainsi pour eux qu'une étape vers la dénationalisation complète.

Au Cambodge les métis sino-cambodgiens, très nombreux, étaient assimilés aux Cambodgiens.

---

(1) 1847-1883.

### CHAPITRE III

**Tableau de la situation de fait des Chinois en Annam et au Cambodge au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. — Le rôle économique qu'ils y jouaient. — Les Chinois et le crédit. — Le commerce du riz.**

---

Il est difficile de préciser le nombre des Chinois qui étaient venus s'établir en Indo-Chine avant l'intervention française, le gouvernement annamite n'ayant jamais livré à la publicité de statistiques relatives à ce sujet. La colonie chinoise comprenait d'ailleurs principalement des marchands, constituant une population flottante.

Tout ce que l'on peut dire, c'est que les immigrants chinois furent beaucoup plus nombreux en Cochinchine qu'en Annam et au Tonkin. La Cochinchine, en effet, avait une population très clairsemée pour des terres que le soleil des tropiques rend doublement productives ; les facilités que son admirable réseau de voies fluviales donne au commerce étaient un attrait de plus. Enfin le gouvernement annamite ne pouvait voir que des avantages au peuplement de cette lointaine partie du royaume. En Annam et au Tonkin, au contraire, les cultivateurs annamites, très nombreux et très attachés au sol, eussent vu d'un mauvais œil des étrangers, fussent-ils Chinois, s'établir au milieu d'eux. En outre, les communications rendues difficiles par la piraterie et la configuration montagneuse du pays (ceci engendrant cela) ne favorisaient nullement le commerce. Au Cambodge, l'immigration se faisait plutôt par la voie de terre ; les immigrants étaient pour la plupart des agriculteurs du Setchouen ou du Yunnam et se fixaient généralement au sol de leur patrie

d'adoption. Tandis qu'en Annam la colonie chinoise s'est juxtaposée à la population du pays sans s'y fondre, elle a, au contraire, pénétré les Cambodgiens, race malléable et indolente. Le type cambodgien s'en trouverait aujourd'hui d'après les ethnologues notablement modifié.

Ce qui est certain, c'est qu'aussi bien en pays d'Annam qu'au Cambodge, les Chinois s'étaient, à l'époque que nous envisageons, taillé la part belle. Débarqués presque toujours sans argent, un métier quelconque leur fournissait les quelques cents nécessaires tous les jours à l'achat de leur riz et de leur poisson ; puis, grâce à leur épargne, ils devenaient, après avoir amassé un petit pécule, colporteurs, artisans (1), petits boutiquiers, enfin, gros négociants. Sobres, endurants et tenaces, avec cela solidaires les uns des autres, ils devinrent dans ces contrées les seuls agents de la circulation des richesses. Ils employèrent pour cela tous les moyens, le crédit, l'usure, l'exploitation du vice ; néanmoins, il faut le reconnaître, ces hommes possédaient le génie des affaires.

L'Annamite est un excellent cultivateur, mais, comme on l'a souvent écrit, c'est un enfant. Il ne faut lui demander ni la suite dans les idées, ni la persévérance, la prévoyance et l'ordre indispensables pour mener à bien une entreprise. « Comme tous les peuples qui vivent sous les latitudes fortunées de la zone équatoriale, où la terre peu avare de ses produits offre sans peine ses trésors à ses enfants, où l'inclémence des cieux n'est pas à redouter de ceux qui souffrent, l'Annamite possède cette insouciance inouïe des choses de l'existence qui va parfois jusqu'au mépris. Le sol est si riche en produits de toutes sortes que la réserve et l'épargne sont pour lui une superfétation incompréhensible qui trouve à peine place dans son cerveau » (2).

---

(1) L'industrie des émaux de Hué est une vieille industrie chinoise.

(2) Jammes, *Souvenirs du pays d'Annam*.

Alors que les Chinois connaissaient bien avant les Européens les multiples opérations de banque qui facilitent les échanges, que depuis des siècles ils avaient l'habitude des marchés à terme, des lettres de change, et de la circulation fiduciaire, l'Annamite en était resté au simple prêt *ad manum*, de famille à famille, de voisin à voisin. Ils lui avaient donné, il est vrai, toute l'extension dont il est susceptible. « Au dedans du cercle familial, dit M. Jammes (1), l'Annamite pratique couramment le prêt à la petite semaine. Mais ici la semaine se rapetisse au point de devenir un petit jour dans la plupart des villages. Les femmes l'exercent surtout entre elles dans les multiples exigences journalières du foyer. Une piastre rapporte deux ou trois sous par jour. Les enfants sont chargés de faire la recette des intérêts échus ».

Enfin l'Annamite ne peut vivre sans faire appel au crédit : c'est le cultivateur qui a toujours besoin d'argent pour le paiement de ses impôts ; c'est le petit détaillant qui achète à crédit les marchandises nécessaires à son négoce, et, à mesure qu'il les vend, en dépense le produit ; puis, le jour de l'échéance arrivant, il se trouve obligé de vendre à perte tout ce qu'il possède ou de faire proroger sa dette à des taux usuraires.

Enfin il est joueur.

Quelle proie pour le Chinois ! M. Jammes, dans ses « Souvenirs du pays d'Annam », trace un tableau saisissant de cette curée : « Le Chinois, acheteur de grains, s'installe, aux quatre bras d'un fleuve, dans un bateau confortable, un sac de piastres dans une main, un jeu de baquan dans l'autre, attendant le client avec patience, sûr que le poisson mordra à l'appât. Dès que les riz commencent à jaunir, le Chinois parcourt les villages, amorçant les propriétaires en faisant sonner ses sacs d'argent. Quel est l'Annamite qui ne se laisse tenter ? A quoi bon

---

(1) *Op. cit.*

attendre la moisson pour prendre femme, pour marier un fils ou une fille quand l'argent vient s'offrir tout seul? ». Le Chinois prête alors à 60 0/0 par an. Si l'Annamite n'est pas en mesure de rembourser en argent à l'échéance, le Chinois se paiera sur sa récolte de riz qu'il décomptera à un prix fort inférieur à sa valeur réelle.

Les Chinois comprirent aussi quel parti ils pouvaient tirer de la vente des produits de large circulation ou satisfaisant les vices contractés, tels que le sel, l'alcool et l'opium.

Ils avancèrent des fonds aux sauniers annamites, toujours à court d'argent, pour construire ou réparer leurs aires ; l'échéance arrivant, ils se faisaient rembourser en nature. Ils réussirent à obtenir la ferme des douanes intérieures ; ces douanes existaient en nombre considérable, autrefois, tout le long des grands fleuves ; le riz payait à chaque poste un droit d'environ 2 1/2 0/0, le sel 10 0/0. Ce privilège fut encore entre leurs mains un moyen d'exploiter les indigènes ; d'autre part, en corrompant les mandarins annamites, ils pouvaient se dispenser d'acquitter les droits pour les produits qu'ils transportaient eux-mêmes.

En ce qui concerne la vente de l'alcool, les Chinois n'avaient pas à beaucoup près un monopole de fait. La distillation se faisait en famille dans les villages, ou bien les notables se réservaient la fabrication, la vente dans certaines régions ; mais là où il n'en était pas ainsi, tout le commerce des alcools était entre les mains des Chinois.

L'opium, enfin, que seuls les Chinois cultivaient et préparaient, était le maître souverain à l'aide duquel ils pouvaient s'asservir, non seulement le corps, mais la conscience des Annamites. Dans tous les pays d'Annam, ils obtinrent du Gouvernement la ferme de cette drogue.

Fabricants d'alcool, vendeurs exclusifs du sel, fermiers de l'opium, les Chinois avaient pu dans la suite attirer

à eux les autres produits, la cannelle, le sucre, les tabacs et même le riz. Seuls, ils se livraient au commerce d'importation ; toutes les jonques qui deux fois par an allaient à Canton déverser le trop-plein de la récolte de riz de Cochinchine et du Tonkin étaient des jonques chinoises.

En résumé, en enlaçant les Annamites dans un réseau inextricable d'obligations, et en accaparant le commerce entier du pays d'Annam, les Chinois avaient substitué à l'hégémonie politique qu'ils avaient perdue dans le pays, une emprise plus sournoise, mais non moins tyrannique.

---

# **La Condition des Chinois en Indo-Chine depuis l'établissement de l'influence française et leur Rôle économique**

---

## **CHAPITRE PREMIER**

**Réglementation de l'immigration chinoise dans les différentes parties de l'Union Indo-Chinoise. — Conditions de l'immigration, du séjour et de la circulation. — Passeports. — Laissez-passer. — Taxe de capitation.**

---

Nous avons relaté, aussi complètement que les sources le permettent, quelles étaient les positions acquises par les Chinois dans les royaumes d'Annam et du Cambodge, vers le milieu du <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle. Quelle va être vis-à-vis d'eux l'attitude de l'administration française, lorsque les traités du 15 mars 1874 et du 6 juin 1884 entre la France et l'Annam, du 17 juin 1884 entre la France et le Cambodge, appelèrent la France à présider aux destinées du pays ? Cette attitude fut libérale.

Les Chinois établis depuis longtemps en Annam, parlant la langue annamite, pouvaient être, à bien des points de vue, un trait d'union entre le vainqueur et le vaincu. Etant donnée la souplesse qui les caractérise, ils ne firent pas mauvaise figure aux nouveaux maîtres du pays ; acceptant les avances qui leur furent faites, ils devinrent les pourvoyeurs de nos colonnes et de nos corps d'occupation ; on leur concéda même, comme nous le verrons, la ferme des impôts indirects. Quant aux nouveaux immi-

grants, on verra que les arrêtés leur opposèrent, non pas des barrières, mais de simples tourniquets (1).

Le cadre des congrégations fut soigneusement conservé : cette organisation centralisée offrait à une époque encore critique l'avantage de simplifier les rapports de l'administration avec la colonie chinoise, en même temps que la responsabilité des chefs de congrégation garantissait l'ordre. Cette responsabilité fut consacrée par les arrêtés locaux du 12 avril 1862 (2), du 23 juillet 1863 (3) et du 23 janvier 1885 (4), concernant la Cochinchine. Les deux premiers arrêtés décidaient que les immigrants chinois étaient libres de s'affilier à une congrégation reconnue, c'est-à-dire dont l'administration avait agréé le chef. Ceux qui, pour une raison ou pour une autre, notamment parce qu'ils ne trouvaient pas de répondants, ne s'affiliaient pas à une congrégation, devaient s'organiser en corporations d'ouvriers et se choisir un chef qui déposerait un cautionnement de six piastres par individu. Ceux qui étaient au service d'un Européen étaient également dispensés de s'affilier à une congrégation. Dans ce cas, c'était leur patron qui devait fournir le cautionnement de six piastres, qui représentait le prix moyen de leur retour en Chine. L'arrêté du 18 mars 1874 (5) créa un Bureau de l'Immigration à Saïgon et fit de l'affiliation à une congrégation une condition *sine qua non* du séjour en Cochinchine. Aux termes de cet arrêté et des arrêtés des 27 février 1879 (6), 16 octobre 1906 (7), 16 août 1907 (8),

---

(1) La réglementation de l'immigration en Indo-Chine n'est pas spéciale aux Chinois, elle s'étend à tous les Asiatiques étrangers, les Siamois, les Birmans, les Indiens, etc. Mais les Chinois constituent le plus fort contingent d'immigrants.

(2) B. O. Cochinchine française.

(3) *Idem.*

(4) *Idem.*

(5) *Idem.*

(6) *Idem.*

(7) *Idem.*

(8) *Idem.*

qui l'ont complété, les Chinois débarquant à Saïgon doivent être reçus à bord du navire transporteur par les agents du service de l'immigration et par les chefs de congrégation, et soumis à une visite médicale. Ceux pour lesquels les chefs de congrégation garantissent séance tenante le paiement des taxes en vigueur, reçoivent immédiatement, des mains des agents du service de l'immigration, un laissez-passer individuel valable pendant trente jours, après quoi il est remplacé par un permis de séjour valable pour l'année courante. Les autres immigrants sont conduits au dépôt des immigrants, pour y remplir les formalités nécessaires à leur acceptation par les chefs de congrégation et y recevoir leur laissez-passer. Après l'accomplissement de ces formalités, les immigrants sont libres. Ceux qui ne sont pas acceptés par les congrégations sont rapatriés par les soins et aux frais de la colonie, s'ils sont insolvable. Les immigrants chinois arrivant en Cochinchine par un point autre que Saïgon doivent se présenter, accompagnés du chef de la congrégation dont ils doivent, d'après leur origine, faire partie, à l'administrateur chef de la province, qui leur délivre, après paiement de la taxe, un permis de séjour, s'ils déclarent vouloir fixer leur résidence dans la province, ou un laissez-passer valable pendant trente jours s'ils désirent résider ailleurs. Pour les Chinois qui ne désirent faire qu'un court séjour dans le pays, il est prévu des permis de séjour spéciaux de trois mois, non renouvelables, qui leur donnent la faculté de circuler librement dans toutes les provinces, s'ils débarquent à Saïgon ; sinon, les passeports délivrés par les consuls de France à l'étranger leur donnent droit à un séjour de six mois.

D'autre part, tout Chinois qui désire quitter la Cochinchine, doit se munir d'un permis de sortie. S'il désire quitter le pays temporairement, il peut obtenir un passeport valable pour un an. Tout Chinois résidant en Cochinchine désireux de se rendre au Cambodge, doit se munir

d'un laissez-passer valable pour trois mois et renouvelable une seule fois pour le même laps de temps. Un Chinois, résidant en Cochinchine, qui a des intérêts permanents au Cambodge, peut obtenir un laissez-passer valable pour un an. Ainsi l'administration ne perd pas de vue les immigrants dans leurs pérégrinations.

Le service de l'immigration assure et contrôle l'exécution des règlements concernant l'arrivée et le séjour des Asiatiques étrangers ou assimilés, en Cochinchine, concurremment avec la police dans les villes de Saïgon et de Cholon, ainsi que le départ des dits Asiatiques qui sont renvoyés par mesure sanitaire ou de police. L'arrêté du gouverneur général, du 27 février 1899 (1), dispose : « Art. 7. Concurrément avec le service de la police, les contrôleurs de l'immigration recherchent, tant le jour que la nuit, sur la voie publique et les cours d'eau de Saïgon et de Cholon, les contraventions aux règlements relatifs aux Asiatiques étrangers. Les contrevenants sont conduits à la disposition du chef de service de l'immigration ou de son représentant pour y faire régulariser leur situation. — Art. 8. Dans l'exercice de leurs fonctions, les contrôleurs de l'immigration ont droit de visite chez les Asiatiques étrangers soumis à l'immatriculation ou chez lesquels peuvent se trouver des Asiatiques étrangers ».

Un service d'identité anthropométrique fut créé à Saïgon par arrêté du gouverneur général en date du 8 octobre 1897 (2) et réorganisé par arrêté du gouverneur général en date du 24 décembre 1906 (3). Ce service, chargé spécialement : 1° de la mensuration anthropométrique et de la photographie des condamnés, prévenus et détenus de toute nature, à l'exception des individus retenus pour contravention de simple police et des filles

---

(1) B. O. Cochinchine française.

(2) *Idem.*

(3) *Idem.*

publiques arrêtées pour infraction aux règlements sur la police des mœurs; 2° des engagés indigènes ou autres Asiatiques au service des Européens, mais seulement sur la demande formelle des patrons ou engagistes, — fut annexé à celui de l'immigration et placé, comme ce dernier, sous la direction du chef du service de l'immigration et de l'identité en Cochinchine. Son personnel, mi-européen, mi-asiatique, se divise en deux services : le service des bureaux et le service actif chargé du contrôle.

Par un excès de zèle administratif, la pratique de la mensuration avait été étendue à tous les Chinois quels qu'ils fussent, ainsi qu'à leurs femmes. En 1907, les protestations des immigrants réussirent à faire supprimer cette mesure abusive.

Autre condition de séjour : l'administration conserva également la taxe de capitation pour les Chinois ayant fixé leur résidence dans le pays et l'étendit à tous les Asiatiques étrangers. Les arrêtés des 9 février 1897, 12 janvier et 16 août 1907 et le décret du 21 mai 1897 divisent les Asiatiques étrangers, au point de vue de la quotité de la contribution personnelle, en six catégories et les impose proportionnellement au montant du principal des patentes ou cotes foncières payées par eux :

| Catégories                 | Impôt des patentes ou cotes foncières | Tarif<br>de l'impôt personnel |
|----------------------------|---------------------------------------|-------------------------------|
| Hors classe.               | 400 piastres et au-dessus.            | 400 piastres.                 |
| 1 <sup>re</sup> catégorie. | De 100 piastres à 399                 | 200 piastres.                 |
| 2 <sup>e</sup> catégorie.  | De 55 piastres à 99                   | 100 piastres.                 |
| 3 <sup>e</sup> catégorie.  | De 10 piastres à 54                   | 50 piastres.                  |
| 4 <sup>e</sup> catégorie.  | De 4 piastres à 9                     | 20 piastres.                  |
| 5 <sup>e</sup> catégorie.  | Tous autres Asiatiques étrangers.     | 10 piastres.                  |

Cet impôt est payé par les Asiatiques de 16 à 60 ans.

Sont exempts de l'impôt personnel :

1° Les femmes et les filles;

2° Les infirmes et les vieillards au-dessus de 60 ans, dans l'incapacité notoire de subvenir à leurs besoins;

3° Les chefs de congrégation, à l'exception de ceux qui, sans excuse reconnue valable par l'administration, quitteraient leurs fonctions sans avoir dirigé leur congrégation pendant six mois consécutifs;

4° Les Asiatiques employés dans des exploitations agricoles appartenant à des Européens ou assimilés;

5° Les Asiatiques de la cinquième catégorie âgés de 60 ans et comptant seize années de séjour dans la colonie (arrêté du 16 août 1907).

Cet impôt est payable par quart. Les rôles émis pour le recouvrement de l'impôt personnel sont établis au nom des chefs de congrégations pour le montant total des contributions dues par leurs ressortissants, tant en principal qu'en accessoires. Il est admis en principe que chaque congréganiste verse un supplément de taxe destiné à suppléer aux déficits possibles; car dans l'intervalle de deux trimestres, il arrive qu'un congréganiste a pu s'absenter temporairement ou être mis en faillite. Si un individu a des établissements dans différentes localités, il ne peut être assujetti qu'à une seule taxe personnelle exigible dans la localité où il a son principal établissement. Mais les cotes foncières ou les patentes payées par le même individu dans des circonscriptions administratives différentes s'additionnent pour le calcul de la taxe.

Tout Asiatique étranger gérant un commerce, une industrie ou un immeuble pour le compte d'un autre Asiatique étranger ou en toute autre qualité, est assujetti à l'impôt personnel déterminé par la catégorie ou le chiffre de l'impôt foncier afférent au commerce, à l'industrie ou aux immeubles dont il a la gérance comme s'il en était lui-même propriétaire.

Au Cambodge, une ordonnance royale, en date du 31 décembre 1891 (1), rendue applicable par arrêté du

---

(1) B.-O. Cochinchine et Cambodge.

résident supérieur de même date, a chargé les résidents et vice-résidents d'assurer le service de l'immigration, concurremment avec les gouverneurs cambodgiens.

Des congrégations furent créées à l'image de celles de Cochinchine et l'affiliation des Chinois à ces congrégations érigée en obligation. Un bureau central de l'immigration se trouve établi à Pnom-Penh et les immigrants chinois sont aujourd'hui soumis à un régime de passeports et de laissez-passer analogue à celui de Cochinchine. L'arrêté du 3 mai 1897- (1) les a répartis en trois catégories au point de vue des droits d'immatriculation. La première catégorie paie 88 piastres, la seconde 33 piastres, la troisième 7 piastres. Les Chinois résidant au Cambodge et désirant quitter momentanément la province dans laquelle ils sont fixés, doivent se munir d'un laissez-passer valable pour trois mois et renouvelable une seule fois pour le même laps de temps. Un Chinois résidant au Cambodge, ayant des intérêts permanents en Cochinchine, peut obtenir un laissez-passer valable pour un an (Arrêté du 16 octobre 1906) (2). Aucun Chinois ne peut quitter le territoire du Cambodge qu'après avoir acquitté le droit de l'année courante et s'être muni d'un passeport valable un an et délivré à Pnom-Penh ou dans les résidences. Si le retour au lieu de départ s'effectue dans le courant de l'année de la délivrance du passeport, ce passeport est échangé gratuitement contre la carte de séjour.

En Annam et au Tonkin il n'a pas été créé jusqu'ici de service de l'immigration. Au Tonkin il faut distinguer les Chinois qui immigrent par la frontière terrestre et ceux qui immigrent par la frontière maritime. Tout Chinois pénétrant au Tonkin par voie de terre doit être porteur d'un passeport délivré dans les formes diplomatiques convenues entre la France et la Chine, par les autorités

---

(1) *B. O. Cochinchine et Cambodge.*

(2) *Idem.*

françaises (agents consulaires ou commissaires de police frontière), sur la demande des autorités impériales (Arrêtés du 5 décembre 1892 et du 11 avril 1900 sur la police frontière) (1). Un certain nombre de points de passage sont autorisés. Les commissaires de police frontière qui délivrent des passeports, en adressent immédiatement avis aux autorités de la province dans laquelle le détenteur aura déclaré se rendre, commandant de territoire, résidents de provinces, résidents maires de Hanoï et de Haïphong (Arrêté du 11 août 1902) (2). Les détenteurs de ces passeports ainsi que les Chinois porteurs de passeports délivrés par les agents consulaires de France en Chine, sont tenus de faire viser ces pièces par l'autorité administrative du lieu de destination (Arrêté du 11 août 1902). Tout Chinois pénétrant au Tonkin par voie de mer n'est pas tenu d'être muni d'un passeport, mais doit se présenter au représentant de l'administration du Protectorat le plus voisin du lieu de son débarquement et justifier de sa qualité. Un reçu de sa déclaration lui est donné (Arrêté du 27 septembre 1892) (3). Les Chinois faisant partie des équipages des barques et chaloupes, qui viennent trafiquer sur les côtes, doivent être présentés à la même autorité par les patrons de ces embarcations; ils reçoivent, sous la responsabilité desdits patrons, un permis de séjour spécial, dont la durée n'excède pas deux mois, mais qui peut être renouvelé, qu'ils doivent présenter à toute réquisition et rendre au moment du départ. Dans le but de favoriser les relations commerciales entre la Chine et le Tonkin (Arrêté du 15 mai 1890) (4) des passeports spéciaux pour le Tonkin peuvent être délivrés aux commerçants chinois par les consuls de France à Mongtzeu, Longtcheou, Canton, Hongkong et Pakhoi. Les détenteurs de

---

(1) *B. O.* Annam, Tonkin.

(2) *Idem.*

(3) *Idem.*

(4) *Idem.*

ces passeports doivent, dès leur arrivée, les faire viser à la résidence du port de débarquement ou de la ville frontière par laquelle ils pénètrent au Tonkin. Passé le délai de deux mois, ils doivent quitter le territoire du Protectorat ou se conformer aux prescriptions concernant les Chinois qui établissent leur domicile au Tonkin.

Sauf les commerçants porteurs d'un passeport délivré dans les conditions fixées par l'arrêté du 15 mai 1890, tous les immigrants chinois sont tenus dès leur arrivée au Tonkin de faire partie d'une congrégation reconnue et de se munir d'une carte de séjour personnelle, renouvelable le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année (Arrêté du 27 décembre 1886) (1). Les individus que les congrégations refusent sont expulsés par les soins du Protectorat.

Les immigrants arrivés par voie de terre remplissent ces formalités au lieu de destination indiqué sur leur passeport, à moins qu'ils ne déclarent vouloir se rendre dans une autre province. Dans ce dernier cas, il leur est délivré un laissez-passer, valable pendant quinze jours pour les provinces limitrophes et pendant un mois pour toutes les autres (Arrêtés du 27 décembre 1888 et du 1<sup>er</sup> juin 1897) (2).

Il en est de même pour les immigrants arrivés par voie de mer, munis d'un passeport : ceux qui arrivent par voie de mer sans passeport, remplissent ces diverses formalités dans le lieu où ils ont fait leur déclaration d'arrivée. En cas de changement définitif de résidence ou d'absence momentanée du centre qu'ils habitent, les immigrants sont tenus de demander au chef de leur province un laissez-passer (Arrêté du 23 novembre 1895) (3).

En Cochinchine, au contraire, nous avons vu qu'une fois immatriculé dans une province, le Chinois est libre

---

(1) *B. O. Annam, Tonkin.*

(2) *Idem.*

(3) *Idem.*

de circuler dans toute la Cochinchine, sans autre formalité. A cause du voisinage des provinces chinoises méridionales, foyer de troubles incessants, le Chinois a été jusqu'à présent en Annam et au Tonkin l'objet d'une surveillance plus active. Les Chinois admis à résider sur le territoire du Tonkin ne peuvent le quitter sans se munir au préalable d'un passeport délivré par le résident de leur province (Arrêté du 27 décembre 1886).

En Annam, le régime est le même qu'au Tonkin en vertu des arrêtés des 20 mai 1887, 24 juin 1889, 15 mai 1890, 31 janvier 1891, 9 septembre 1895, 1<sup>er</sup> juin 1897 (1).

Au point de vue de la taxe d'immatriculation, les Chinois sont divisés dans les deux pays en cinq catégories (Arrêté du 1<sup>er</sup> juin 1897), d'après l'impôt des patentes ou les cotes foncières. Mais comme la fortune générale y est moindre qu'en Cochinchine, la première catégorie ne paie que 88 piastres, la seconde 30 piastres, la troisième 7 piastres, la quatrième 5 piastres et la cinquième 1 piastre 50 cents. Les coolies chinois employés au Tonkin dans les exploitations agricoles, les entreprises de travaux publics et les exploitations minières sont rangés dans la cinquième catégorie (Arrêtés des 6 juin 1892 et 20 mai 1902) (2).

Telles sont les mesures prises par l'administration pour identifier et surveiller les immigrants chinois, et les faire contribuer aux charges publiques. Les infractions aux arrêtés ci-dessus rapportés sont punies des peines de simple police, sauf en cas d'altération de passeport, fait prévu par le Code pénal métropolitain promulgué dans la colonie, et aussi de l'expulsion. L'arrêté du 17 février 1890 prévoit notamment que « tout Asiatique étranger qui sur un point quelconque du territoire de la colonie sera trouvé non muni d'un bulletin de séjour sera arrêté à la

---

(1) *B. O. Annam, Tonkin.*

(2) *Idem.*

diligence de l'autorité la plus voisine et conduit devant le chef de la circonscription ; s'il n'est porteur d'aucun document établissant son identité, il sera incarcéré et dans le plus bref délai dirigé sous escorte sur la prison centrale de Saïgon, où il sera détenu jusqu'à ce que son identité ait été établie. A défaut, après un mois de détention il sera expulsé de la colonie. — Tout Asiatique porteur de papiers, laissez-passer non en règle sera également arrêté ».

Dans les autres parties de l'Union indo-chinoise les arrêtés réglementant l'immigration asiatique contiennent des dispositions analogues.

Avant d'être expulsés, les Chinois sont mesurés par le service anthropométrique à Saïgon (Arrêté de 1906). Dans les autres parties de l'Union où il n'existe pas encore de service anthropométrique, on se contente de prendre l'empreinte du pouce ; c'est d'ailleurs un moyen d'identification d'origine chinoise.

Les Chinois protestent aujourd'hui contre le poids et le principe de l'impôt personnel auquel ils sont soumis en Indo-Chine. L'appellation courante de cet impôt, nommé taxe de capitation, est peut-être pour quelque chose dans cette défaveur, chez un peuple aussi soucieux de la face. Ils appuient leur revendication sur les termes de l'article 4 de la Convention commerciale franco-chinoise du 25 avril 1886 : « Les Chinois... obtiendront pour leur personne, leur famille et leurs biens, protection et sécurité à l'égal de la nation européenne la plus favorisée ». Or on ne voit pas que jusqu'ici les sujets allemands ou anglais aient été soumis en Indo-Chine à aucune taxe de capitation, ni même à une taxe d'immatriculation quelconque ; ils acquittent seulement, comme les Chinois le font aussi, l'impôt foncier, l'impôt des patentes ainsi que les taxes indirectes inscrites au budget général. Si légitime que paraisse cette revendication, il faut reconnaître qu'en droit strict, une nation souveraine peut soumettre à telle

condition qu'il lui plaît l'admission des étrangers sur son sol, si cette liberté n'est pas restreinte par un traité, et c'est le cas en ce qui concerne les Chinois.

---

## CHAPITRE II

### **Les congrégations chinoises. — Leurs rapports avec l'administration française. — Leur organisation intérieure et secrète.**

Ainsi que nous l'avons vu plus haut, l'administration française a consacré dans les différents pays de l'union indo-chinoise, le groupement des Chinois en congrégations, ce qui n'implique pas que les membres de la congrégation soient astreints à un domicile commun. Comme sous l'ancien régime, les Chinois doivent se grouper dans chaque province d'après le dialecte qu'ils parlent ou d'après leur province d'origine. Les congrégations que l'administration a reconnues en Cochinchine (arrêté du 16 octobre 1906) (1) sont :

- 1° La congrégation de Canton.
- 2° La congrégation de Tchiou-Tchao.
- 3° La congrégation d'Akas.
- 4° La congrégation de Fockien.
- 5° La congrégation de Haïnan.

Les « Cantonais » sont, comme leur nom l'indique, les Chinois originaires de la ville de Canton et des environs, ainsi que de la partie nord et ouest de la province. Ce sont eux qui fournissent à l'immigration chinoise son plus fort contingent. Ils s'embarquent à Canton ou à Hong-Kong.

Les « Tchiou-Tchao » sont originaires du port de Swatow. Quoique originaires de la province de Canton,

---

(1) B. O. Cochinchine.

ils forment une congrégation spéciale en raison de leur dialecte différent.

Les « Akas » viennent de la partie nord-est de la province de Canton et s'embarquent également à Swatow. Les « Fockien » sont originaires du sud-ouest de la province d'Amoy. Ils émigrent par ce dernier port et par Swatow.

Les « Haïnan » viennent des côtes de l'île de Haïnan.

Au Cambodge, les congrégations reconnues sont celles de Canton, Fockien, Tchou-Tchao, Haïnan et Akas (Ordonnance royale du 31 décembre 1891). Comme en Cochinchine, ces congrégations sont instituées par circonscriptions administratives, par provinces, et le siège de chaque congrégation est au chef-lieu. Dans les circonscriptions où le nombre des Chinois est considérable, ils sont répartis en plusieurs congrégations.

En Annam, les congrégations reconnues par l'arrêté du 24 juin 1889 (qui a reproduit l'arrêté du 27 décembre 1886 spécial au Tonkin) sont au nombre de trois : Canton, Tchou-Tchao et Fockien.

Au Tonkin, aux termes de l'arrêté du 27 décembre 1886, il est formé dans chaque province une seule congrégation pour tous les Asiatiques étrangers. Cette congrégation pourrait donc comprendre, outre des Chinois, des Siamois et des Birmans. Cependant, les arrêtés du 4 mai 1889 et du 25 juillet 1895 ont autorisé les colonies chinoises de Fockien établies à Hanoï et à Haïphong à se séparer des congrégations de Canton et à former une congrégation à part. D'autre part, dans certaines provinces, on trouve plusieurs congrégations ; c'est le cas de la province de Haï-Ninh, dans laquelle les trois « chau » de Moncay, Haçoi et Tien-Yen ont chacun leur congrégation ; c'est aussi le cas de la province de Bac-Kan qui possède deux congrégations. Cette coexistence est un fait déjà ancien qui a été maintenu. D'ailleurs les Chinois, de plus en plus nombreux au Tonkin, réclament aujourd'hui un régime

analogue à celui des autres parties de l'Union. Enfin, en Annam et au Tonkin, où la main-d'œuvre chinoise est fréquemment employée dans les mines, un arrêté du gouverneur général du 9 septembre 1895 (1) a créé dans chaque agglomération minière de l'Annam et du Tonkin une congrégation à laquelle tous les coolies doivent s'affilier.

En dehors de ce dernier cas, le siège de chaque congrégation est au chef-lieu de la province, à moins que le nombre des Chinois dans une province n'y ait déterminé la création de plusieurs congrégations. Le cas est prévu par les arrêtés. A l'inverse, au cas où les Chinois établis dans une province seraient peu nombreux, ils ne formeraient qu'une congrégation malgré leurs dialectes différents. Les chefs de congrégation sont-ils libres d'admettre ou non dans leur congrégation un nouvel émigrant? Oui, et celui qu'ils refuseraient serait expulsé par les soins du gouvernement. Les chefs de congrégation peuvent aussi provoquer l'expulsion par mesure administrative d'un Asiatique insolvable. Dans ce cas, l'expulsion a lieu aux frais de la congrégation intéressée.

Quels sont les rapports des congrégations avec l'administration française?

D'abord, leurs chefs et sous-chefs sont choisis, en Cochinchine, par le lieutenant-gouverneur, sur des listes de présentation dressées par voie d'élection. Les listes comportent trois noms, choisis parmi ceux d'Asiatiques appartenant aux catégories qui paient le plus d'impôts (jusqu'à la troisième catégorie incluse) et qui résident dans la colonie depuis deux ans au moins. Il a été décidé que ces élections n'avaient été imposées aux membres des différentes congrégations que par mesure de police. Les protestations qu'elles sont susceptibles de soulever ne peuvent donc pas être déférées au Conseil du contentieux

---

(1) *B. O. Indo-Chine.*

administratif (Arrêt du Conseil privé de Cochinchine, 12 août 1896) (1).

Au Cambodge, les élections sont soumises à l'approbation royale, en même temps qu'à celle du résident supérieur.

Il en est de même en Annam. Quant au Tonkin, son régime à ce point de vue est analogue à celui de Cochinchine.

Les Asiatiques exempts d'impôt, ceux qui sont âgés de moins de quinze ans, les vieillards, les infirmes et les indigents, ne sont pas électeurs. Les chefs et sous-chefs de congrégation ont le privilège d'être exempts de l'impôt personnel. Toutefois ceux qui, sans excuse reconnue valable par l'administration, quitteraient leurs fonctions pendant six mois consécutifs, seraient exclus de cette faveur. Les chefs de congrégation sont chargés, concurremment avec les agents du service de l'immigration, de la police de leur congrégation. Ils doivent toujours être à même d'indiquer au moyen du contrôle nominatif qu'ils sont astreints à tenir, où se trouvent les membres de leur congrégation et quel en est le nombre exact. Ils sont tenus d'adresser, au résident de la province, le premier de chaque mois, un état indiquant les noms des nouveaux affiliés à la congrégation et les noms de ceux qui auraient été rayés du contrôle pour cause de départ ou d'expulsion. Les chefs de congrégation sont aussi responsables vis-à-vis de l'administration du paiement de toutes les taxes dues par leurs ressortissants. On lit en effet dans l'arrêté de 1890, se rapportant à la Cochinchine, que « par le fait seul de la présentation réelle ou non au bureau du service de l'immigration, le chef de congrégation se constitue le *patron* de l'immigrant et accepte la responsabilité du paiement de tous les impôts, taxes ou redevances qui pourraient être dus à la colonie par son congréganiste ». Dans les exploitations minières ou agricoles et les entre-

---

(1) *Journal judiciaire de l'Indo-Chine*, 1896.

prises de travaux publics du Tonkin, ce sont les Européens, chefs d'exploitation, qui sont astreints à tenir un contrôle nominatif des Asiatiques qu'ils emploient. Ils doivent au commencement de chaque mois adresser à l'administration un extrait dudit contrôle. Ils sont personnellement responsables du versement des taxes d'immatriculation de leur personnel asiatique et sont chargés concurremment avec l'administration de la police dudit personnel (Arrêtés des 6 juin 1892 et 20 mai 1902)(1).

La responsabilité civile du chef de congrégation retombe en définitive sur tous les membres de la congrégation, puisque c'est la caisse commune alimentée par leurs cotisations qui doit y faire face (chaque membre y verse environ 1 piastre 50 par an). Elle n'est donc pas bien onéreuse. Quant à la responsabilité en matière de police, la solidarité des Chinois la rend souvent illusoire. Si, lorsque l'ordre est troublé, la justice s'adresse au chef de congrégation pour connaître l'auteur d'un crime ou d'un délit, elle se heurte neuf fois sur dix à un aveu d'impuissance. On a même vu des chefs de congrégation recéler chez eux des compatriotes se trouvant sous le coup d'un mandat d'amener. Le chef de congrégation encourt il est vrai la révocation et l'amende dans plusieurs cas, notamment s'il accepte un congréganiste antérieurement expulsé, s'il fait disparaître de ses contrôles le nom d'un ou plusieurs congréganistes; à l'amende peut même se joindre la prison. Enfin tout retard dans le paiement des impôts entraîne pour le chef de congrégation une amende égale au centième des sommes dues par journée de retard. Mais ici encore nous retrouvons cette admirable solidarité chinoise. Pour éviter qu'une révocation toujours possible ne vint lui faire perdre la face, le Chinois gros personnage ne brigue plus de nos jours le suffrage de ses compatriotes; il fait désigner pour

---

(1) *B. O. Annam-Tonkin.*

occuper les fonctions de chef de congrégation un homme de paille quelconque. Quant à l'amende dont peut éventuellement être frappé le chef de congrégation personnellement, elle sera toujours supportée par la caisse commune.

Dans ces conditions la congrégation considérée comme auxiliaire de l'administration est à l'heure actuelle très combattue. Au lieu d'une aide pour nos administrateurs et nos magistrats, les congrégations constituent bien plutôt autant de syndicats de défense, sachant le cas échéant lutter ensemble contre les projets du gouvernement. Nous en verrons plus loin des exemples. On a prétendu aussi que la responsabilité des congrégations au point de vue du recouvrement de l'impôt avait pour effet de livrer pieds et poings liés les individus aux chefs de groupes. L'administration délivre bien, pour chaque congréganiste, une carte mentionnant le montant de l'impôt dû par lui, mais la somme à payer est indiquée en caractères que la plupart des congréganistes ne savent pas lire. Le chef est donc libre de taxer ses hommes à sa fantaisie : aussi a-t-on proposé de ne laisser aux chefs de congrégations que leurs attributions de police et seulement dans les villes où se trouvent des agglomérations considérables d'Asiatiques étrangers (1). Ainsi les Chinois relèveraient directement de l'autorité française ou de ses délégués les notables indigènes qui percevraient l'impôt. Or il ne faut pas oublier que les Chinois, considérant les Annamites comme issus d'une race inférieure, des conflits pourraient naître de cette situation. Il est juste de reconnaître aussi — et cela s'éclairera plus loin — que l'autorité des congrégations sur les membres qui les composent, leurs pouvoirs de police, les moyens d'action dont elles disposent en Chine sur les familles des congréganistes, assurent la tranquillité. Les chefs de congrégations ayant

---

(1) Paris. *Le Colon de Saïgon*, n° du 7 avril 1910.

de gros intérêts engagés dans notre colonie désirent tout naturellement voir l'ordre y régner.

A Singapore les Chinois sont également groupés en congrégations ; mais depuis 1876 il y existe un « Protecteur » des Chinois, fonctionnaire britannique, dont la mission est d'examiner les contrats de travail, d'enregistrer toutes les sociétés et de surveiller les congrégations. Le Protecteur des Chinois remplit en somme le rôle de nos services de l'immigration. Les chefs de congrégation n'ont donc pas à Singapore l'autorité qu'ils ont chez nous ; ils n'y sont pas non plus responsables du fait de leurs congréganistes. Les Chinois protégés sont ceux qui sont établis à demeure dans les établissements des Détroits ; ceux qui sont simplement de passage ne relèvent que du Consulat général de Chine.

\*  
\* \*

Une question intéressante est celle de savoir si les congrégations chinoises constituent des personnes morales.

Le Conseil privé du gouvernement de la Cochinchine, ayant eu à s'occuper de la question, a décidé, le 16 septembre 1895 (1), que si, en principe, une congrégation asiatique n'a pas d'existence civile reconnue et ne constitue pas une personne morale, elle peut cependant acquérir des biens en pleine et entière propriété.

Un arrêt de la Cour d'appel de Saïgon, en date du 18 septembre 1896, a statué dans le même sens (2).

---

(1) Voir *Journal judiciaire de l'Indo-Chine*, 1895.

(2) « Considérant que par actes administratifs des 5 décembre 1863 et 18 décembre 1887, cession régulière a été faite par ordre spécial de l'Amiral gouverneur et Commandant en chef, à la congrégation des Indiens musulmans, des lots de terrain 53 et 54 du plan cadastral de Saïgon à titre de propriété ;

« Que par suite ladite congrégation, étant propriétaire indiscutable desdits terrains, pouvait en disposer ;

« Attendu qu'il est de jurisprudence constante que l'association de fait,

Depuis cette époque, la personnalité n'a jamais été conférée par le législateur aux congrégations chinoises. Les considérants de l'arrêt relaté ont donc conservé toute leur autorité.

\*  
\* \*

En dehors de la perception de l'impôt personnel et de la ratification des élections des chefs de congrégation, nous laissons aux Chinois toute liberté de s'organiser et de vivre entre eux, pourvu que le bruit de leurs différends ne trouble pas la tranquillité publique. Cela d'ailleurs se produit rarement. Les Chinois sont trop affairés en Indo-Chine pour « y faire parler d'eux ».

Quelle est cette organisation intérieure des congréga-

---

à défaut même de toutes conventions écrites, donne au gérant de la société le pouvoir de faire dans l'intérêt des co-associés, tout ce qui est utile ou nécessaire;

« Qu'il n'est donc pas nécessaire de déterminer la qualification légale et juridique qu'il convient d'appliquer à ces congrégations asiatiques qui existent en Cochinchine, qu'il suffit de constater qu'il y a association et que les membres de ces sociétés vivent en l'état d'associés de fait pour les besoins qui leur sont communs; qu'ils ont un chef, véritable *negotiorum gestor*, qui fait dans l'intérêt de ses co-nationaux et pour la partie des biens qui leur est commune, tout ce qui est nécessaire;

« Considérant que l'existence de ces associations est tout au moins facilement reconnue en fait, puisque aux termes des arrêtés des 5 octobre 1871 et 18 mars 1874, la congrégation tout entière est civilement responsable de tous ses membres vis-à-vis du gouvernement de la colonie et dans certains cas qu'elle l'est même vis-à-vis des particuliers; que l'article 22 de l'arrêté du 6 avril 1876 va encore plus loin et décide que la congrégation doit être poursuivie pour le remboursement de l'impôt de capitation dans le cas où un congréganiste, après une détention de trois mois, ne pourrait ou ne voudrait le payer;

« Considérant que dans de telles conditions, le chef de la congrégation en est donc le représentant légal; que dans l'espèce actuelle c'est lui qui a traité avec l'administration, lors de la cession gratuite desdits terrains, que, d'une façon générale, c'est lui qui représente l'association dans les actes de la vie extérieure, que d'ailleurs cette qualité de représentant légal de la congrégation ne lui a jamais été jusqu'ici contestée devant les tribunaux, dans ses rapports soit avec le gouvernement de la colonie, soit avec les particuliers ».

tions, que l'administration ignore volontairement ? Elle est toute de fait ; on ne connaît point de constitutions écrites des congrégations. Les membres qui les composent en font partie, non pas en vertu d'un pacte qu'ils ont signé, ni de la parole donnée, mais simplement parce qu'étant Chinois, ils ne conçoivent pas la vie autrement qu'en groupe.

On a écrit que « les villes de Chine n'avaient pas un seul habitant, riche ou pauvre, bourgeois ou travailleur, qui n'appartint à quelque groupe sociétaire, constitué publiquement ou fonctionnant en secret ; que même les mendiants étaient mis en associations ayant leurs statuts, leur code spécial, leurs fêtes et leurs banquets (1) ».

« Par sa parenté, le Chinois est soumis à la communauté familiale, par le lieu de sa naissance, il appartient à la congrégation de sa province, forme d'association locale comme on en trouve à Paris à l'usage de nos compatriotes originaires des départements ; par ses opinions sur le gouvernement, il est affilié à un groupement politique, il fait partie d'une secte rattachée à une confession déterminée. Jamais il n'est seul, et son esprit ne peut se mouvoir en quelque sorte avec aisance, sans sentir une protection qui est pour lui l'appui salulaire, régulateur de ses mouvements, l'idéal de la vie civilisée. Sa vie personnelle elle-même, il n'hésitera pas à la livrer à l'aléa d'un pacte mystique qu'il ne dénoncera pas, fût-ce au prix des plus atroces tortures ; la mort lui est indifférente, à ce fataliste parfait, s'il est assuré que son corps sera pieusement recueilli, que sa dépouille sera enfermée dans le cercueil avec lequel il voyage et qui figure au premier rang parmi ses bagages, et surtout qu'il sera enterré, sinon en terre chinoise, du moins dans un sol sanctifié pour ainsi dire par la colonisation chinoise, où il sait que les congrégations et les sociétés dont il fait partie comptent

---

(1) E. et O. Reclus, *L'Empire du Milieu*.

assez de membres pour faire sur sa tombe, chaque année, à défaut de sa famille, les cérémonies rituelles qui donnent la survie spirituelle. Même dans la mort, le Chinois a peur de la solitude (1) ».

La congrégation a pour but de remédier au défaut d'associations charitables et de mutualité dont l'émigré est habitué à trouver l'appui en Chine et qui lui manqueraient en pays étranger. Son rôle peut se résumer de la façon suivante : Lorsque le nouvel immigrant, présenté par des répondants, a été admis comme membre de la congrégation, celle-ci lui fournit gîte et subsistance jusqu'au jour où on pourra lui donner du travail ; elle lui tient lieu de famille, lui prête de l'argent pour s'établir, le conseille, le guide, juge ses fautes et ses différends, lui facilite l'accomplissement de ses cérémonies rituelles, lui donne des soins s'il tombe malade, fait les frais de ses funérailles et rapatrie son corps s'il meurt sans ressources, prend soin de sa famille et pourvoit, dans la mesure du possible, à l'établissement de ses enfants. Les Chinois disent volontiers de leur congrégation qu'elle est leur famille, leur banquier, leur juge et leur mandarin. « L'œuvre d'assistance est assurée, non seulement par les cotisations des membres de la confrérie, mais par les ressources propres et familiales de ceux de ses membres qui ont l'avantage d'être fortunés, le principe de l'association étant que tous les biens des associés doivent servir, le cas échéant, à secourir ceux d'entre eux qui y ont droit (2) ».

Une congrégation comprend plusieurs groupes distincts, corporations d'artisans, associations de culte, de prévoyance et d'assistance, vivant sous un régime de corporatisme. Ces groupes élisent leurs chefs ou syndics parmi les plus âgés et les plus riches. Les syndics maintiennent

---

(1) D'Enjoy, *Congrégations et sociétés secrètes chinoises*.

(2) Idem, *op. cit.*

l'ordre, jouent le rôle d'arbitres dans les différends qui éclatent entre les membres du groupe et rendent des sentences généralement verbales, l'écriture n'étant pas à la portée de tout le monde en Chine. Ils jugent aussi les fautes de leurs ressortissants et leur infligent des peines, telles que l'amende, et avec l'avis du « cong-so », l'exclusion de la congrégation. C'est parmi ces syndics que sont généralement choisis les chefs et sous-chefs de congrégation.

Il y avait en Cochinchine, avant la conquête, sept congrégations : cinq subsistent encore. Les Phuoc-Chau ont disparu de la Cochinchine pour s'établir en Annam ; leur pagode existe toujours à Cholon, à côté de la pagode des sept congrégations, rue de Canton ; elle est entretenue par des métisses Phuoc-Chau ou par des femmes de Chinois de Cholon. La congrégation des Minh-Huong a été supprimée par le gouvernement français. La pagode de cette congrégation se trouve encore à Cholon, rue des Marins. Chaque congrégation a son « cong-so », c'est-à-dire son lieu de réunion. Le nom du local a fini par désigner le comité de la congrégation. Ce comité, formé de la réunion des syndics et de quelques notables joue, sous la présidence du chef ou du sous-chef de la congrégation, le rôle d'arbitre dans les contestations civiles et commerciales qui lui sont soumises par les congréganistes. En Cochinchine, nous apprend M. Garros (1), « quand il s'agit d'une affaire délicate et importante, tous les « cong-so » se réunissent en assemblée plénière, à laquelle est adjoint un nombre indéterminé de commerçants notables. Cette assemblée a son siège à la pagode des sept congrégations, qui pour cette raison est souvent elle-même désignée sous le nom de cong-so. On entend les parties et les témoins, on examine les titres et registres déposés, et la sentence est rendue sans désenparer, le secrétaire comptable du cong-so

---

(1) *Les usages de Cochinchine.*

tenant la plume et remplissant en quelque sorte les fonctions de greffier. La nature de l'affaire, les déclarations des parties, les interpellations des arbitres et leur sentence motivée, sont consignées sur un unique registre, qui tient lieu aussi de rôle, de plumitif et de registre des minutes ». Le « cong-so » délibère, mais le vote y est inconnu ; il faut, pour qu'une décision soit prise, la presque unanimité des adhésions, que l'on réunit d'ailleurs assez facilement, étant donnée la discipline des affiliés. Ceux-ci suivent volontiers l'opinion des plus anciens et des plus autorisés de l'assemblée.

Le « cong-so » de Cholon se réunit une fois par semaine. Il prête même son concours aux tribunaux de Saïgon, qui lui renvoient fréquemment des affaires chinoises pour expertise.

Le « cong-so » n'est pas seulement un tribunal d'arbitrage, il siège aussi comme juridiction disciplinaire et de police. Il inflige, le cas échéant, des amendes aux congréganistes qui auraient pu faire tort au groupe par leurs actes individuels. Ces amendes dénommées « huong-yao » (jossticks et huile) sont, comme leur nom l'indique, destinées à l'entretien du culte dans les pagodes. Le « cong-so » peut aussi prononcer l'exclusion de la congrégation d'une manière souveraine ; quelquefois même il ordonne l'expulsion sans en référer au gouvernement, et l'individu ainsi frappé d'ostracisme, surveillé par ses co-congréganistes, doit effectivement quitter la colonie sous peine d'une sanction plus grave. D'ailleurs, il s'agit là souvent d'individus dont les faits et gestes tomberaient sous le coup des juridictions répressives ordinaires. La congrégation, Etat dans l'Etat, se charge de la besogne d'épuration. On a même remarqué que, sauf le cas de crime ou de délit grave, la congrégation ne faisait pas appel à l'autorité française.

Un arrêt de la Cour d'appel de Saïgon en date du 27 février 1896 reconnaît les pouvoirs juridictionnels du

« cong-so ». Il décide que « le chef d'une congrégation chinoise, loin d'être un agent du gouvernement, exerce dans ses réclamations d'intérêt privé contre ses congréganistes, une sorte de juridiction spéciale et domestique dont les décisions sont obligatoires pour les affiliés, et, en cas de résistance, doivent être soumises au tribunal de droit commun ».

Il décide, en outre, que tout ce qui est relatif aux certificats exigés pour les départs, au paiement des amendes encourues solidairement par les congréganistes, est du ressort de ce tribunal familial, dont les décisions sont obligatoires pour les intéressés, sans appel ni recours possible, si ce n'est devant le chef du pouvoir exécutif local, chargé, en cette qualité, de prendre au besoin des mesures de haute police en vue de la sûreté générale et d'intimer des ordres aux chefs de congrégations chinoises (1).

Enfin, comme les différents groupes qu'elle renferme, la congrégation a sa caisse particulière, son budget, que l'administration, bien entendu, ne contrôle pas.

\*  
\* \*

Mais il est une autre organisation des Chinois qui non seulement échappe au contrôle du gouvernement, mais encore est à peine connue du public ; c'est l'organisation

---

(1) *Journal judiciaire de l'Indo-Chine*, 1896 : « Dans l'espèce dont était saisie la Cour, si Lam-Tu, chef de la congrégation de Trien-Chau, a jugé utile et nécessaire de s'opposer au départ d'Ong Ngai Phat avant que ce congréganiste eût payé tout ce qu'il devait soit à la congrégation pour cotisation, soit au fisc pour impôt de capitation ou autres, le chef de congrégation s'est renfermé dans le cercle de ses devoirs et n'a nul compte à rendre aux tribunaux civils ni des motifs qui ont dicté sa détermination, ni du mobile qui l'a fait agir.

« Retenir la connaissance du litige, ce serait favoriser l'esprit d'indiscipline et de révolte ou tout au moins l'humeur vagabonde des 77,000 Chinois qui habitent la Cochinchine et décourager les chefs de congrégation dont le recrutement est déjà si difficile, sans cesse exposés qu'ils sont à venir se défendre devant les tribunaux d'avoir commis un abus de pouvoir... ».

des Chinois en sociétés secrètes. Ces sociétés viennent souvent renforcer entre les Chinois les liens de la solidarité congréganiste. Des indiscretions seules, suivies souvent de la disparition de l'associé trop bavard, ont permis aux chefs des administrations locales d'obtenir sur elles quelques renseignements. On suppose qu'il existe à l'heure actuelle une cinquantaine de sociétés chinoises ayant leur siège en Chine et des ramifications tant en Indo-Chine qu'à Siam et à Singapore. La plus importante est celle du « Nénuphar blanc » ou « Société du Ciel et de la Terre », dont on a pu connaître le serment. Les affiliés s'engagent d'abord à renverser du trône de Chine la dynastie tartare, qu'ils considèrent comme une usurpatrice, ensuite à semer, par des voies souterraines et secrètes, le désordre dans le peuple, à fomenter des révolutions et à expulser de Chine tous les étrangers. On peut rapprocher ces sociétés des anciennes associations maçonniques allemandes, notamment de la Sainte Wehme, par les cérémonies d'initiation et le serment solennel, dont la violation est punie de mort. Elles comprennent en général ce qu'elles appellent trois enceintes ou cénacles ; on n'entre de l'une dans l'autre qu'après un stage plus ou moins long, lorsque les chefs, après une surveillance continue de plusieurs années, ont reconnu que le caractère et les aptitudes du postulant autorisent cette faveur. Seuls les affiliés de la troisième enceinte se connaissent entre eux et délibèrent sur les opérations de la société. Ceux de la deuxième enceinte ne sont que les exécuteurs des décisions des chefs : ils obéissent et n'ont pas à comprendre. L'affilié signe son contrat avec son sang et jure sur sa tête fidélité au pacte secret. Ces sociétés ont des tribunaux secrets qui jugent sans appel les différends de leurs affiliés, ainsi soustraits à la justice des mandarins, en territoire chinois, et aux lois du pays étranger où le Chinois colonise, et dont les sentences sont exécutées sans pitié. Elles ont comme les gouvernements

leur Code pénal et leurs peines. Les infractions peuvent être des fautes commises envers la société ou même envers la propre famille de l'associé, car si les sociétés secrètes sont avant tout politiques, elles tiennent également, d'une façon essentielle à soumettre leurs affiliés à des règles de morale privée et sont toujours par quelques-uns de leurs statuts des sociétés religieuses. « Que de riches Chinois, de puissants mandarins ont tout à coup sans que rien explique leur décision, abandonné fortune, honneurs, famille, pour s'enfuir dans quelque port étranger qui leur avait été secrètement désigné à titre d'exil temporaire ou perpétuel, où on les a vus, tombés des grandeurs, sans amertume ni tristesse apparente, avec la résignation parfaite qui est la caractéristique du tempérament fataliste des Chinois, accomplir la besogne pénible d'un coolie. Ils avaient été jugés et obligés de se démettre pour obéir à la sentence qui les frappait (1) ».

Ces sociétés créent-elles des difficultés à notre gouvernement? D'abord, on peut dire que l'affiliation à une société secrète est chose tellement générale parmi les Chinois que, par ce fait, elle perd un peu de son importance. D'autre part, le vœu des associés concernant l'avenir de la dynastie tartare reste chez nous, bien entendu, dans le domaine platonique. A la vérité, on a pu, à plusieurs reprises, établir la complicité des réformistes chinois, affiliés, selon toute vraisemblance, à une société secrète, avec les bandes pirates, qui, périodiquement, troublent la sécurité du Haut-Tonkin. Mais de même que les fournitures d'armes aux rebelles annamites, ces faits peuvent s'expliquer par des raisons de lucre et aussi par la solidarité qui se forme naturellement entre gens vivant les uns et les autres du désordre, sans qu'il faille voir là la manifestation d'un programme politique. Sans doute aussi des journaux publiés à Canton ou ailleurs et introduits en fraude en Indo-

---

(1) D'Enjoy, *op. cit.*

Chine, se livrent à des manifestations littéraires ou graphiques malmenant le prestige de l'autorité française. Mais ce sont là seulement des actes isolés. Pour le moment notre gouvernement se contente d'observer les sociétés secrètes et au besoin de sévir par la voie de l'expulsion contre les Chinois suspects. Il est armé pour ce faire par les arrêtés que nous avons ci-dessus rapportés. La surveillance des sociétés secrètes est d'ailleurs délicate. Le mandarin qui la dirige risque parfois sa vie, car l'agent qu'il emploie peut être justement un affilié dont il ne soupçonne pas le lien secret, et si au contraire cet agent est sûr, c'est la vie de ce dernier qui est en jeu.

---

### CHAPITRE III

**La législation applicable aux Chinois en Indo-Chine. —  
Tribunaux compétents. — Procédure. — Questions  
relatives à la filiation, au mariage et aux successions.**

---

Nous avons vu qu'en Annam, avant l'établissement de l'influence française, les Chinois comme tous les étrangers admis à domicile étaient soumis aux lois du royaume, et que, d'ailleurs, ils ne se trouvaient nullement désavantagés par ce régime, puisque la loi annamite n'était autre que la loi chinoise.

La réunion à la France des territoires de la Cochinchine, et plus tard des villes de Hanoï, Haïphong et Tourane, a eu pour conséquence de conférer *ipso facto* aux habitants du pays annexé la qualité de sujets français, mais les Chinois établis ou nés sur ces territoires au moment ou depuis leur annexion n'en sont pas moins restés Chinois. Ils ne peuvent perdre leur qualité de Chinois que par la naturalisation.

Le gouvernement français s'empessa de décréter le maintien des lois et coutumes locales; les Chinois comme les Annamites gardaient donc les règles qui les avaient régis depuis des siècles. Le décret du 25 juillet 1864 (1) stipulait dans son article 11 : « La loi annamite régit toutes les conventions entre indigènes et Asiatiques ainsi que les crimes et délits des dits Asiatiques. La loi annamite régit aussi les crimes et délits des Asiatiques et indigènes commis au préjudice d'autres indigènes ou Asiatiques sans complicité d'Européens », et dans son article 12 :

---

(1) Code Michel.

« Les tribunaux indigènes institués par le Code sont maintenus ». Comme les Asiatiques qui peuplaient la Cochinchine appartenaient à de multiples races, un arrêté du chef du pouvoir exécutif en date du 23 août 1871 (1) décida : « Les Asiatiques qui, aux termes du décret du 25 juillet 1864, sont soumis à la loi annamite sont : les Chinois, les Cambodgiens, les Minh-huong, les Siamois, etc. ». Cependant, les Chinois pouvaient opter pour la loi française et, dans ce cas, comparaître devant les tribunaux français. La déclaration faite dans un acte par les indigènes et les Asiatiques qu'ils entendaient contracter sous l'empire de la loi française entraînait l'application de cette loi.

Ainsi, les Chinois avaient le choix entre la loi annamite et la loi française. Le tribunal annamite, d'ailleurs, était étroitement surveillé à cette époque par l'inspecteur des affaires indigènes de la province, qui le présidait, assisté de deux assesseurs annamites. En 1881, les tribunaux indigènes furent supprimés et la justice française définitivement installée en Cochinchine. Les Chinois se trouvèrent placés en fait sous la protection de la juridiction française. Le traité du 6 juin 1884 entre la France et l'Annam vint consacrer cette situation en disposant dans son article 10 : « Les étrangers de *toute nationalité* seront placés sous la juridiction française. L'autorité française statuera sur les contestations de quelque nature qu'elles soient qui s'élèveront entre Annamites et étrangers, de même qu'entre étrangers ». Le décret du 17 mai 1895 (2), qui a réorganisé la justice en Cochinchine, n'a rien changé à cette situation. En ce qui concerne la législation, les Chinois sont toujours soumis à la loi annamite lorsqu'ils sont en rapport avec des Asiatiques ou des indigènes. La loi française ne régit que les conventions et contestations civiles

---

(1) Code Michel.

(2) *Idem.*

ou commerciales entre Chinois et Européens (Décrets du 25 juillet 1864 et du 17 mai 1895). Le Code annamite fut, il est vrai, modifié par le décret du 3 octobre 1883 (1) qui rendit applicables aux Annamites et aux Asiatiques qui leur sont assimilés quelques dispositions du Code civil, principalement celles qui touchent à la nationalité. Il en résulte qu'un Chinois qui ne pouvait autrefois se faire naturaliser Annamite — la loi annamite n'admettant pas la naturalisation des étrangers — peut, désormais, se faire naturaliser Français comme un Annamite, dans les conditions prévues par le décret du 29 juillet 1887 (2), en Annam et au Tonkin, et par le décret du 7 février 1897 (3), en Cochinchine. En Cochinchine, le décret de 1897 ne fait qu'appliquer le régime de la loi métropolitaine du 26 juin 1889. Quant au décret de 1887, il impose au candidat à la naturalisation française trois ans de service dans les armées de terre ou de mer ou dans les fonctions et emplois civils rétribués par le Trésor. Le stage est réduit à un an pour ceux qui auraient rendu des services exceptionnels à la France.

En matière criminelle, le Code pénal métropolitain, promulgué en Cochinchine par décret du 16 mars 1880, est venu remplacer la législation pénale annamite. Un Chinois sera donc jugé par les tribunaux français et les Cours d'assises devant lesquelles il comparaitra comporteront deux assesseurs indigènes en plus des magistrats français. — On peut s'étonner que pour juger des Chinois les assesseurs ne soient pas Chinois.

Enfin, le décret du 27 février 1892 (4) a soumis les Asiatiques qui exercent un commerce ou une industrie quelconque sur le territoire français de l'Indo-Chine, aux dispositions du Code de commerce métropolitain et aux

---

(1) Code Michel,

(2) *Idem.*

(3) *Idem.*

(4) *Idem.*

lois complémentaires indiquées dans le dit décret, c'est-à-dire les lois du 24 juillet 1867 sur les sociétés, des 4 mars 1889 et 4 avril 1890 sur la liquidation judiciaire. Aux termes de ce décret, qui vise spécialement les Chinois comme nous le verrons plus loin, les commerçants asiatiques relèvent de la juridiction des tribunaux de commerce français; ils ne peuvent se livrer au commerce qu'après en avoir fait la déclaration à la mairie ou au bureau de l'inspection, ainsi qu'au greffe du tribunal de l'arrondissement.

Les Chinois sont donc désormais jugés dans tous les cas par les tribunaux français, statuant, selon l'espèce, en matière française ou en matière indigène. Le tribunal français statuant en matière indigène est le tribunal de droit commun pour les Chinois, le même tribunal statuant en matière française, un tribunal d'exception. En dehors du seul cas où les parties ont accepté, soit par un acte, soit sur interpellation, d'être jugées selon la loi française, ces tribunaux sont incompetents pour connaître des contestations entre indigènes et Asiatiques. L'incompétence est donc d'ordre public. Elle doit être dès lors déclarée d'office par le juge et elle peut être invoquée par les parties en tout état de cause.

La procédure usitée en matière indigène est plus simple que la procédure sommaire, usitée en matière française. En matière indigène, une simple requête déposée au greffe suffit à convoquer les parties devant le tribunal. Quant à l'exécution des jugements, elle s'opère par l'intermédiaire des notables indigènes. Le ministère des huissiers n'est pas obligatoire.

Au Cambodge, la situation est la même qu'en Cochinchine, depuis l'ordonnance royale du 11 juin 1897. Le traité du 11 août 1883 stipulait que les Européens et, d'une façon générale, les étrangers étaient soumis à la juridiction de la nation protectrice, c'est-à-dire de la France. Cependant, jusqu'en 1897, les litiges intéressant

les étrangers étaient soumis à des tribunaux mixtes composés d'un résident et d'un mandarin cambodgien. L'ordonnance de 1897 (1) fit une application plus juridique du traité en décidant dans son article 7 qu'« en toute matière, lorsqu'un Européen, un sujet français ou un étranger quelconque sera ou partie ou en cause, la juridiction française établie par le décret du 8 novembre 1889 (2) est seule compétente ». Le même décret a décidé que la procédure et la législation à observer devant cette juridiction sont celles appliquées en Cochinchine devant les tribunaux de première instance et les justices de paix à compétence étendue. Par conséquent, quand un Annamite ou un Asiatique assimilé, suivant les termes de l'arrêté du 23 août 1871, se trouve en présence d'un Cambodgien, c'est la loi annamite qui est applicable.

En Annam-Tonkin, le traité du 6 juin 1884 établissant le protectorat décidait, dans son article 10, que tous les étrangers relevaient des tribunaux français dans l'Annam et au Tonkin, quelles que fussent les personnes avec lesquelles ils étaient en contestation. Cela ne soulevait pas de difficultés juridiques, la Chine ne pouvant invoquer aucun traité, en vertu duquel elle eût eu un droit acquis à faire juger ses nationaux par ses propres juridictions consulaires, qui n'existaient pas et n'existent pas encore à l'heure actuelle. D'ailleurs, l'assujettissement des Chinois à nos tribunaux était pour eux une garantie contre l'insuffisance de la justice de l'Etat protégé.

D'abord, ce furent les résidents qui, investis des attributions des consuls, rendirent la justice au nom de la France. En 1888 furent créés les tribunaux de première instance de Hanoï et de Haïphong et le décret du 1<sup>er</sup> décembre 1902 (3) les réorganisa. La législation en vigueur

---

(1) Code Michel.

(2) *Idem.*

(3) *Idem.*

en Cochinchine était rendue applicable au Tonkin par le décret du 8 septembre 1888 (1). Elle avait été rendue applicable en Annam par le décret du 17 août 1881 (2). Ces textes accordent aux Chinois un statut analogue à celui dont ils jouissent en Cochinchine, au point de vue de la législation et de la procédure, civiles et criminelles. Le régime commercial y est également le même depuis 1901 (Promulgation au Tonkin du décret de 1892).

Mais le traitement ainsi conféré aux Chinois en Annam et au Tonkin est-il bien d'accord avec les traités? La convention commerciale conclue entre la France et la Chine, le 25 août 1886, stipule, dans son article 16, que les Chinois résidant en Annam seront sous le rapport de la juridiction en matière criminelle, fiscale ou autre, placés dans les mêmes conditions que les sujets de la nation la plus favorisée. Il semble donc que nous devrions traiter les Chinois en Annam et au Tonkin comme les ressortissants d'une unité politique souveraine, comme les Allemands ou les Anglais par exemple. Les litiges où ils sont intéressés devraient être jugés d'après la loi française promulguée en Indo-Chine. Ils ne devraient pas être assimilés aux Annamites qui sont sujets et non pas citoyens, qui sont jugés par un magistrat unique alors que les citoyens français et les étrangers européens ont droit à un tribunal composé de trois juges. Il est probable que l'établissement — imminent — de consuls chinois dans notre colonie aura pour résultat d'amener une réforme sur ce point.

Enfin le décret du 1<sup>er</sup> décembre 1902 a étendu au Laos le régime de l'Annam-Tonkin en y créant des juridictions françaises.

Des dispositions d'exception ont en outre été édictées, dans un intérêt politique, contre les Chinois résidant dans les différentes parties de l'Union indo-chinoise. Aux termes

---

(1) Code Michel.

(2) *Idem.*

du décret du 5 octobre 1882 (1), dans le cas d'attentats, complots, rébellions, troubles ou désordres graves, le lieutenant-gouverneur de la Cochinchine peut, en conseil privé, imposer aux congrégations dont les membres ont participé aux dits désordres, une contribution spéciale destinée à assurer à l'administration les moyens de rétablir l'ordre. Le lieutenant-gouverneur peut, en conseil privé, ordonner l'internement des Chinois et le séquestre de leurs biens avec l'approbation du gouverneur général et à charge d'aviser immédiatement le ministre des colonies. L'arrêté du gouverneur général en date du 24 février 1903 (2) permet de déférer aux tribunaux ordinaires certaines infractions spéciales aux Asiatiques non prévues par le Code pénal et présentant peu de gravité. Ces infractions, telles que propos injurieux contre l'autorité française, violation de domicile, sont punies des peines de simple police.

Au Cambodge un décret du 6 mai 1898 (3) a déclaré applicables les dispositions du décret du 31 mai 1892, relatif à l'internement des Chinois et au séquestre de leurs biens. Les pouvoirs attribués par ce décret au lieutenant-gouverneur appartiennent au résident supérieur au Cambodge.

De même en Annam et au Tonkin, aux termes du décret du 11 octobre 1904 (4), sur l'indigénat, le gouverneur général a le pouvoir de prononcer, par voie d'arrêté pris en commission permanente du Conseil supérieur, sur la proposition du résident supérieur compétent et l'avis conforme du procureur général, chef du service judiciaire, l'internement des Chinois, ainsi que le séquestre de leurs biens, pour une durée de dix ans au maximum. Comme en Indo-Chine, l'internement et le

---

(1) Code Michel.

(2) *Idem.*

(3) *Idem.*

(4) *Idem.*

séquestre peuvent être ordonnés pour attentat contre la sûreté de l'Etat, et en général pour tous faits de nature à compromettre l'ordre public non prévus par les lois pénales ordinaires. Dans les villes de Hanoï et de Haïphong, les contraventions spéciales dont il a été ci-dessus parlé sont sanctionnées comme en Cochinchine.

Toutes ces dispositions s'appliquent-elles uniquement aux Chinois domiciliés en Indo-Chine ou à tous les Chinois indistinctement ? Un arrêt de la Cour d'appel de Saïgon avait déclaré, en 1869 (1), que le décret de 1864 ne s'appliquait qu'aux Asiatiques fixés au sol de la Cochinchine avant la conquête. Le Département, dans une dépêche du 2 septembre 1870, fut d'un avis opposé, disant qu'on avait voulu maintenir à tous les individus de race indigène ou asiatique, le bénéfice de leur statut personnel sans réserve ni restriction. C'est à la suite de cette dépêche que fut pris l'arrêté du 23 août 1871 ci-dessus rapporté (Cf. Bataille, *Recueil de législation*). Cet arrêté, en disant que la loi annamite régit les Chinois, les Cambodgiens, etc., résidant en Indo-Chine, semble faire de cette résidence une condition de l'assimilation aux Annamites. On s'explique mal dans ces conditions un arrêt de la Cour d'appel de Saïgon, en date du 13 août 1891 (2), ainsi motivé : « Attendu que l'arrêté présidentiel du 23 août 1871 ne laisse place à aucune équivoque, que ce texte législatif déterminant les individus de race asiatique qui sont soumis à la loi annamite dans les possessions françaises de la Cochinchine aux termes du décret organique de la justice du 25 juillet 1864, inscrit en tête de l'énumération « les Chinois », leur assurant ainsi en matière civile et commerciale les droits et prérogatives de leur statut personnel qu'ils se montrent d'ordinaire très jaloux de revendiquer ;

---

(1) *Journal judiciaire de l'Indo-Chine*, 1869.

(2) *Idem*, 1891.

« Que ce n'est donc pas au domicile fixé dans tel ou tel pays, ni au lieu de naissance, mais à la nationalité, à la race, qu'il faut uniquement s'attacher pour régler la compétence en pareil cas ».

.....  
Nous pensons au contraire avec M. Bourayne, dans son « Code civil annamite », qu'un sujet chinois, ayant son domicile dans le Céleste Empire, aura en Indo-Chine le statut intégral d'un étranger et devra, notamment s'il veut plaider devant nos tribunaux, verser la caution « *judicatum solvi* ».

A Singapore, les Chinois immatriculés sur les contrôles de l'immigration, admis par conséquent à fixer leur résidence dans les établissements des Détroits, tout en gardant leur statut personnel, sont réputés sujets britanniques sous l'autorité du Protecteur des Chinois ; l'acte de protection équivaut donc pour eux à une sorte de naturalisation en pays anglais, mais en qualité de sujets. Devons-nous traiter en Indo-Chine, le cas échéant, ces sujets anglais comme nous traiterions des citoyens anglais nés à Londres ?

La question a été posée en 1899 : Un Chinois de Singapore traduit devant la juridiction affectée aux sujets français d'origine asiatique, à Saïgon, a prétendu que son passeport émanant des autorités anglaises, lui assurait les mêmes droits qu'à tout citoyen anglais et que par suite, il devait être traduit devant le tribunal des Européens et jugé suivant la législation de la métropole française. Le tribunal de Saïgon s'est refusé à admettre cette prétention. Le secrétaire du gouvernement à Singapore, consulté, répondit qu'un Asiatique sujet anglais, né dans les colonies, possédait devant la loi les mêmes droits et privilèges que tout autre sujet anglais qui peut être né en Angleterre, l'origine asiatique d'un sujet anglais n'affectant en rien ses droits de citoyen : « La loi de la colonie » écrivait-il « comme celle de l'Angleterre ne

fait pas de distinction entre les sujets anglais d'origine asiatique et ceux d'origine européenne ou de toute autre origine; tous sont soumis aux mêmes lois, excepté le cas où des lois spéciales sont nécessaires pour contrôler les relations domestiques de certaines classes de personnes, comme le cas de l'ordonnance des mariages mahométans ou pour régulariser certains sujets, tels que les services de l'immigration et de l'émigration des coolies, et tous, sans exception, sont obligés de comparaître devant les mêmes tribunaux. Il n'y a pas de tribunaux particuliers pour juger les Asiatiques. La prétention de X... à être jugé par le même tribunal que tout autre sujet européen de Sa Majesté serait admise à Singapore et d'après l'avis de ce gouvernement, le passeport à lui délivré lui confère les mêmes droits et privilèges dont jouit tout autre sujet anglais, soit européen, soit asiatique » (1).

Ainsi la question se trouve résolue.

\*  
\* \*

Nous avons dit que les anciens colons chinois n'apportaient pas généralement en Indo-Chine de femmes de leur race, mais qu'ils s'alliaient avec les filles du pays. L'article 102 du Code annamite, qui interdisait aux Annamites d'épouser des personnes de race barbare, c'est-à-dire les Cambodgiens ainsi que les sauvages du nord et du midi, ne s'est jamais appliqué aux sujets du Fils du Ciel, à la longue tresse.

Bien qu'aujourd'hui les émigrants chinois ne soient plus toujours poussés par la misère, mais viennent souvent représenter chez nous les intérêts des grosses maisons de commerce de Canton et de Shanghai, rares sont ceux qui transportent avec eux leur maisonnée; ils préférèrent se créer un second foyer en Indo-Chine. Le culte

---

(1) Michel, *Recueil de circulaires*.

des ancêtres n'en est que plus facilement assuré, car au cas où ils n'auraient pas de descendant mâle en Chine, ils y enverraient ou accompagneraient pour y être élevé, leur premier métis du sexe masculin.

Les femmes annamites que les Chinois prennent avec eux ne sont souvent que des concubines. Quelquefois cependant il y a mariage selon les rites chinois ; ce sont ces rites qui distinguent l'union légitime du concubinat légal. Le statut personnel des Chinois est ainsi sauvegardé, mais ces mariages, valables une fois qu'ils ont été consacrés par les rites, doivent être constatés par les actes civils ou judiciaires de la législation locale, selon la procédure locale, conformément à la règle *locus regit actum*.

En Cochinchine le décret du 18 février 1892 (1) a organisé l'état civil indigène ; au Cambodge, en Annam et au Tonkin, où l'état civil indigène n'existe pas encore, la preuve du mariage par témoins sera toujours admissible.

Quelle est la situation juridique et administrative que nous avons faite aux enfants issus de ces mariages et concubinages ? Sous l'ancien régime, la concession de la nationalité annamite leur constituait une situation privilégiée, puisque, jouissant des mêmes droits civils que les Annamites, ayant, au même titre, libre accès aux charges publiques, ils étaient exemptés du service militaire et de l'impôt des corvées. Il y avait, semble-t-il, intérêt à conserver cette réglementation inspirée par des vues politiques pleines de sagesse et de prévoyance et qui, comme autrefois, répondait à la nécessité de peupler les vastes étendues de territoires qui restaient incultes, faute de bras pour les mettre en valeur. En Cochinchine, l'assimilation des « Minh-huong » aux Annamites a été maintenue. C'est ce que spécifie une décision du directeur de l'intérieur de février 1867, ainsi conçue : « Les « Minh-huong » seront provisoirement inscrits comme les Chinois sur un rôle à

---

(1) B. O. Cochinchine, 1892.

part; plus tard ils devront être traités comme les Annamites inscrits s'ils sont riches et propriétaires, sinon ils seront astreints seulement à la capitation (1) ». Cette assimilation fut confirmée par un arrêté du gouverneur général en date du 7 décembre 1869 : « A dater du 1<sup>er</sup> janvier 1870, les « Minh-huong » seront entièrement et sans aucune réserve assimilés aux Annamites, pour ce qui concerne l'administration, les lois, les règlements de police et l'état civil; ils participeront aux mêmes privilèges et supporteront les mêmes charges (2) ». Cependant, à la suite de nombreuses réclamations émanant des « Minh-huong » des provinces occidentales, qui désiraient le maintien de l'organisation spéciale qui leur avait été accordée autrefois, un arrêté du gouverneur en date du 30 avril 1870, décida : « Considérant que le petit nombre et les habitudes pacifiques des pétitionnaires permettent de tolérer le maintien de leurs anciennes coutumes sans qu'il en puisse résulter aucun inconvénient :

« Article 1<sup>er</sup>. — Les « Minh-huong » des provinces occidentales de Vinh-Long, Chaudoc et Hatien sont autorisés à former une congrégation dans chaque inspection. Chaque congrégation nommera son chef à l'élection. Ce fonctionnaire portera comme par le passé le nom de maire et il en aura le rang. Il sera agréé par l'administration et sera chargé sous les ordres de l'inspecteur de l'arrondissement de la surveillance des « Minh-huong » et de la tenue de leurs registres d'impôt.

« Article 2. — Les « Minh-huong » seront exempts de corvée et de milices, mais ils devront payer en compensation de ces charges un impôt unique fixé à la somme annuelle de 50 francs, payables par semestres et d'avance dans les mois de janvier et de juillet.

« Article 3. — Les « Minh-huong » qui ne pourraient sup-

---

(1) *B. O. Cochinchine*, 1867.

(2) *Idem*, 1869.

porter ces conditions seront libres, aux termes de l'arrêté du 9 décembre 1869, de rester assimilés aux Annamites, de participer aux mêmes privilèges et de supporter les mêmes charges (1) ». Ce texte fut rapporté par l'arrêté du 21 août 1874 (2), qui confirme sans réserve celui du 7 décembre 1869. Cette dernière réglementation, qui abroge l'ordonnance de la dixième année de Minh-Mang (3), a été rappelée par diverses circulaires du gouverneur, adressées aux chefs de province, notamment les circulaires du 30 juillet et du 20 septembre 1895 et celle du 16 décembre 1904 (4). La nécessité de rappeler les dispositions de l'arrêté de 1874 s'explique par la répugnance des « Minh-huong » à se voir assimiler aux indigènes qu'ils considèrent comme de race inférieure et consécutivement par les nombreuses inscriptions des « Minh-huong » aux contrôles des congrégations chinoises. La circulaire du 14 décembre 1904 du lieutenant gouverneur de Cochinchine est ainsi conçue : « Il m'a été rendu compte que dans plusieurs centres indigènes, les « Minh-huong » sont inscrits au contrôle des Chinois et remplissent les fonctions de chef et de sous-chef de congrégation ; vous voudrez bien considérer comme Annamites et traiter comme tels, les « Minh-huong » sans distinction d'âge ni de sexe. Il demeure entendu que cette assimilation ne leur retire pas le droit de suivre leur père en Chine avant leur majorité ; mais j'estime qu'il y a lieu de traiter comme Annamites les « Minh-huong » qui, de retour de Chine, voudraient se fixer de nouveau en Cochinchine. Je vous prie en conséquence de procéder à la radiation immédiate des « Minh-huong » qui auraient été portés à tort sur les contrôles chinois de la province ; vous devez d'autre part pourvoir au moyen de nouvelles élections au remplace-

---

(1) B. O. Cochinchine, 1870.

(2) *Idem*, 1874.

(3) Cf. Introduction historique.

(4) B. O. Cochinchine, 1895-1904.

mènt des « Minh-huong » qui exerceraient actuellement les fonctions de chefs et sous-chefs de congrégation. Je vous rappelle en outre que les « Minh-huong », jouissant des mêmes droits et étant astreints aux mêmes charges que les Annamites, sont tenus comme ces derniers au service militaire et peuvent être présentés comme hommes de recrue par les villages ».

Comme l'expliquent ces circulaires, l'assimilation des « Minh-huong » aux Annamites n'a pas pour effet d'apporter une restriction quelconque à la liberté individuelle des intéressés ou de leurs parents. Ceux-ci peuvent emmener en Chine les enfants qu'ils ont eus dans la colonie d'une mère indigène et les y faire élever. D'ailleurs pendant leur minorité les « Minh-huong » peuvent, à leur gré, se conformer aux coutumes de leur père ou de leur mère.

La circulaire du gouverneur général à date du 20 septembre 1895 soumet le départ des « Minh-huong » aux formalités suivantes : Les « Minh-huong » doivent se munir d'un passeport personnel, qui leur sera délivré dans les mêmes conditions qu'aux Annamites qui partent pour la Chine, et dans lequel leur qualité de « Minh-huong » sera spécifiée. Quant aux Chinois qui voudraient emmener des « Ming-huong » mineurs, ils devront produire : 1° un extrait de leur acte de mariage d'après les registres de l'état civil indigène ; 2° un extrait de l'acte de naissance de leurs enfants ; 3° le consentement écrit de la mère, quand celle-ci n'accompagnera pas ses enfants en Chine. Pour les enfants « Minh-huong » nés avant la constitution de l'état civil indigène et dont la naissance ne peut par conséquent être régulièrement constatée, on ne se contentera pas d'une simple déclaration que les maires annamites sont portés à accorder trop complaisamment aux Chinois qui en font la demande ; la production d'un acte de notoriété en bonne et due forme sera nécessaire.

Au point de vue juridique, les « Minh-huong » rentrant

dans la définition des Asiatiques étrangers donnée par l'arrêté du chef du pouvoir exécutif en 1871, sont traités comme leurs pères. Les « Minh-huong » majeurs, qui quittent la colonie, sont traités, s'ils reviennent s'y fixer, comme ils l'étaient avant leur départ, le fait d'avoir quitté la Cochinchine pendant quelques années n'ayant pu évidemment leur faire perdre la qualité de sujets français.

Au Cambodge, l'ordonnance royale du 31 décembre 1891 (1) a prévu des congrégations spéciales pour les métis sino-cambodgiens, mais ceux-ci ont continué à faire partie des congrégations de leurs pères, de sorte que lesdites congrégations spéciales n'ont jamais existé. L'ordonnance du 26 octobre 1901 (2) autorise les métis sino-cambodgiens à se faire inscrire sur les rôles d'impôt personnel des Cambodgiens, contre paiement d'un droit d'immatriculation d'une piastre ; il leur est défendu par contre de reprendre le costume ou la coiffure des Chinois sous peine d'une amende égale à quatre fois le montant de l'impôt personnel. Les plus pauvres, et le Chinois du Cambodge n'est pas toujours riche, cherchent par ce moyen à obtenir une réduction sensible d'impôts (la cote personnelle cambodgienne étant de 2 piastres 30). Bien entendu, ils ne sauraient prétendre au statut personnel des Asiatiques étrangers.

En Annam, l'administration française a continué à assimiler les « Minh-huong » aux Annamites. La circulaire du résident supérieur en Annam du 27 mai 1904 (3), rappelle les ordonnances royales sur ce point : « Conformément à l'ordonnance royale de Minh-Mang et sur l'avis du « Cò-mat » (4), il sera créé dans chaque province, s'il n'en existe déjà, un village théorique, sous la domination de « Minh-huong Xa », où seront inscrits tous les métis

---

(1) *B. O. Cochinchine et Cambodge.*

(2) *Idem.*

(3) *B. O. Annam-Tonkin.*

(4) Conseil privé du roi.

chinois sur la déclaration que seront tenus de vous faire les chefs des congrégations chinoises et les maires. Les « Minh-huong » seront entièrement et sans aucune réserve assimilés aux Annamites, pour l'administration de leur personne et de leurs biens, les lois, les règlements de police et la redevance des impôts de toute nature. Je vous prie en conséquence de porter à l'avenir sur le rôle de l'impôt le village de « Minh-huong Xa » à la suite des autres villages ».

Les « Minh-huong » sont donc entièrement assimilés aux Annamites ; mais ils bénéficient encore de l'exemption de service militaire. C'est le dernier vestige des privilèges particuliers accordés aux « Minh-huong » par l'ordonnance de la 7<sup>e</sup> année de Minh-Mang (1827). Ajoutons qu'ils peuvent prendre volontairement du service en Annam.

Aucun texte précis n'a jusqu'à présent réglementé la situation des « Minh-huong » au Tonkin. Ceux-ci font en fait partie des congrégations de leurs pères ; comme eux ils peuvent être expulsés et soumis à l'impôt de capitation. Ils ne peuvent ni être appelés, ni s'engager dans la milice. On peut cependant relever quelques contradictions au principe. Les « Minh-huong » ont accès aux concours triennaux, ils sont admis aux fonctions publiques. Il en est beaucoup qui, comme au Cambodge, pays pauvre également, adoptent le statut des Annamites régnicoles ; c'est ce qui se produit notamment lorsque le père Chinois retourne définitivement dans sa patrie en abandonnant la famille qu'il s'est créée au Tonkin, ou encore lorsque, faute de ressources suffisantes, le « Minh-huong » ne peut acquitter l'impôt d'immatriculation des Asiatiques étrangers ; il dépouille alors le costume chinois et se conforme aux usages annamites. En Cochinchine, ces faits sont plus rares, les Chinois qui y sont établis bénéficiant de la richesse générale du pays. Au point de vue juridique, la législation en vigueur en Cochinchine ayant été

comme nous l'avons vu, promulguée en Annam en 1881 et au Tonkin en 1888, les Chinois ont dans ces deux pays un statut analogue à celui qu'ils possèdent en Cochinchine.

\*  
\*\*

Dans l'ancien royaume d'Annam, les Chinois, admis, ainsi que nous l'avons dit, au bénéfice des lois locales, pouvaient acquérir des Annamites meubles et immeubles. Le droit que leurs ayants cause leur cédaient sur les immeubles n'avait pas le caractère plein et total du droit de propriété tel que nous le connaissons en France; il était révocable. « La propriété individuelle, dit M. Philastre (1), n'était qu'une délégation de la grande famille nationale, c'est-à-dire de l'Etat, qui seul possédait le *dominium plenum*. D'où il suit que des conditions étroites, sous peine de déchéance, ont été imposées au maintien des droits de tout propriétaire. C'est en vertu de ce concept, succinctement énoncé, que celui qui laisse tomber une terre en friche et n'en paie plus l'impôt, perd sur elle ses droits de propriété, parce que, ne rendant plus aucun service à la collectivité, il ne peut continuer à priver la société d'un bien qui pourrait être utilisé par d'autres dans l'intérêt général ». Ainsi les Chinois ne pouvaient devenir propriétaires en Annam que sous réserve d'un droit primordial et éventuel de l'Etat, à condition de cultiver les terres et d'en payer l'impôt.

La France ayant hérité de tous les droits du roi d'Annam sur les territoires de la Cochinchine et des concessions de Hanoï, Haïphong et Tourane, a hérité également de ce droit primordial et éventuel de révocation. Comme elle a laissé aux indigènes leur législation civile, comme elle a, d'autre part, admis les Chinois au bénéfice de la loi annamite, rien n'est changé théoriquement aux condi-

---

(1) Code annamite.

tions sous lesquelles ces derniers pouvaient devenir propriétaires. En Annam et au Tonkin, en dehors des territoires de Hanoï, Haïphong et Tourane, le droit de révocation est toujours exercé par le roi ; il y a cependant renoncé par les ordonnances de Dong-Khanh en date du 30 novembre 1889 (1) et de Thanh-Thaï en date du 27 décembre 1897 (2), en faveur des « citoyens et protégés » français qui acquerraient des immeubles à la suite de transactions avec des sujets annamites. Les Chinois n'étant pas des protégés français, ces ordonnances ne les concernent pas.

Au Cambodge, la législation applicable en Cochinchine est en vigueur, ainsi que nous l'avons vu. A noter toutefois que Norodom I<sup>er</sup> ayant, par la convention du 17 juin 1904, article 9, renoncé sans restrictions à la propriété exclusive de la couronne sur le sol du royaume, qui a cessé ainsi d'être inaliénable, les étrangers, quels qu'ils soient, peuvent y être propriétaires sans réserve.

Comment les biens acquis dans ces conditions par les Chinois sont-ils transmis à leurs héritiers ? D'après les règles du droit successoral annamite, cela ne soulève aucune difficulté lorsque les héritiers du *de cujus* se trouvent en Annam ; mais que décider au sujet de l'épouse et des enfants que notre émigrant a pu laisser en Chine ?

En pareil cas, d'après le droit français, on prélèverait sur les biens situés en territoire français une portion égale à la valeur de ceux situés en pays étranger et dont les Français se trouveraient exclus, à quelque titre que ce soit, en vertu des lois et coutumes locales. Le Code annamite ne contient aucune disposition relative à cette matière. Il est probable que la coutume, à défaut de loi, bornait sa sollicitude aux héritiers connus en Annam.

La Cour d'appel de Saïgon, dans un arrêt du 11 août

---

(1) B. O. Annam et Tonkin.

(2) *Idem.*

1892 (1), déclare que les Chinois n'étant à cette époque, comme les Annamites, que de simples possesseurs de leurs biens meubles ou immeubles — le Code annamite ne fait pas la distinction — en vertu de la tolérance du gouvernement, cette possession pouvait, en vertu de la même tolérance, être continuée par leurs héritiers présents en pays d'Annam, mais non pas par les héritiers de Chine, ni créer en leur faveur un droit quelconque sur les biens acquis en Cochinchine par leur auteur.

M. Bourayne prétend (Notes relatives à la codification des coutumes annamites) (2) que les tribunaux indigènes, pour éviter l'expatriation des fortunes acquises, refusaient aux Chinois le droit de succéder en pays annamite.

M. Silvestre, dans ses « Considérations sur l'étude du droit annamite », soutient qu'un magistrat annamite n'eût pas admis le concours d'héritiers chinois avec les héritiers domiciliés en Annam, attendu qu'il eût tenu compte : 1° de ce que la réciprocité n'existe pas ; 2° de ce qu'il est impossible de contrôler les déclarations de ceux qui se présentent comme héritiers, ni de savoir s'il n'existe pas d'autres biens situés en Chine ; 3° de ce que les Chinois emportent en Chine la meilleure part des bénéfices de leur commerce et de leur industrie.

Ces trois considérations de fait ont servi jusqu'ici de motifs aux décisions de la Cour d'appel de l'Indo-Chine, chaque fois qu'elle a été appelée à apprécier les revendications d'héritiers chinois sur les biens laissés par leurs auteurs en Annam (Voir les arrêts de la Cour d'appel de Saïgon en date des 24 octobre 1809, 11 août 1892, 7 décembre 1893, 14 avril 1898, 12 juin 1907 (3), refusant à la veuve chinoise et aux enfants venant en concours avec

---

(1) *Journal judiciaire de l'Indo-Chine.*

(2) *Revue Indo-Chinoise, 1906-1907-1908.*

(3) *Journal judiciaire de l'Indo-Chine,*

des héritiers « Minh-huong », domiciliés en Cochinchine, l'usufruit et la propriété qu'ils revendiquaient). Cependant, un dernier arrêt de la troisième chambre de la Cour d'appel séant au Tonkin, en date du 12 juin 1907, est venu renverser cette jurisprudence. Nous en reproduisons ci-dessous les motifs, particulièrement documentés, qui démontrent l'intérêt qui s'attache à la codification, d'ailleurs en cours d'exécution, des lois et coutumes annamites (1).

---

(1) *Journal judiciaire de l'Indo-Chine* :

« Attendu que l'arrêt invoqué du 24 octobre 1889, après avoir constaté qu'aucun texte de la loi annamite ne refuse aux Chinois la faculté de succéder en Annam comme héritiers légitimes ou testamentaires, ajoute cependant que le droit de succession leur a toujours été refusé par les tribunaux indigènes, qui, en agissant ainsi, ne faisaient que se conformer à un usage existant dans tout l'Annam depuis un temps immémorial. Que cet usage serait basé sur l'équité, car il ne serait pas admissible que les Chinois qui ferment l'accès de leur pays aux étrangers et leur refusent le droit d'acquérir le moindre immeuble, puissent jouir en Annam du droit d'acquérir par succession, quand ils se trouvent en concours avec des Annamites, que l'usage en question aurait été implicitement confirmé par un décret de l'empereur Minh-Mang, qui défendait aux Chinois d'exporter en Chine les richesses mobilières qu'ils avaient acquises en Annam, lequel décret aurait donné naissance à ce dicton populaire : « Le Chinois entre en Annam avec un bâton et une besace, il doit en sortir de même » ;

« Attendu que, sauf en ce qui concerne la loi annamite, qui en effet ne refuse dans aucune de ses dispositions aux Chinois la faculté de succéder en Annam, comme héritiers légitimes ou testamentaires, toutes les autres énonciations contenues dans l'arrêt du 29 octobre 1889 ne reposent sur rien et renferment autant d'inexactitudes que d'affirmations ;

« Attendu que la troisième Chambre ayant demandé sur cette question l'avis du « Cô-mât » par l'intermédiaire du Résident supérieur à Hué, a reçu de ce dernier, à la date du 3 mars 1907, la réponse suivante qu'il importe de reproduire *in extenso*.

« Monsieur le Résident supérieur à Hué à Monsieur le Procureur Général à Hanoi :

« En réponse à la demande de renseignements que vous m'avez adressée relativement à une question de législation posée par la Cour d'appel, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-après l'avis du Cô-mât et plus particulièrement de Son Excellence le Ministre, que j'ai consultés à ce sujet. Le décès de Sa Majesté la Reine Mère et les nombreuses cérémonies qui en ont été la conséquence, puis les fêtes du Têt, ont empêché

En l'état actuel du droit, il semble que par le jeu de l'article 11 du Code civil français, promulgué en Cochinchine par le décret du 30 octobre 1883, un Chinois soit inapte à recueillir une succession en Cochinchine, aucune réciprocité n'ayant été stipulée par acte diplomatique entre la France et la Chine, au sujet du bénéfice des droits civils dont peuvent jouir en Cochinchine les sujets de l'Empire chinois.

---

le Ministre de la Justice de préparer une réponse écrite à la question qui lui a été soumise.

Après recherches faites dans les archives de la Cour, Son Excellence, d'accord avec les autres membres du C<sup>o</sup>-mât, m'a prié de vous faire connaître qu'à son avis il n'existe dans la loi annamite aucune disposition, ni aucun texte permettant de refuser aux enfants nés en Chine d'un Chinois possédant des biens en Annam les mêmes droits à la succession de leur père qu'aux enfants « Minh-huong » de ce dernier nés en Annam, à condition naturellement que la filiation des héritiers chinois soit établie d'une manière irréfutable. Aucune ordonnance royale n'est venue postérieurement à la promulgation du Code, limiter les droits des enfants nés en Chine. De plus, Son Excellence le Ministre de la Justice m'a affirmé qu'il ne s'était jamais établi devant les tribunaux de l'Annam de jurisprudence contraire au principe ci-dessus, et qu'on ne trouve pas trace dans les décisions de ces tribunaux en la matière de cet usage immémorial auquel il est fait allusion dans un des arrêts de la Cour de Saïgon, que vous m'avez transmis et qui aurait eu pour résultat d'exclure de la succession des biens laissés en Annam par leur père défunt, les enfants nés en Chine d'un Chinois possédant d'autre part des héritiers « Minh-huong »;

« Attendu que la lettre précitée fait justice du prétendu usage ;

« Attendu, en outre, que cet usage, s'il s'était jamais établi, n'aurait pu en tous cas se prévaloir d'être basé sur l'équité, par la raison bien simple qu'en Chine il n'a jamais été défendu ni par la loi, ni par la coutume, aux héritiers annamites ou « minh-huong » d'un Chinois, de venir en concurrence avec ses héritiers chinois dans le partage de ses biens successoraux situés en Chine, que cela est si vrai qu'après la mort de X... le partage de ses biens situés tant en Chine qu'en Annam a été effectué entre tous les ayants droit chinois, annamites et « minh-huong » ;

« Attendu, enfin, que l'usage dont il s'agit n'a pu être implicitement confirmé par un décret de l'Empereur Minh-Mang qui aurait défendu aux Chinois d'exporter en Chine les richesses mobilières qu'ils avaient acquises en Annam, car ce décret n'existe pas ; que le seul décret d'ailleurs abrogé et relatif aux Chinois pris par l'Empereur Minh-Mang, dans la dixième année de son règne (décret 87 placé sous l'article 94 du

Il importe de remarquer, d'ailleurs, que ce texte n'a pas été promulgué en Annam, ni au Tonkin. En ce qui concerne ces deux pays, nous nous soumettons à la jurisprudence de la troisième chambre de la Cour d'appel de l'Indo-Chine.

---

Code annamite), leur défend simplement d'emmener en Chine leurs femmes annamites et leurs enfants « minh-huong » ;

« Attendu en dernier lieu que le dicton : « Le Chinois entre en Annam avec un bâton et deux besaces vides et doit en sortir de même » est un dicton populaire peut-être en Cochinchine, mais qu'il est absolument inconnu en Annam et au Tonkin, même des lettrés ;

Attendu, il est vrai, que sur le pourvoi formé contre la décision de la Cour de Saïgon du 24 octobre 1889, la chambre civile de la Cour de cassation par un arrêt en date du 6 décembre 1893 a maintenu cette décision ; mais qu'on ne saurait tirer argument de cet arrêt, basé uniquement sur cette constatation faite souverainement par le juge du fait, à savoir que de temps immémorial il était d'usage en Annam de refuser aux Chinois le droit d'y succéder comme héritiers légitimes ou testamentaires ; qu'ainsi donc l'arrêt de la Cour suprême ne peut avoir, par suite de cette circonstance, d'autre valeur que celui de la Cour de Saïgon elle-même..... ».

---

## CHAPITRE IV

**Le rôle économique des Chinois en Indo-Chine. — Le Chinois commerçant, son génie et ses méthodes. — Comment l'administration française l'a utilisé. — Le Chinois fermier des impôts indirects. — Le Chinois commerçant libre. — Les sociétés chinoises. — Les compradores. — Les prêts sur récoltes et l'usure. — Le jeu.**

---

Déjà au temps de l'indépendance de l'Annam, nous l'avons vu, les Annamites avaient abdicqué devant la supériorité commerciale du Chinois et s'en étaient remis à leur « oncle » du soin de les faire vivre, en lui troquant contre de belles piastres d'argent leurs récoltes de paddy.

Lorsque l'administration française s'installa en Cochinchine, elle trouva dans les Chinois établis au milieu de la population annamite de précieux auxiliaires pour l'accomplissement de son œuvre colonisatrice. En raison du soin jaloux qu'avaient toujours pris les rois d'Annam d'empêcher leurs sujets d'entrer en relation avec les étrangers, l'élément indigène devait, pour longtemps encore, se tenir assez éloigné de nous. Nous avions besoin, pour prendre contact avec lui, pour vaincre sa routine et son mauvais vouloir, pour faire son éducation commerciale, et aussi pour lui faire retirer de sa jarre de terre les piastres nécessaires au mouvement de notre machine administrative, d'un intermédiaire, vivant côte à côte avec lui, parlant sa langue, marié à des femmes de sa race : cet intermédiaire ce fut le Chinois. Le Chinois est souple, adroit, sans préjugés, amoureux du lucre. Après avoir été le pourvoyeur de nos colonnes et de nos corps d'occupation, il fut le fermier des impôts indirects.

Dès le lendemain de l'occupation, en 1862, le commandant en chef prenait un arrêté établissant un droit de consommation sur les alcools d'origine européenne, et en confiait la perception à un fermier chinois ; en 1871, le gouvernement local ayant institué la ferme des alcools indigènes, concéda à un Chinois le monopole de l'importation, de la fabrication, du transport et de la vente des eaux-de-vie de riz, et de tous autres spiritueux d'origine asiatique. Il était reconnu à ce fermier général, ainsi qu'il le fut plus tard aux fermiers provinciaux, un droit de poursuite en vue de la répression des contraventions.

Sous l'administration annamite, les Chinois n'avaient qu'une partie du commerce de ces alcools ; bien des notables étaient propriétaires de distilleries et possédaient, dans leur province, un monopole de fabrication et de vente. L'installation de la régie directe en Cochinchine, en 1905, provoqua des protestations énergiques de la part des distillateurs chinois. On vit alors des indigènes à leurs gages parcourir les campagnes et figurer sur les marchés des scènes grotesques : après avoir absorbé publiquement quelques gorgées d'alcool officiel, ils simulaient des accès de folie, ou se tordaient en d'horribles convulsions. La régie avait eu le tort, il est vrai, de substituer à l'alcool traditionnel, un alcool de goût français auquel les indigènes ne reconnaissaient pas le parfum empyreumatique dont ils avaient l'habitude. En 1907, la vente ayant été des deux tiers inférieure au chiffre des années précédentes, l'administration dut traiter avec les Chinois et, par des marchés de gré à gré, elle leur a concédé dans la grande majorité des provinces le monopole de la vente en leur abandonnant une quote-part des remises qu'elle s'était réservées. Les Chinois ont ainsi repris leur ancienne situation privilégiée. A l'heure actuelle, la distillation des quinze millions d'alcool de riz qui sont consommés annuellement en Cochinchine, est opérée, pour partie, par une société française, pour partie par les dis-

tillateurs chinois. Les uns et les autres livrent leur production contingentée à l'administration qui la rétrocède à des débitants au détail. Ces débitants sont presque toujours des Chinois.

C'est le même régime qui est en vigueur au Cambodge, depuis que le traité de 1883 nous a conféré la perception des droits sur l'alcool, ainsi qu'en Annam et au Tonkin depuis l'institution au profit du protectorat du monopole de vente en 1893 et 1897. Dans ces deux derniers pays cependant, l'administration a fait aux Chinois la part moins belle. Le voisinage des provinces chinoises du sud, constamment en proie aux pires désordres, les fréquentes incursions des pirates et des réformistes chinois sur le territoire du Haut-Tonkin, les y a toujours fait considérer comme suspects. Le fisc a donc plutôt cherché ses auxiliaires parmi les Européens et même parmi les indigènes, plus hardis, plus entreprenants que leurs frères de Cochinchine. C'est ainsi que les distilleries les plus importantes y sont françaises et qu'au Tonkin un débitant général français est chargé de la vente de l'alcool.

Les Chinois devinrent aussi les représentants officiels de l'administration française pour la vente de l'opium. Jusqu'en 1881 la ferme de l'opium, qui existait avant la conquête au profit du gouvernement annamite, échut à des Chinois, à qui les arrêtés conférèrent le droit de poursuite en cas de contrebande. On vit alors s'ouvrir, dans les moindres villages, des établissements à la fois fumeries, débits d'alcool et tripots, tenus par des Chinois. En 1881, le Conseil colonial de Cochinchine, inquiet du tort que pouvait porter à notre influence et à notre politique le monopole d'un produit de cette importance laissé à des Chinois, obtint que la ferme fût supprimée et remplacée, en 1883, par la régie directe. La régie, confiée à une administration qui prit le nom de services des contributions indirectes, avait le monopole de l'importation de l'opium brut, de sa transformation et de sa mise en vente. Mais le

personnel de cette administration fut recruté exclusivement parmi les anciens employés chinois de la ferme. Elle installa une manufacture à Saïgon et confia à un Chinois la fabrication de l'opium préparé. Les commerçants chargés de la vente furent des Chinois ; elle institua, dans l'intérieur, des entrepositaires particuliers à qui elle concédait le droit exclusif de vente dans un ressort déterminé : tous ces entrepositaires furent encore des Chinois. La régie reprit cependant son droit de poursuite contre les contrevenants (1).

Au Cambodge, la ferme de l'opium a été cédée en 1886 au gouvernement français par le roi Norodom, moyennant une rente annuelle payée au trésor royal. Le service des contributions indirectes de Cochinchine, à qui fut confiée la perception, traita avec les anciens fermiers qui étaient des Chinois, en augmentant leur redevance. Depuis cette époque, les Chinois n'ont pas cessé de détenir le monopole de vente.

En Annam et au Tonkin, nous trouvons également l'opium affermé à des Chinois au moment de notre installation. « Les personnes, dit une ordonnance de Tu-Duc de 1880 (2), qui auront reçu une licence pour se livrer au commerce de l'opium seront seules autorisées à vendre et à transporter cette matière ». En 1873 le Protectorat ayant racheté le monopole, le confia, moyennant une redevance mensuelle, à des débitants généraux installés dans chaque province. Ces débits généraux furent concédés d'abord à des Chinois, puis à des Européens ; mais la plupart de ceux-ci sous-traitèrent leurs marchés et les Chinois res-

---

(1) Il est vendu annuellement en Cochinchine près de trois millions de piastres d'opium par la régie. Avec la majoration de 10 0/0 autorisée au profit des intermédiaires, c'est un bénéfice de 300,000 piastres par an que l'administration concède aux Chinois. De plus, la détention de l'opium officiel leur donne toute facilité pour écouler l'opium de contrebande encore plus rémunérateur.

(2) Michel, *Recueil des ordonnances royales*.

tèrent en réalité à la tête de cette exploitation dans la majorité des provinces. Actuellement, comme dans toute l'Indo-Chine, l'exploitation du monopole d'achat, de fabrication et de vente est confiée à l'administration des douanes et régies. Mais, alors que les débitants au détail sont, en Cochinchine et au Cambodge, presque tous Chinois, au Tonkin et en Annam, l'administration a dépossédé les Chinois de ce monopole de fait, au profit de débitants annamites ; car le voisinage de la Chine, pays producteur d'opium, et l'affiliation des débitants aux sociétés secrètes, y favorisaient une active contrebande.

Le commerce du sel était déjà entre les mains des Chinois sous l'administration annamite. Nous avons vu quels moyens ils avaient employés pour commander le marché de cette denrée de première nécessité. Lorsque, comme pour l'opium et l'alcool, il fut question d'instituer la vente du sel en régie, les Chinois organisèrent une vive résistance. Les énormes bénéfices qu'ils réalisaient sur le transport du sel des provinces côtières aux centres de consommation étaient menacés. Dès la publication de l'arrêté du gouverneur général en date du 20 octobre 1899 décidant que dans toute l'Indo-Chine, les sauniers devraient désormais livrer à l'administration la totalité du produit de leur exploitation, ils obtinrent des sauniers qu'ils tenaient à leur merci, que ceux-ci refusassent toute livraison de sel à la régie. Ils accaparèrent les stocks disponibles et firent ainsi monter les prix. Le service des douanes et régies créa des magasins de vente au détail gérés par ses agents, mais il ne put continuer la lutte et les Chinois restèrent les maîtres de la situation. Ils le sont encore aujourd'hui. Les débits officiels gérés par la douane ne vendent que des quantités infimes. Les syndicats chinois achètent le sel dans les entrepôts mêmes des salines, le transportent dans l'intérieur, où ils détiennent tout le commerce, et vendent au prix qu'ils veulent.

La même situation existe au Cambodge et en Annam.

Au Tonkin, le commerce du sel a été enlevé aux Chinois grâce à une organisation franco-indigène inaugurée en 1898.

Ce rôle de distributeurs de denrées de première nécessité ou de large consommation que les Chinois ont continué à jouer sous l'égide de l'administration française, n'a pas peu contribué à consolider leur puissance commerciale. En outre, dans toute la colonie, ils ont réussi à se faire adjuger l'exploitation des monts-de-piété, des marchés et des bacs. Enfin, dans les différents services administratifs si l'on a un marché à conclure, une commande de fournitures à faire, on s'adresse souvent aux Chinois. La règle admise en France, à savoir que seuls les commerçants et industriels français peuvent prendre part à une adjudication publique, n'est pas observée en Indo-Chine, malgré les plaintes réitérées des chambres de commerce.

Les raisons de ces faveurs, ce sont la souplesse, la complaisance des commerçants et entrepreneurs chinois et d'autre part le caractère intraitable du colon français, qui ne voit souvent, dans un marché, qu'une occasion de procès sans fin à intenter au gouvernement.

Les arrêtés du 14 novembre 1901, du 26 juillet et du 23 août 1904 (1), admettent les Chinois à siéger dans les chambres mixtes de l'agriculture et du commerce de l'Annam et du Cambodge. La création à Cholon d'une chambre de commerce chinoise est imminente. Cette chambre siégera à la pagode des sept congrégations. La direction des affaires sera confiée à un comité de vingt membres élus. La chambre de commerce chinoise de Cholon pourra correspondre avec les autorités françaises pour la défense des intérêts communs des Chinois, par l'intermédiaire du lieutenant gouverneur.

D'autre part, le conseil municipal de Cholon comprend quatre membres chinois nommés à l'élection, dont un

---

(1) *B. O. Indo-Chine.*

adjoint nommé par le lieutenant gouverneur sur la présentation du maire (Arrêté du 20 octobre 1879). La commission municipale de Pnom-Penh comprend un membre chinois nommé par le résident supérieur sur la proposition du maire.

Les autres organisations municipales de l'Indo-Chine, Saïgon, Hanoï, Haïphong, Tourane, ne comprennent que des membres français et indigènes.

\*  
\* \*

Envisageons maintenant le Chinois commerçant librement. Le Chinois ne conçoit guère le commerce qu'en société. C'est là une manifestation de cet instinct grégaire qui dirige tous les actes de sa vie. Aussi le verra-t-on toujours, au moment de constituer une entreprise quelconque, rechercher des associés, quand bien même ses ressources lui permettraient de s'en passer. Il trouve d'ailleurs dans cette pratique tous les avantages du fractionnement des risques.

D'après M. Garros (1), en agissant ainsi « ce n'est pas seulement à une règle de prudence commerciale qu'il se conforme. C'est encore à une superstition intime qu'il obéit en même temps qu'à une règle de conduite morale. La croyance aux mauvais génies et la crainte constante de leurs entreprises lui suggère par instinct l'idée de s'associer pour être plus fort et mieux résister à leurs maléfices. En faisant participer d'autre part des individus de sa race aux chances d'un commerce qu'il espère fructueux, le Chinois a le sentiment qu'il accomplit une action louable, susceptible de lui attirer les faveurs du ciel, qu'il appelle de tous ses vœux dans ses contrats, sa correspondance de famille ou d'affaires, dans sa boutique même, où dans un angle discret se consomment des baguettes odorantes en faveur de ses génies ».

---

(1) *Les usages de Cochinchine.*

L'antagonisme du capital et du travail n'existe pas chez les Chinois. Presque toujours le commerçant admet ses employés à participer aux bénéfices de son entreprise. Il n'y a pas d'ailleurs entre le patron et l'employé une barrière infranchissable constituée par une différence de caste. L'employé sera patron à son tour, le jour où il aura réuni les capitaux nécessaires, grâce à son travail, et souvent aussi grâce à l'appui des membres de sa congrégation.

On a apprécié de façons bien différentes la moralité commerciale des Chinois (1). Tout compte fait, elle ne paraît pas de beaucoup inférieure à celle des Occidentaux, malgré la dissimulation, l'occultisme qui président à tout ce que fait le Chinois; cependant il paraît établi que le commerçant chinois est avant tout spéculateur. M. Bard écrit (2): « Il n'est pas de spéculation que le Chinois ne tente avec empressement... Les facilités de crédit l'ont habitué à une audace dans l'entreprise qui lui donne bien souvent l'avantage sur son compétiteur européen; il n'est pas de Chinois dans les affaires qui ne soit engagé pour des sommes bien supérieures à celles qu'un Européen oserait engager à capital égal ». Ce qui favorise aussi à notre avis cet esprit de spéculation, c'est la solidarité chinoise, qui fait que l'individu compte pour peu et le groupe pour tout.

Or, de même qu'au point de vue administratif, le Chinois disparaît derrière l'agrégat social qu'est la congrégation, au point de vue commercial, la société chinoise absorbe complètement la personnalité des individus qui la composent. Il est impossible souvent d'individualiser le gérant et les commanditaires d'une société; et cela devait rendre plein d'aléas et de surprises les rapports du commerce européen et du commerce chinois.

---

(1) Bard, *Les Chinois chez eux*. — Garros, *Les usages de Cochinchine*.

(2) *Op. cit.*

D'ailleurs, un trait caractéristique du Chinois, c'est l'instabilité de son nom — corrélative de son individualité mal dégagée. — D'après la coutume, le nom donné au Chinois dès sa première enfance doit cesser de le désigner à son adolescence, et celui qu'il aura reçu à cette période de sa vie, doit faire place à un troisième, quand, parvenu à l'âge d'homme, il aura fait choix d'une profession et se sera créé un foyer. Mais à ce moment encore il pourra changer de nom par intérêt ou par caprice. Aucune loi ne fixe comme chez nous de barrière à sa fantaisie à cet égard. Si l'on interroge des Chinois sur le nom que porte tel de leurs compatriotes qu'ils connaissent parfaitement et qu'ils voient chaque jour, les uns qui l'auront connu enfant lui donneront le nom qu'il portait à cette époque. Un autre ne le connaissant que depuis son âge viril le désignera par le nom qu'il a choisi à partir de cette période.

Le nom des Chinois ne nous arrive jamais que défiguré par les transcriptions en « quoc-ngu » (1) et les traductions souvent infidèles. Bien souvent le nom que, dans la bousculade des débarquements, le service de l'immigration aura octroyé à l'Asiatique, sera une source de confusions. Le nom d'un Chinois se prononce de façon différente suivant le dialecte employé (dialectes de Canton, de Phuoc-Kien, d'A-Kas, etc.). Enfin il a pu aussi s'angliciser, si le Chinois commerçant arrive de Singapore ou de Hong-Kong.

Les Chinois décorent toujours leurs maisons de commerce d'une enseigne qui se compose de caractères chinois évoquant des idées de bonheur, de chance, de prospérité. Ces caractères diffèrent selon que le Chinois est originaire de Canton, du Phuoc-Kien ou d'une autre province chinoise. M. Garros nous apprend (2) que ces enseignes se

---

(1) Transcription de l'annamite ou du chinois en caractères arabes.

(2) Garros, *Les usages de Cochinchine*.

cèdent souvent à des prix élevés. L'acquéreur d'une enseigne est obligé, d'après l'usage, d'ajouter à l'enseigne acquise un caractère choisi par lui et qu'il doit faire suivre d'un caractère qui avertit les tiers de la cession. Or, les enseignes, au lieu de servir, comme chez nous, à faire connaître au public le commerçant, servent au contraire à en dissimuler la personnalité. Une confusion s'établissant à la longue dans l'esprit du public entre l'enseigne et le nom du commerçant, il est arrivé que des jugements et des inscriptions hypothécaires fussent prises au nom et contre de pures enseignes. D'où les difficultés que l'on devine.

Si l'on songe que jusqu'en 1892 aucune condition de publicité n'a été exigée pour la constitution des maisons de commerce, en société ou non ; si l'on songe également à cette solidarité qui unit dans la vie de tous les jours les Chinois travaillant ensemble, à ces boutiques où rien ne différencie le patron du dernier des coolies, où tout le monde à l'heure des repas prend place, le torse nu, autour de la même table, on conçoit les surprises qui étaient réservées au commerce européen.

En cas de faillite, c'est l'impossibilité presque absolue de mettre la main sur le véritable failli. Celui-ci, après avoir mis en lieu sûr son avoir, a beau jeu de supposer un serviteur complaisant, et de s'embarquer sur le premier bateau en partance.

D'ailleurs, la procédure de faillite est inconnue en Chine. Si le commerçant chinois, en état de cessation de paiement, ne prend pas la fuite, il chargera des amis, membres de sa congrégation, ayant une certaine surface commerciale, d'aller demander des délais à ses créanciers, avec ou sans caution, au besoin même une réduction de dette. Un Chinois trouve presque toujours quelqu'un dans sa congrégation pour le cautionner ou l'aider. Le Chinois qui n'a affaire qu'à des créanciers de sa race, établit dans un acte ses propositions de concordat. « Ce document commence toujours,

sur un ton de plainte, par la biographie de l'intéressé et les infortunes qui l'ont soudainement accablé. Après ce préambule il indique le montant de son passif et précise ses propositions de concordat. En regard de son nom, chaque créancier accepte ou refuse les conditions offertes. Il les accepte généralement. Quand des intérêts européens sont en jeu, l'obtention du concordat devient plus difficile ; la mise en faillite est généralement demandée par l'un des créanciers européens, et le Chinois, s'il est prévenu à temps, se résigne à disparaître pour reparaitre souvent sous un autre nom et renaître à la vie commerciale à la faveur d'une nouvelle enseigne (1) ». Souvent même les marchandises qu'il met en vente dans sa nouvelle boutique étaient arrivées pour le compte du failli, son *alter ego*, et c'est le produit de la vente des quelques objets trouvés chez ce dernier qui aura servi à les payer.

Comment prouver ces détournements ? Par les livres ? — Mais la comptabilité chinoise ne présente pas les garanties de sincérité et de clarté d'une comptabilité européenne. Elle comprend un livre journal, un livre d'entrée et de sortie ou livre de caisse chez les Cantonais, et un livre de comptes courants ou grand-livre, tenu d'une façon uniforme par tous les Chinois ; mais les deux premiers sont rarement produits en justice, le livre de comptes courants lui-même contenant souvent des « blancs » (2), n'a guère de valeur probante aux yeux de nos tribunaux ; d'ailleurs ce n'est qu'exceptionnellement que les syndics de faillite peuvent les retrouver au moment où ils prennent en main les intérêts de la masse des créanciers.

M. Garros nous apprend que, selon une coutume chinoise immémoriale, tout commerçant arrête ses comptes

---

(1) Garros, *op. cit.*

(2) Il importe de noter que l'écriture chinoise diffère de l'écriture arabe en ce qu'elle court de haut en bas du papier et non de gauche à droite.

aux premiers jours de l'an chinois (1) et procède au règlement de ses dettes. « Mais, dit-il, avec l'abus que fait généralement du crédit, le commerçant chinois, plus spéculateur encore que trafiquant, il va sans dire que ce règlement de comptes est souvent fictif. C'est à l'aide d'emprunts contractés avant le Têt (2) et dont l'échéance sera fixée au cours de l'année nouvelle, que les anciennes dettes seront éteintes. Néanmoins ce règlement annuel a l'avantage de ne pas permettre aux agonies commerciales de se prolonger et de forcer à disparaître les commerçants dont le crédit est immédiatement atteint. Cette coutume explique les nombreuses fuites, disparitions et suicides, qui se constatent chaque année à l'époque du Têt en Cochinchine, et aussi les nombreux incendies qui consomment si à propos le magasin et les livres du Chinois dont la situation commerciale est obérée ». Il ne faut pas oublier d'ailleurs, qu'en Chine, le crédit sur parole est le plus usité, les écrits n'y ont pas la valeur qu'on leur attache dans nos civilisations. Peut-être cela tient-il à ce qu'un très petit nombre d'individus y connaît les caractères d'écriture.

Voyons maintenant la répercussion de la solidarité chinoise en matière de sociétés commerciales.

Bien avant nous les Chinois ont reconnu les bienfaits de l'association (3). En voici une forme ingénieuse très en honneur en Indo-Chine. Souvent un Chinois fondant un commerce à l'aide de capitaux constitués par ses économies ou apportés de Chine, entre en rapports avec ses voisins commerçants et leur propose de s'associer. Bien entendu la personnalité commerciale de chacun des associés reste distincte, mais chacun place une certaine somme dans la maison de ses co-associés. Chaque

---

(1) Milieu de février.

(2) Le nouvel an chinois et annamite.

(3) La loi annamite ne contient aucune disposition relative au contrat de société. Les Annamites n'ont d'ailleurs pas le sens de l'association.

maison de commerce ayant de cette façon intérêt à l'extension et à la prospérité de la maison voisine, les risques de la concurrence se trouvent supprimés. Quand l'un des associés verra entrer un client dans la boutique du voisin, il s'en réjouira au lieu de s'en affliger. Cette forme d'association ne comporte d'ailleurs pas de contrat écrit. Les parties s'échangent tout au plus un reçu des sommes versées. A l'époque du Têt, les bénéfices sont balancés et répartis.

Les Chinois ont aussi coutume de former des sociétés analogues à nos sociétés commerciales, sociétés de capitaux et sociétés de personnes, à responsabilité limitée ou non. Le fondateur de la société se réserve souvent, comme chez nous, avec l'adhésion de ses co-associés, une part de fondateur. Elles présentent cependant certains traits particuliers ; ainsi la coutume chinoise n'admet pas le versement partiel des apports. Le capital social doit être intégralement versé lors de la constitution de la société. D'autre part, la durée de la convention est rarement spécifiée dans les contrats(1). Ces contrats

---

(1) Voici une formule de contrat de société chinoise, empruntée au dossier d'une affaire solutionnée par le tribunal de Saïgon et traduite par un interprète assermenté du service judiciaire (Garros, *Usages de Cochinchine*) :

« Entre les contractants :

« 1° Trinh-Do-Nghi-Tong, 2° Tue-Duc-Nghi-Tong, 3° Luong-Vinh-Duc-Tong, 4° Quat-Vinh-Thuan-Tong, 5° Quat-Chien-Du-Tong et 6° Nhu-Tan-Canh-Tong ; nous, six amis, sommes entrés en association vers le courant du 9<sup>e</sup> mois de l'année Giap-Ngo (courant du mois d'octobre 1894) et chacun de nous a versé une somme de 500 piastres, soit au total 3,000 piastres.

« Nous avons employé cette somme pour l'achat du fonds de commerce de la maison O-Yech-Phong, marchand au détail, sis à Saïgon, rue d'Adran n° 15, ainsi que de son enseigne, de ses créances et des marchandises en magasin, s'élevant à une somme de 800 piastres. L'achat en a été fait le 23 du 12<sup>e</sup> mois au bureau de la congrégation de Canton et le sieur O-Chéong (propriétaire de la maison O-Yech-Phong) nous a remis l'acte de vente de ladite maison ; ensuite, nous avons fait paraître dans un journal local un avis concernant cette transaction.

« Nous, Quat-Quan-Xuan et Khu-Sech-Bang, avons été proposés gérants de ladite maison et reconnaissons avoir reçu à ce jour propice la somme

n'indiquent pas toujours d'une façon claire l'étendue de la responsabilité de chacun des co-contractants ; et, même depuis que le décret de 1892 est venu les soumettre à des mesures de publicité que nous étudierons plus loin, ils restent souvent occultes. Les commerçants européens devaient souffrir de ces incertitudes et de cet occultisme, et on constate en effet qu'ils furent souvent obligés de

---

de 3,000 piastres représentant le capital de ladite maison. Nous avons ensuite commencé à faire le commerce sous le nom de Yech-Phong en ajoutant à cette enseigne les caractères « Wo-Ky », c'est-à-dire que la maison portera désormais le nom de Yech-Phong Wo-Ky. Notre commerce consiste dans l'exportation des poissons secs et la vente des produits de Chine. Nous espérons qu'il sera prospère et florissant. Nous établissons la présente convention en six expéditions ; que chacun de nous en conserve une pour servir ce que de droit.

« Ci-dessous les clauses et conditions auxquelles nous nous engageons à nous conformer.

« Les gérants auront le plein droit de gérer la maison comme bon leur semblera et les employés dépendront d'eux.

« L'ouverture de notre maison de commerce sera comptée à partir de l'année At-Mui (1895) et les comptes seront arrêtés tous les ans.

« Nous avons acheté le fonds de cette maison dans le courant de l'année Giap-Ngo (1894) et, en quelques mois de fonctionnement, nous avons pu réaliser la somme que nous avions employée pour l'achat dudit fonds de commerce. 1 0/0 sera prélevé chaque année à titre d'intérêt de la somme de 3,000 piastres constituant le fonds social, c'est-à-dire que chaque action donnera droit annuellement à 50 piastres. Une commission de 2 0/0 est allouée à titre de ta-hong à nous autres gérants sur les bénéfices nets réalisés.

« Les dividendes seront fixés en assemblée générale à la date indiquée par nous.

« Aucun actionnaire (ou associé) n'aura le droit de faire de prélèvement dans la caisse de la maison.

« En cas de perte, nous ferons tout notre possible pour nous procurer les fonds nécessaires pour pouvoir continuer à faire notre commerce. Le cachet sera employé exclusivement pour les besoins de notre commerce ; il est défendu de s'en servir pour cautionner quelqu'un, ou pour d'autres usages.

« Nous sommes bien d'accord pour sauvegarder les intérêts de notre maison. Mais si un actionnaire désirait se retirer de la société, il devra en référer aux autres actionnaires pour la cession de sa part. Il pourra la vendre à des tiers en cas de refus d'achat par les associés.

« Le présent contrat est fait en six exemplaires et chacun des actionnaires en a pris un pour servir ce que de droit. Il est défendu aux action-

s'adresser aux tribunaux pour obtenir d'associés trop habiles à s'esquiver, l'exécution de leurs engagements (1).

Voici comment les tribunaux interprétèrent les contrats qui leur furent soumis. Lorsqu'il s'agissait d'un contrat de société que l'associé gérant avait seul signé, et qui portait à la suite de l'acte — comme dans le modèle ci-dessus transcrit — les noms des autres associés avec la

---

naires de mettre en nantissement leur contrat en cas de besoin d'argent. La comptabilité se compose d'un livre-journal et l'arrêté de comptes sera fait tous les mois, l'inventaire sera fait chaque année et une copie sera ensuite distribuée aux actionnaires.

Fait un jour propice du premier mois de l'année Dinh dan (8 février 1897).

*Les gérants :*

*Signé :* QUAT-QUAN-XUAN,  
KHU-SECH-BANG.

Vient ensuite le cachet en caractères chinois signifiant Yech-Phong-Wo-Ky.

(1) Arrêt de la Cour d'appel de Saigon en date du 12 juin 1886 (*Journal judiciaire de l'Indo-Chine*) :

« Considérant qu'il n'est pas contesté par les appelants qu'ils ont, par un acte d'association dont ils n'ont pu ou voulu rendre publiques les clauses et conditions, fondé vers l'année 1880 à Cholon, à l'angle du quai de Binh-Tai, une exploitation commerciale ayant pour raison sociale deux caractères chinois, dont la phonétique est Souï Hing et la signification « Bonheur et Succès ».

« Que le fonds social reconnu nécessaire pour le fonctionnement de l'établissement, qui avait pour objet le partage des bénéfices à faire sur la transformation par l'opération du décorticage du paddy en riz blanc, a été constitué au moyen de versements effectués pour des parts dont le quantum et la proportion sont demeurés inconnus, par les sieurs Ta-Cang, Tong-Hung, Ta-Quoi et Le, tous les quatre négociants à Cholon et faisant eux-mêmes partie, en qualité d'associés, des maisons de commerce établies à Cholon sous les raisons sociales : Ta-Quan-Tanh, Ta-Tung-Hung, Ta-On-Thanh et Ta-Quoi ;

« Considérant que le nommé Ngo-Dung, qui n'a opéré aucun apport à la société, a été par les associés investi de la fonction de gérant, avec les pouvoirs de faire au nom de la raison sociale toutes les opérations telles que achat du paddy et vente du riz, etc..., en vue desquelles la société avait été constituée ;

« Qu'il est de notoriété publique que, depuis la formation de la société jusqu'à l'époque de son départ furtif, le gérant, qui percevait des appointements fixes, a constamment fait, année moyenne, un chiffre d'affaires

simple mention du versement de leurs parts, ils décidèrent qu'il s'agissait d'une commandite par intérêts. Quand au contraire tous les associés, gérants ou autres, avaient apposé leur signature au bas de l'acte, le contrat étant l'œuvre de tous, ils décidèrent qu'on se trouvait en présence d'une société en nom collectif. Ils recherchaient aussi comment la société avait fonctionné. Si le gérant avait toujours opéré en son nom sans faire connaître aux tiers l'intérêt qui l'unissait à ses co-associés, si la société était restée constamment occulte, il ne pouvait s'agir que d'une association en participation (1).

---

dont l'importance représente de vingt à trente fois la valeur du capital social, lequel s'élevait approximativement à la somme de 4,000 piastres ;

« Qu'une semblable disproportion entre le chiffre d'affaires et le montant des mises sociales ne peut s'expliquer que par le crédit que pouvait inspirer aux tiers, fournisseurs de la matière première nécessaire à l'alimentation du commerce, la solvabilité respective de chacun des associés tous connus d'eux ;

« Qu'il suit de là que les avances faites dans de semblables conditions et les délais accordés pour le paiement du prix des achats ont eu lieu à l'égard des associés *intuitu personæ*, c'est-à-dire en considération de la solvabilité de chacun d'eux individuellement ;

« Qu'étant données les conditions dans lesquelles elle a été constituée et les moyens et circonstances dans lesquels elle n'a cessé de fonctionner, les règles à appliquer à la société « Soui-Hing » à l'égard des associés dans leurs rapports vis-à-vis des tiers, sont celles applicables avec toutes leurs conséquences à la société en nom collectif ;

« Qu'il n'est pas exact de dire, en se fondant sur cette considération suivant laquelle la loi n'impose aux Asiatiques pour la constitution de leurs sociétés commerciales aucune condition de publicité, que les associés ne sauraient être tenus au delà des limites de leur apport social ;

« Qu'au contraire, suivant la coutume chinoise, quels que soient la dénomination et le mode de fonctionnement d'une société commerciale, il est de principe que tous les associés soient tenus *in solidum et usque in infinitum* vis-à-vis des tiers, des engagements contractés par la société ;

« Qu'ils ne sont admis à invoquer des restrictions à la rigueur de ce principe qu'autant que la publicité donnée à l'acte d'association fait présumer que ces restrictions qui limitent leur responsabilité ont été connues des tiers avec qui la société s'est engagée... ».

(1) Voir arrêts de la Cour d'appel de Saïgon : 12 juin 1886, 15 février 1901, 10 mars 1905 (*Journal judiciaire de l'Indo-Chine*).

A plusieurs reprises, et récemment encore dans un arrêt du 9 mai 1906, la Cour d'appel de Saïgon a déclaré que d'après la coutume chinoise il est de principe que dans toute société commerciale les associés soient tenus « *in solidum et usque in infinitum* » vis-à-vis des tiers, des engagements contractés par la société. Cette appréciation souveraine de la coutume chinoise (1) est combattue par M. Garros (2). M. Garros prétend que c'est à tort qu'on cherche à faire entrer les sociétés chinoises dans le cadre des sociétés françaises, qu'elles ont des caractères propres et que notamment elles ne comportent en aucun cas la solidarité des co-associés en cas de perte du capital social. En effet, une clause quasi « de style » dans les contrats de sociétés chinoises serait, d'après M. Garros, la suivante : « Si à l'avenir le commerce est prospère ou subit des pertes, les partages seront faits proportionnellement entre les associés d'après les fonds versés ». Cette clause semble bien entraîner la responsabilité illimitée des associés en cas de perte du capital social, mais non pas leur responsabilité solidaire.

D'autre part l'article 32 du Code de commerce chinois (3) déclare :

« Art. 32 : En cas de responsabilité non limitée, si une société ou une maison de commerce a des dettes ou un déficit, on peut poursuivre les actionnaires ou les propriétaires et vendre leurs biens personnels pour le règlement des dettes ». La solidarité ne paraît donc pas être entrée dans les vues du législateur chinois.

\*  
\* \*

A la suite de nombreuses faillites et disparitions de chefs de maisons chinoises survenues au cours des

---

(1) La Cour de cassation estime que l'appréciation des coutumes indigènes est une question de fait.

(2) *Op. cit.*

(3) Garros, *op. cit.*

années 1889 et 1890, les commerçants européens et la chambre de commerce de Saïgon réclamèrent des mesures de protection. Le décret du 28 février 1892, promulgué en Cochinchine par arrêté du gouverneur général du 29 juin 1892 (1), réglementant le commerce asiatique en Indo-Chine, vint leur donner satisfaction, en soumettant tous les commerçants d'origine asiatique, même les Indiens sujets français (2), aux dispositions principales de notre Code de commerce, à nos lois sur les sociétés, la faillite et la liquidation judiciaire, et tous les litiges commerciaux à la juridiction française. La procédure telle qu'elle est usitée en matière française est obligatoire (art. 2). Le décret de 1892 a été promulgué au Tonkin par arrêté local du 7 avril 1901 (3). Jusque-là, il ne pouvait être appliqué que dans les concessions françaises de Hanoi, Haïphong et Tourane, son article premier étant ainsi libellé : « Sont déclarés applicables aux Asiatiques étrangers et sujets français qui exercent un commerce ou une industrie quelconque sur le *territoire français* de l'Indo-Chine les dispositions du Code de commerce et des lois complémentaires dont la nomenclature suit ».

Il n'a pas été promulgué en Annam. Rien n'est donc changé dans ce pays à la compétence ordinaire. Ainsi, une société formée en Annam entre commerçants chinois, selon les us et coutumes chinois, ne sera pas tenue d'observer les formalités prescrites par ledit décret.

On peut s'étonner qu'au lieu de procéder à une enquête minutieuse sur les usages commerciaux chinois et annamites et à leur codification, nous ayons doté le commerce de notre colonie d'une législation directement importée de la métropole. Sans doute fallait-il faire vite. Le décret de 1892 avait en tous cas le mérite de créer l'unité de loi

---

(1) B. O. Indo-Chine.

(2) Circulaire P. G. 1899. Voir Michel, *Recueil de circulaires*.

(3) B. O. Indo-Chine.

commerciale en Indo-Chine, obviant ainsi aux difficultés que pouvaient faire naître les divergences des lois nationales des divers commerçants. Enfin il astreignait les commerçants asiatiques à certaines mesures spéciales que nous allons rapporter.

Dans le but d'identifier les commerçants asiatiques, le décret prescrit à chacun d'eux de déclarer à la mairie de la commune ou au bureau de l'inspection (aujourd'hui résidence) du lieu où il veut s'établir :

1° Son nom et celui de ses associés solidaires et en nom, écrits en caractères asiatiques et en français ;

2° Son numéro matricule, ceux des susdits associés tels qu'ils sont portés sur les bulletins de séjour, s'ils sont étrangers et sur leur carte d'impôt s'ils sont sujets français ; la congrégation à laquelle il appartient ;

3° Le lieu de l'exploitation ;

4° La désignation de la raison sociale ou de l'exploitation commerciale, si le déclarant n'est qu'un simple gérant ou administrateur ;

5° Sa signature et celle de tous les membres de la société ou de la raison sociale ;

6° L'empreinte du cachet qui sera la représentation exacte du nom ou de la raison sociale. Il ne pourra être adopté qu'un seul cachet.

De plus, les Asiatiques qui se retirent des sociétés de commerce où ils sont intéressés doivent en faire la déclaration en la forme prescrite par l'article 3 de ce même décret à la mairie de la commune et au greffe du tribunal ; à défaut par l'associé qui s'est retiré de la société de fournir la preuve de l'accomplissement de cette formalité essentielle, il doit être déclaré responsable du passif commercial de ladite société, postérieur à l'acte de dissociation non publié et cela *a fortiori* lorsque la société a continué à fonctionner sous la même raison sociale (1).

---

(1) Cour d'appel d'Indo-Chine, Arrêt 30 décembre 1907 (*J. judiciaire*).

Aucune disposition spéciale du décret du 27 février 1892 ne paraît imposer l'obligation aux Asiatiques commerçants de faire une déclaration pour chaque établissement ou succursale qu'ils pourront avoir, soit dans la même commune, soit dans des arrondissements différents. Une seule déclaration est donc suffisante pour un seul et même commerce exercé simultanément en plusieurs endroits par le même individu ou les mêmes associés (1). Mais il va sans dire que s'il s'agit de genres de commerce distincts, si les associés ne sont pas les mêmes ou si surtout la raison sociale n'est pas la même, il y a lieu d'exiger autant de déclarations qu'il y a d'établissements différents. Ce principe paraît découler des termes de l'article 4 du décret, qui édicte que la déclaration doit contenir les noms des associés, la désignation du lieu de l'exploitation et de la raison sociale. Le but de ce décret est d'établir la responsabilité en cas de faillite et de faciliter l'action des créanciers en les mettant en face de leurs véritables débiteurs; il ne serait pas atteint s'il était permis à un commerçant de grouper sous une seule déclaration plusieurs maisons de commerce dont la solidarité ne serait pas parfaite en cas de faillite ou de liquidation.

Ce décret ne fait cependant pas disparaître l'insécurité qui résulte pour les commerçants européens de la pluralité de noms des Chinois et de l'instabilité orthographique desdits noms. Comme le préconise M. Bourayne (2), tout commerçant ou industriel devrait être astreint à faire sa déclaration lui-même, tandis qu'en pratique il charge souvent un tiers de ce soin. Il devrait de plus laisser entre les mains de l'administration une photographie ou une empreinte de ses phalanges.

D'autre part, le décret spécifie bien que le local de l'ex-

---

(1) Circulaire du procureur général du 15 avril 1894. Michel, *Recueil de circulaires*.

(2) Notes pour servir à la codification des coutumes annamites. *Revue indo-chinoise*, 1906-07-08.

exploitation commerciale devra être pourvu d'une enseigne portant les noms des associés ou la raison sociale, en caractères asiatiques et français. Mais les Chinois n'en continuent pas moins à substituer à leur nom des enseignes fantaisistes telles que : « Loyauté inaltérable » ou « Probité incontestée ». La cause en est, d'après M. Garros (1), à ce que la coutume chinoise et même le Code de commerce chinois donnent au commerçant la *faculté* de se servir pour l'exercice de sa profession, à son choix, de son propre nom ou d'un nom de boutique. Et M. Garros voit là, à juste titre, un exemple de l'attachement du peuple chinois à ses coutumes nationales contre lequel notre législation ne peut prévaloir. On pourrait, comme le propose M. Bourayne, exiger qu'à côté de l'enseigne soit ajouté le caractère ou le mot en « quoc-ngu » qui signifie société, ou s'il n'y a pas société, le caractère ou le mot qui indique que l'entreprise appartient à un seul individu.

En ce qui concerne le cachet des maisons de commerce, les Chinois se sont encore montrés réfractaires à l'application du décret. Les commerçants chinois ont coutume d'employer plusieurs cachets : le cachet d'obligation, qui authentifie les engagements quelconques, et qui, en principe, reste entre les mains du patron ou du gérant, le cachet pour les factures et le cachet pour la correspondance; ces deux derniers sont à la disposition des différents employés. Il existe aussi chez les Chinois un petit cachet, dépourvu de toute valeur commerciale, qui s'appose — sauf durant les périodes de deuil — dans un angle des factures ou des lettres et qui comporte un souhait de bonheur à l'adresse du client ou du destinataire de la lettre. Le décret du 27 février 1892 dispose que l'Asiatique désirant se livrer au commerce devra déposer au greffe du Tribunal l'empreinte du cachet qui sera la

---

(1) *Op. cit.*

représentation exacte du nom ou de la raison sociale. Mais les commerçants chinois déposent toujours, non pas leur nom, mais un nom commercial quelconque, le plus souvent leur enseigne même. Ce nom est presque toujours trop impersonnel pour permettre d'identifier une maison de commerce. Il peut y avoir et il y a en fait à Saïgon plusieurs maisons de commerce dont l'enseigne est « Prospérité ». C'est ce que constatent dans leurs considérants divers arrêts de la Cour d'appel de Saïgon, notamment l'arrêt du 6 septembre 1894 (1).

La jurisprudence de la Cour d'appel de l'Indo-Chine exige qu'un engagement, pour être valide, porte indépendamment du cachet d'obligation, la signature manuscrite en français ou en caractères chinois du commerçant ou de l'associé gérant (2).

On peut critiquer cette jurisprudence, malgré l'esprit de protection dont elle s'inspire, car le détenteur du cachet dans une maison de commerce n'est souvent qu'un

---

(1) *Journal judiciaire de l'Indo-Chine*, 1894 :

« Attendu qu'il ne faut pas se méprendre sur la portée de ces mots « Vinh-Thuan-Loi » insérés dans le contexte du billet dont le paiement est réclamé; qu'ils signifient moins une raison sociale qu'une enseigne, sous forme d'emblème de bonheur ou de souhaits de richesse qui sert aux Chinois selon l'usage à décorer leur entreprise commerciale;

« Qu'en effet, cette expression est représentée dans la reconnaissance de dette par les caractères dont la traduction est durée, prospérité, bénéfices, tandis que le véritable mot société, au sens commun, est figuré par le caractère Hoi... ».

(2) *Journal judiciaire de l'Indo-Chine*, 1891 :

Arrêt du 13 août 1894 : « Attendu que le cachet que le maire Tri reconnaît être le sien, apposé au bas de sa signature qu'il déclare être fausse — ce que l'expertise a du reste établi — ne peut pas servir de preuve attestant la sincérité de l'obligation mentionnée dans le billet;

« Qu'un cachet ne peut remplacer une signature, qui doit émaner de la personne même qui s'oblige;

« Qu'il y aurait un véritable danger social à attacher force probante, en matière d'obligations, à l'empreinte humide d'un cachet, d'une signature gravée sur cachet, ces objets portatifs et usuels courant risque de s'égarer ou pouvant même être fabriqués par une main malveillante... ».

Arrêt du 8 février 1898 : ... « Attendu d'autre part que les obligations

simple employé à gages. Or, n'est-il pas légitime de décider dans ce cas que cet employé pourra obliger le chef de l'exploitation ou la société vis-à-vis des tiers, par l'apposition dudit cachet tenant lieu de signature? Les tiers ne peuvent pas savoir que celui qui les reçoit derrière un comptoir n'est pas le véritable gérant, mais l'employé d'une société occulte. D'ailleurs, si l'on admet qu'en Chine l'individu n'est rien et le groupe tout, que vaut la signature d'un Chinois? Le Chinois, le fait est connu, n'éprouve aucun scrupule à signer pour un autre.

La banque de l'Indo-Chine n'accepte pas la signature du commerçant chinois sans apposition du cachet, mais si le commerçant chinois ne sait pas signer, elle se contente du cachet. Il est vrai que ses opérations avec la clientèle chinoise sont garanties par une caution spéciale attachée à son établissement et que l'on appelle « com-pradore ».

D'ailleurs, ainsi qu'il appert de l'arrêt du 8 février 1898, rapporté ci-dessus, l'usage a fait admettre qu'entre commerçants chinois, les obligations simplement revêtues du cachet de la maison devaient produire effet, à condition qu'elles fussent écrites de la main du chef de la maison ou de son comptable gérant.

Enfin, le décret de 1892 n'ayant pas promulgué, en Indo-Chine, les articles du Code de commerce métropolitain relatifs aux livres de commerce, il n'est pas fait, aux

---

dont il s'agit ne portent point de signature, mais seulement le cachet commercial de la maison;

« Qu'elles ne peuvent, par suite, être opposées aux intimés;

« Qu'en effet, le cachet ne peut en principe suppléer à l'absence de la signature, laquelle est indispensable pour la validité des obligations;

« Que si à défaut d'une législation précise en la matière, l'usage a quelquefois fait admettre en Indo-Chine qu'entre commerçants chinois les obligations revêtues du cachet de la maison pouvaient produire effet, il est néanmoins certain que ce n'était qu'à la condition que lesdites obligations fussent écrites de la main du chef de la maison ou du comptable gérant... ».

Asiatiques commerçants, une obligation d'en tenir. L'article 6 dudit décret dit seulement : « Les livres pourront être tenus dans les formes du pays du commerçant et dans sa langue. Ils seront cotés, paraphés et visés par le président du tribunal de l'arrondissement, ou par le juge délégué à cet effet ».

Rien n'est donc changé aux usages et aux pratiques que nous avons exposés plus haut.

Si maintenant l'on tient compte de ce que la loi du 24 juillet 1864 sur les sociétés ayant été promulguée en Indo-Chine, les commerçants chinois ont la faculté d'y former des sociétés en participation et d'échapper ainsi aux mesures de publicité prescrites par le décret de 1892, on voit ce qu'il reste des garanties que ce décret avait la prétention de donner au commerce français dans notre colonie.

Il reste, il est vrai, la possibilité de faire déclarer, le cas échéant, un Chinois ayant accompli des actes de commerce, en état de faillite, et de lui appliquer les peines de la banqueroute simple, s'il est reconnu que les formalités prescrites par le décret n'ont pas été observées (Art. 13 du décret de 1892).

L'article 11 du même décret décide aussi que, si une des déclarations et énonciations prescrites était omise volontairement ou venait à être reconnue inexacte, les auteurs de cette omission seraient passibles d'un emprisonnement de six jours à six mois et d'une amende de 16 fr. à 1,000 fr., ou de l'une de ces deux peines seulement, ainsi que les chefs de congrégation, les chefs de quartier et les notables certificateurs, en cas de connivence ou de collusion.

De même, l'article 12 prévoit la peine d'un emprisonnement de six jours à trois mois, et d'une amende de 16 fr. à 300 fr., pour l'associé qui quitterait définitivement la colonie sans faire la déclaration prescrite par l'article 7, et pour les membres de la société qui, dans

les huit jours ayant suivi son départ, n'auraient pas fait cette déclaration à sa place.

On a voulu ainsi placer les Chinois sous une sorte de régime d'indigénat, en les tenant perpétuellement sous la menace de poursuites correctionnelles. Or, il ne semble pas que ce soit là un remède bien efficace à leur insaisissabilité, si l'on en juge par les krachs fréquents de Saïgon et de Cholon.

Un moyen que propose M. Bourayne (1) et qui paraît excellent, serait, en cas d'infraction aux prescriptions de la loi quant à la publicité, d'enlever aux associés qui n'ont pas tenu à se faire connaître, tout droit dans la société. Exposés à perdre leur part dans les bénéfices réalisés, ils préféreront se révéler, et, d'autre part, le seul connu, c'est-à-dire celui qui gérera l'entreprise ou la fera gérer apparemment pour son compte, exposé à rester seul débiteur en cas de mauvaises affaires, sera poussé par son propre intérêt à indiquer ses associés.

Dans le cas où des tiers établiraient que leur débiteur avait des associés contre lesquels ils auraient intérêt à agir, le droit de les actionner devrait aussi leur être accordé, en vertu de la solidarité, qui se présume en matière commerciale. A l'heure actuelle, ce droit semble leur être refusé. Un arrêt de la Cour d'appel de Saïgon, en date du 9 mai 1906 (2), déclare qu'« est recevable la demande d'un créancier tendant à faire juger que les personnes ou sociétés qu'il actionne sont toutes membres d'une même société commerciale déclarée en faillite et, comme telles, tenues conjointement et solidairement au passif social, lorsque cette demande est formée, non dans l'intérêt personnel du créancier poursuivant, mais dans l'intérêt de la masse, et en raison de l'inaction du syndic ».

En ce qui concerne les faillites, M. Bourayne propose (3)

---

(1) *Op. cit.*

(2) *Journal judiciaire de l'Indo-Chine*, 1906.

(3) *Op. cit.*

avec raison, pour éviter que le failli, averti par l'assignation, n'ait le temps de prendre ses précautions, que toute requête à fin de déclaration de faillite soit présentée au président du tribunal, qui pourra, avant l'assignation, se rendre chez l'Asiatique dont la faillite est demandée, et procéder à toutes constatations utiles, saisir les livres et s'assurer de sa personne.

Mais l'heure de la réforme du décret de 1892 n'a pas encore sonné. La résistance que les commerçants chinois opposèrent à son application, dès le lendemain de sa promulgation, n'a pas fléchi. A force de démarches auprès du gouvernement local et du service judiciaire, les chefs de congrégation de Saïgon et de Cholon ont obtenu que l'application de ce décret fût indéfiniment suspendue. De fait, il est rare de voir un commerçant chinois poursuivi devant les tribunaux pour n'avoir pas fait les déclarations prévues. Il est intéressant de noter que sous la menace des commerçants chinois de boycotter le commerce européen, celui-ci s'est joint aux Chinois pour demander la suppression des mesures dont il avait été l'instigateur.

Une question intéressante est celle de savoir si une société de Chinois constituée à Saïgon en la forme française et y ayant son siège social, est française, auquel cas elle devrait être dispensée des mesures de publicité spéciales, prévues par le décret de 1892.

Un arrêt de la Cour de Saïgon en date du 18 avril 1902 (1) décide qu'une telle société n'est pas française. La Cour de cassation, saisie du pourvoi de la société en cause, l'a rejeté en constatant « que le décret du 27 février 1892, assujettissait les Asiatiques exerçant le commerce en Indo-Chine à un régime spécial comportant un ensemble de mesures d'exécution sanctionnées par des peines correctionnelles ; qu'un tel régime imposé indistinctement aux

---

(1) *Journal judiciaire de l'Indo-Chine.*

Chinois commerçants et aux sociétés de commerce formées entre Chinois, ne permettait pas de considérer comme française une société entre Chinois, ayant son siège social et d'exploitation sur territoire français, quand bien même la compétence aurait été choisie par acte notarié rendu public, ce seul fait ne suffisant pas à conférer à la société demanderesse le bénéfice de l'article 18 du décret du 17 mai 1895 d'après lequel la déclaration faite dans un acte par des indigènes ou Asiatiques, qu'ils entendent contracter sous l'empire de la loi française, entraîne l'application de cette loi ».

Or, si les sociétés chinoises sont soumises à des mesures de publicité particulières en Cochinchine, elles y sont cependant régies par la loi française qui est devenue la loi commune du commerce dans la colonie. Il n'y avait dès lors aucune raison, semble-t-il, pour refuser à la société demanderesse le bénéfice du droit commun que la jurisprudence a consacré à l'égard des sociétés étrangères.

\*  
\* \*

Les Chinois, grâce à leurs relations anciennes avec les indigènes, devaient naturellement être, au début de l'intervention française, les intermédiaires des importateurs européens pour l'écoulement de leurs produits dans l'intérieur du pays. Les maisons de commerce s'attachèrent donc, ce qu'on appela un « *compradore* », c'est-à-dire un Chinois parlant souvent plusieurs langues, l'anglais, le français, le malais, l'annamite et ayant pour fonctions de les renseigner sur les pratiques du commerce chinois, sur la solvabilité de la clientèle asiatique, au besoin même de garantir sur son cautionnement cette solvabilité. Il y a en effet dans le *compradore* du commissionnaire et de la caution, en un mot du « *stock-broker* » anglais. Les situations de *compradores* sont très recherchées des Chi-

nois, qui y trouvent l'occasion de déployer leurs hautes qualités d'hommes d'affaires.

Le compradore de banque, dont le cautionnement s'élève parfois à plusieurs centaines de mille francs, est, vis-à-vis de la clientèle chinoise, le maître du crédit. Aucune avance de fonds ne se fait sans sa signature. Une banque de Saïgon, en effet, ne traite jamais directement avec un commerçant chinois de la place. Si celui-ci présente un effet à l'escompte, la banque ne l'accepte qu'avec la garantie de son compradore. Sans doute la commission que le compradore prélève pour ses risques contribue à élever le taux de l'escompte. Néanmoins, c'est un intermédiaire jugé indispensable par les banquiers : il les met à l'abri des pertes possibles et simplifie leur service de renseignements.

A un échelon au-dessous du compradore de banque on trouve le compradore des maisons d'exportation, qui achète au producteur indigène la marchandise d'exportation, notamment le riz et la soie, pour le compte de sa maison, et le compradore des maisons d'importation, qui place chez ses compatriotes commerçants les produits d'Europe. Leurs services, à l'un et à l'autre, sont rémunérés par un salaire mensuel fixe et par une commission sur les affaires faites par eux. Mais leurs bénéfices ne se bornent pas là, ils se font toujours verser par le client qu'ils cautionnent une autre commission qui peut atteindre 10 0/0 et cela à l'insu de leur patron. D'autre part, ils se livrent à bien des « tripotages » ; ils vendent souvent à crédit sous leur responsabilité directe, ou bien ils se font allouer par les débiteurs de leur maison une commission moyennant une prolongation d'échéance qu'ils sont censés avoir demandée et obtenue du chef de la maison. Beaucoup de ces compradores, notamment à Saïgon, sont connus pour s'être fait ainsi des fortunes considérables, et beaucoup plus vite que leurs patrons.

\*  
\* \*

Comme autrefois sous l'administration annamite, le crédit et l'usure sont encore pour le commerçant chinois un puissant moyen d'exploitation des indigènes, ces fils de l'insouciance. Le Chinois débitant d'alcool, d'opium, de sel, d'arec, leur offre toujours ces produits à crédit. Il leur fait aussi des avances de marchandises ou des avances sur récoltes. Les prêts sur récoltes consentis à l'heure actuelle aux villages indigènes par l'intermédiaire des chefs de province et garantis par le gouvernement, ne sont guère autorisés que pour leur permettre, en cas de mauvaise récolte, de payer les impôts en retard. Les formalités administratives gênent aussi le village, qui préfère souvent s'adresser aux Chinois malgré le taux de 12 0/0 par mois. Ce taux est un taux minimum ; c'est l'intérêt légal reconnu par la loi annamite et confirmé par la loi française. Pour s'acquitter de sa dette, accrue de ces intérêts fabuleux, le malheureux paysan annamite remettra ses titres de propriété entre les mains de son créancier, ce qui d'après la coutume, consacrée par les tribunaux français, a pour effet de constituer entre les mains de ce dernier une hypothèque. Le créancier lui laissera sa rizière et ses buffles pour lui permettre de cultiver une terre qui n'est déjà plus sienne, et, généreux, lui avancera même encore de l'argent, mais il s'emparera de ses récoltes à vil prix.

Enfin, le Chinois n'oublie pas que le jeu est un corrélatif du crédit, et que l'on perd facilement ce que l'on ne possède pas. Pendant longtemps nous avons toléré et favorisé en Indo-Chine, pour faire la part du feu, la tenue des jeux par des fermiers chinois et le budget en tirait même d'appréciables profits. M. de Lanessan mit fin à ces pratiques en 1890 ; mais si les jeux ont été interdits dans les provinces civiles, ils ont continué à être

tolérés dans les territoires militaires. Les commandants de territoires les afferment à des Chinois moyennant une redevance. Dans les territoires civils, les jeux sont encore sinon autorisés, tout au moins admis à certaines dates déterminées : au Têt pendant trois jours, au 1<sup>er</sup> janvier et au 14 juillet. C'est un curieux spectacle que de voir à Saïgon des tables s'installer en plein vent et être aussitôt entourées d'une foule grouillante, qui ne se retirera que lorsqu'elle aura laissé entre les mains du croupier chinois sa dernière sapèque (1). Quelques semaines avant les dates où le jeu est toléré, le Chinois accapare les pièces divisionnaires et la monnaie de billon. Dans les centres importants, les maisons clandestines de jeu pullulent. Inquiétées par la police, elles ferment leurs portes, pour les ouvrir peu après dans un autre quartier.

Tel est le commerçant chinois. Son génie souple et fuyant, ses méthodes surnoises en font pour le commerçant français dans notre colonie d'Indo-Chine, un rival dangereux et pour l'indigène un étai dans lequel ce dernier se laisse prendre et pressurer avec insouciance et résignation.

---

(1) Division de la piastre, valant 1/2 centime environ.

---

## CHAPITRE V

**Importance de la colonie chinoise d'Indo-Chine et du courant d'immigration chinoise. — Les Chinois et le mouvement commercial de l'Indo-Chine. — Leur répartition dans les différentes branches d'activité économique.**

---

La colonie chinoise d'Indo-Chine se développe parallèlement à la richesse du pays. En 1879, il y avait en Cochinchine 44,000 Chinois. A l'heure actuelle, d'après les statistiques administratives, ils sont au nombre d'environ 232,000 dans toute la colonie. Il est reconnu d'ailleurs que la population chinoise tend à accroître son immigration dans toutes les régions qui bordent le Pacifique.

Dans cette population chinoise, il y a un élément fixe et un élément flottant. Ainsi, en 1907, le service de l'immigration a enregistré le passage en Cochinchine de 30,302 Chinois à l'entrée et de 21,192 à la sortie.

En Cochinchine, on compte à l'heure actuelle environ 115,000 Chinois; 70,000 habitent Saïgon et Cholon, 45,000 les provinces; sur ces chiffres il y a à déduire environ 40,000 « Minh-huong ».

Cholon, ville exclusivement chinoise, administrée par une municipalité chinoise, est le grand marché du riz de toute la péninsule. Les Chinois y possèdent plusieurs usines à vapeur et d'innombrables décortiqueurs à bras qui, en 1900, ont traité 915 mille tonnes de paddy. On jugera en même temps du développement de cette métropole du riz, quand on saura qu'en 1881 elle ne traitait que 332,000 tonnes de paddy.

Vers fin novembre, les jonques chercheuses de riz quittent Cholon, dirigées par un patron auquel l'usinier

a prêté la jonque elle-même ou tout au moins une somme d'argent ou une pacotille qui lui serviront à acheter le paddy. Le batelier s'engage à livrer la marchandise à son prêteur à quelques cents en dessous du cours. La jonque s'en va à travers le dédale des arroyos, dans quelque province où le Chinois qui la mène a des associés vivant sur place, lesquels s'entendent au besoin avec des Annamites prêtant sur récoltes. Les fonds de roulement de ces entreprises sont en grande partie fournis par les maisons d'exportation, qui font de grosses avances en même temps que leurs commandes, aux rizeries de Cholon. Quelques mois après, la jonque revient à Cholon. Le paddy est enlevé par les élévateurs, passe entre des meules, dans des tours, subit l'action des ventilateurs, des polisseurs et finit par se distribuer en riz et en brisures.

Au début de l'occupation française, les moulins à décortiquer avaient été créés par des maisons françaises. Mais le jour où, de la façon que nous venons d'indiquer, les courtiers chinois se furent assuré un monopole de fait sur la matière première, ils estimèrent que mieux valait la travailler eux-mêmes, et ils se mirent à livrer aux exportateurs des riz manufacturés. Beaucoup de manufactures françaises ont, de ce chef, périclité. A l'heure actuelle, le Chinois est le maître incontesté du marché du riz en Cochinchine. On peut même ajouter que les manœuvres d'accaparement n'ont pas de secrets pour lui. On a vu souvent des Chinois s'entendre avec les autorités communales des villages, acheter la connivence des fermiers des bacs et marchés — qui, d'ailleurs, sont souvent Chinois — ou bien encore monopoliser à leur profit les transports fluviaux, qu'ils fussent propriétaires de chaloupes ou qu'ils eussent comme complices les compradores des chaloupes appartenant aux armateurs français.

D'une façon générale, tout le commerce de la colonie avec Singapore et la Chine, appartient aux Chinois, à l'importation comme à l'exportation ; il suffit de jeter les

yeux sur le détail des tableaux des chambres de commerce de Saïgon et d'Hanoï pour constater que les grosses sommes correspondant aux denrées telles que le riz, l'opium, les soieries, les thés, passent toutes par des mains chinoises. Il ne nous revient que 25 0/0. environ de tout le commerce extérieur. Le seul débouché pour le commerce européen en Extrême-Orient est l'exportation des produits indigènes vers les pays de race blanche, l'Europe et l'Amérique; dans le commerce du riz, qui se fait vers la Chine, il est bien difficile de concurrencer les Chinois.

D'autre part, le Chinois est un excellent marin; toutes les chaloupes qui sillonnent les arroyos de Cochinchine sous pavillon français, appartiennent à des Chinois et leur équipage est chinois. A Cholon, les Chinois ont le monopole de la construction des jonques et des sampans. L'équipage des chaloupes de la Compagnie française des Messageries fluviales de Cochinchine est en grande partie composé de Chinois.

Le plus fort contingent de commerçants chinois établis en Cochinchine est fourni par les Cantonais, les Tchiou-Tchao et les Fockien. Les Haïnan sont peu commerçants, ils sont surtout employés comme boys chez les Européens; on n'en compte pas plus de 4,000 en Cochinchine. L'île de Haïnan fournit encore aux provinces de Hatien et de Kampot la totalité de la main-d'œuvre chinoise employée sur les poivrières. Ces immigrants se rendent de Haïnan au golfe de Siam sur des jonques et rentrent généralement chez eux une fois la récolte faite.

Dans les villes et villages de l'intérieur, les Chinois sont épiciers, restaurateurs, cordonniers, tailleurs, pharmaciens, pâtisseries, verriers, imprimeurs, photographes, bijoutiers, changeurs. L'épicier chinois est un merveilleux commerçant, sachant flatter la clientèle par de menus cadeaux, reprenant la marchandise qui a cessé de plaire, laissant sa boutique ouverte tard dans la soirée, toujours

saluant et souriant. Sorte de « Jack of all trades », il est d'un grand secours pour les Européens, à qui il procure les articles d'Europe à meilleur compte que ne le font les maisons françaises, obérées de frais généraux.

C'est au contraire sur les frais généraux que le Chinois se « rattrape » ; ni boutique, ni éclairage somptueux ; ses employés sont, comme nous l'avons vu, ses associés ; « ils sont sobres, ne mangent que du riz, ne boivent que de l'eau ou du thé, ne s'offrent d'autre dépense somptuaire qu'un peu de tabac pour leur pipe à eau et se contentent pour toute distraction d'un peu de musique de chambre faite en commun » (1).

Le Chinois est aussi changeur de monnaie. Il accapare tour à tour la monnaie de billon, les piastres et les billets de banque. A l'époque du paiement des impôts, si le percepteur de la province n'accepte que des billets, le Chinois se munit du nombre de billets nécessaires et les chefs de village, chargés de verser l'impôt, passent, avant d'aller chez le percepteur, par la boutique du Chinois.

Le Chinois ne s'adonne guère à l'agriculture en Cochinchine. D'ailleurs, l'Annamite n'est pas disposé à céder le pas à l'agriculteur chinois ; s'il vit dans sa rizière, ignorant du mécanisme des affaires, il est passionné pour la terre et, conscient de son aptitude atavique à tirer parti des ressources du sol, il s'accommoderait mal de l'intervention d'un élément étranger dans un domaine qu'il considère comme lui appartenant en propre.

La population chinoise du Cambodge atteint environ 90,000 individus, y compris les femmes indigènes mariées aux Chinois et les métis. Cette population est répartie pour la plus grande part entre les quatre provinces de Pnom-Penh, de Kampôt, de Kandal, de Kompong-Cham. Environ 10,000 Chinois résident à Pnom-Penh, où ils occupent un quartier spécial appelé la ville chinoise. La

---

(1) D'Enjoy, *op. cit.*

moitié de la population chinoise établie au Cambodge appartient à la classe mercantile, l'autre moitié vit de l'agriculture. Nulle part, la proportion de Chinois agriculteurs n'est aussi considérable. Cela tient à ce qu'au Cambodge le Chinois a affaire à une population indolente, malléable, qui consent sans peine à lui laisser prendre un rôle qu'elle ne remplit qu'incomplètement elle-même.

Les Chinois sont les agents de l'activité économique du pays. Dans tous les marchés importants, ils vont acheter les divers produits qu'ils dirigent sur Pnom-Penh, siège de leurs entrepôts. Ils ont su tirer un habile parti de la situation géographique de la capitale cambodgienne, laquelle, grâce aux voies fluviales qui y convergent, se trouve en rapport avec les centres du Cambodge, de la Cochinchine, du Laos et du Siam. Sans compter les jonques, une quarantaine de chaloupes chinoises sillonnent les cours d'eau et y recueillent le frêt. En outre, ce sont des Chinois qui ont l'adjudication des principales pêcheries du pays.

Les groupements chinois en Annam comprennent environ 5,000 individus. Cette population est disséminée inégalement dans les diverses provinces. Celles du Centre et du Sud sont les plus fréquentées par les Chinois, mais dans aucune d'elles, la colonie chinoise n'atteint mille habitants. Les Chinois en Annam vivent surtout du commerce. Une centaine de Chinois seulement sont agriculteurs. Quelques grosses maisons chinoises existent à Faï-foo et à Tourane ; elles ont des comptoirs dans l'intérieur et se livrent notamment à l'exportation de la soie et de la cannelle. Dans le Nord-Annam les Chinois achètent le rotin et la soie pour les exporter par Hatinh et Vinh. On remarque en Annam que chaque année, en mars, des Chinois arrivent par jonques à Tourane ; ils s'établissent dans les centres de l'intérieur, y prêtent de l'argent aux cultivateurs annamites, leur achètent leurs

récoltes, et vers juillet font voile vers la Chine avec leur cargaison.

La population chinoise du Tonkin comprend environ 22,000 individus, y compris 2,000 métis. Sur ce nombre 7,000 résident à Haïphong, où ils forment une ville chinoise, et un peu plus de 2,000 à Hanoi; 8,000 habitent les régions frontières de Lao-Kay, Ha-Giang, Cao-Bang, Langson et les provinces maritimes de Haininh et Quang-Yen. Le complément, soit 5,000 Chinois, est disséminé dans les vingt autres circonscriptions du Tonkin. Quelques Chinois agriculteurs se sont fixés dans les provinces frontières de la Chine, les Annamites ayant de la montagne une frayeur atavique leur abandonnent volontiers ces territoires. Leur nombre est d'environ 4,000. Ils s'y livrent aussi comme ils ont fait de tous temps, à la recherche des mines; ils peuvent d'ailleurs se réserver des périmètres et devenir propriétaires de mines d'après le décret du 25 février 1897, ainsi que de carrières (Arrêté du 27 juin 1896) (1).

Il existe également une main-d'œuvre industrielle chinoise employée chez les constructeurs-mécaniciens, dans les ateliers de chemins de fer, les établissements de construction maritime et les exploitations minières. Cette main-d'œuvre, qui comprend approximativement 3,000 coolies, est très recherchée, le Chinois étant plus robuste que l'Annamite et n'ayant pas peur comme lui de quitter le delta.

La majeure partie de la population chinoise qui vit au Tonkin s'adonne au commerce, bien que l'Annamite du Tonkin, plus industriel que son frère de Cochinchine, soit plus apte à lutter contre la concurrence étrangère. Dans les villes les Chinois sont épiciers, restaurateurs, tailleurs, etc.; en province ils tiennent boutique dans les localités les plus éloignées; partout où s'installe l'E-

---

(1) B. O. Annam-Tonkin.

ropéen, le Chinois le suit pour l'approvisionner. Comme en Cochinchine, les Chinois se livrent au commerce du riz qu'ils achètent dans les campagnes et revendent aux détaillants ou expédient à Hong-Kong. Ils arment des chaloupes et font concurrence comme transporteurs aux chemins de fer et aux services français de navigation fluviale. Ils sont industriels : une importante fabrique d'allumettes est entre leurs mains à Hanoï. Ils font fabriquer par les indigènes dans la région de Ninh-Binh des nattes en jonc qu'ils envoient à Hong-Kong, où elles sont dénationalisées et vendues dans le monde entier comme nattes de Chine.

Au Laos, où la population est plus clairsemée et où les voies de communication sont encore peu développées, on ne peut préciser l'importance que prendra la colonie chinoise, mais on rencontre déjà les Chinois installés comme boutiquiers dans les principaux centres et comme colporteurs, parcourant l'intérieur du pays, offrant leurs denrées aux indigènes ou leur achetant leurs produits; mais les Laotiens ne semblent pas se désintéresser autant que les Annamites des transactions commerciales; à la saison des hautes eaux on les voit descendre le Mékong dans leurs pirogues et venir à Pnom-Penh pour y faire des échanges.

---



## CONCLUSION

---

### **Que penser au point de vue critique du rôle des Chinois en Indo-Chine ?**

---

Il existe dans toute la colonie un parti composé surtout de commerçants français, nettement hostile aux Chinois et qui demande leur expulsion radicale. Il reproche aux commerçants chinois leur parasitisme, leur insaisissabilité ; il prétend que nous devons protéger nos vaincus et les affranchir de la tutelle commerciale chinoise. Il prétend aussi que la présence du Chinois empêche le rapprochement nécessaire entre les indigènes et nous et constitue un obstacle au développement normal de la mentalité annamite. Peut-être que sans le Chinois, dit-il, nous aurions marché beaucoup moins vite dans la voie du progrès économique, mais ce qui serait fait à l'heure actuelle dans cette voie serait un progrès réellement acquis ; tandis que si nous venions à supprimer le Chinois du jour au lendemain, nous retournerions à trente ans en arrière. Cette sorte de mainmise du Chinois sur le commerce présente à ses yeux un autre danger encore ; c'est que la fortune publique ne suit pas la même marche que le développement économique, les bénéfices de toutes les transactions effectuées allant en Chine.

Enfin l'on prétend que la présence d'un nombre de plus en plus considérable de sujets du Céleste Empire peut être un jour pour notre gouvernement la cause de grosses difficultés politiques.

D'abord, l'expulsion en masse des Chinois est-elle pos-

sible? Non. Les traités passés avec la Chine nous l'interdisent. L'article 1<sup>er</sup> du traité du 9 juin 1885 est ainsi conçu :

.... « Les Chinois colons ou anciens soldats qui vivent  
« paisiblement en Annam en se livrant à l'agriculture,  
« à l'industrie ou au commerce et dont la conduite ne  
« donne lieu à aucun reproche, jouiront pour leur per-  
« sonne et pour leurs biens de la même sécurité que les  
« protégés français ». Et le traité du 25 avril 1888 sti-  
pule, article 4 : « Les Chinois auront le droit de posséder  
« des terrains, d'élever des constructions, d'ouvrir des  
« maisons de commerce et d'avoir des magasins dans  
« tout l'Annam. Ils obtiendront pour leur personne, leur  
« famille et leurs biens, protection et sécurité à l'égal  
« des sujets de la nation européenne la plus favorisée et  
« comme ces derniers, ils ne pourront être l'objet d'aucun  
« mauvais traitement ». Et encore, article 2 : « Le gouver-  
« nement impérial pourra nommer des consuls à Hanoï  
« et à Haïphong, des consuls chinois pourront être  
« envoyés plus tard dans d'autres grandes villes du Tonkin  
« après entente avec le gouvernement français. Ces agents  
« seront traités de la même manière et auront les mêmes  
« droits et privilèges que les consuls de la nation la plus  
« favorisée établis en France. C'est avec les autorités  
« françaises chargées du protectorat qu'ils entretiendront  
« tous leurs rapports officiels ».

Restent les moyens d'expulsion indirects, par exemple l'élévation de la taxe de capitation. Or, à l'heure où la Chine se préoccupe de la situation de ses nationaux dans nos possessions, puisque des pourparlers sont engagés en vue de l'établissement des consuls chinois prévus par les traités, il est à craindre que nos diplomates ne puissent imposer cette mesure, qui serait certainement suivie de représailles. Et la situation des étrangers en Chine n'est pas tellement favorisée qu'il n'y ait lieu de redouter pour eux des mesures gênantes ou même vexatoires.

On a proposé aussi l'adoption en matière commerciale des moyens en vigueur pour le recouvrement des impôts, c'est-à-dire d'appliquer au passif des Chinois la solidarité dont ils savent tirer tant de profits. La congrégation, au besoin même toute la colonie chinoise, serait rendue responsable de l'exécution des engagements de chacun. Outre que ce serait d'une application pratique difficile, ce serait mettre les Chinois en dehors du droit commun des étrangers. Or, si les Chinois ne peuvent décréter du jour au lendemain la grève des estomacs et boycotter le riz d'Indo-Chine, ils peuvent tout au moins, en cessant de prêter aux commerçants français le concours journalier dont ceux-ci ont absolument besoin, les laisser dans les pires embarras. Il ne faut pas oublier qu'en 1892, lors de la publication du décret réglementant le commerce asiatique, les Chinois, faisant preuve d'une solidarité peu commune, cessèrent de faire leurs approvisionnements dans les maisons européennes. Celles-ci capitulèrent et, choisissant entre deux maux le moindre, demandèrent elles-mêmes le maintien du *statu quo*.

Mais à supposer que l'expulsion des Chinois soit possible, il ne faut pas oublier que s'ils s'enrichissent en Indo-Chine, le producteur de riz s'y enrichit également non seulement des résultats de son travail manuel, mais encore de la plus-value de son temps, de ses immeubles, de son capital, plus-value déterminée par l'activité économique apportée par le Chinois. À écarter les Chinois, l'Annamite perdrait autant que nous. Le Chinois agit en effet en Indo-Chine comme une sorte de levain qui stimule la production et par cela même crée la richesse. Que d'éléments de trafic n'existeraient pas sans lui et s'il disparaissait disparaîtraient eux-mêmes, l'indigène n'ayant ni cette initiative, ni cette curiosité d'esprit aiguës par l'appât du gain, qui pousse le Chinois à la recherche de nouveaux produits susceptibles de lui donner un bénéfice. Cela se vérifie pour la culture de la badiane dans la

région de Langson, au Tonkin, pour l'exploitation des bois de cercueil ou tuya, et pour la fabrication des nattes dans le Ninh-Binh.

D'autre part, s'il est vrai que des sommes énormes se trouvent tous les ans transportées en Chine par les Chinois, il en est de considérables dépensées en Cochinchine par eux. Les plus gros clients des maisons de commerce françaises, après l'administration, sont les Chinois, très amateurs des produits de nos manufactures.

Et d'ailleurs, ce qui est précieux, ce n'est pas tant l'argent que les moyens de le reproduire, et ces moyens, ces méthodes, qui constituent des capitaux, les Chinois ne peuvent les exporter en Chine.

Bien plus, la présence des Chinois ne peut-elle pas être très utile en nous aidant à secouer le peuple annamite de sa torpeur séculaire, de son insouciance et de sa timidité? Le Chinois est actif, laborieux, et s'il est âpre au gain, il est dur à la besogne. L'Annamite a toujours eu la superstition de la supériorité du Chinois; en matière industrielle ses productions sont depuis des temps immémoriaux conformes aux modèles chinois. Il semble qu'il ait tracé une limite que la tradition défende de dépasser; en deçà sont toutes les œuvres grossières, n'exigeant ni un outillage considérable, ni le moindre calcul, ni le moindre effort d'imagination: c'est le travail annamite; au delà, sont des articles plus raffinés, provenant des mains et des ateliers chinois; or, jamais un Annamite, fût-il dix fois capable de mener l'entreprise à bonne fin, ne s'est senti le courage d'aborder le genre supérieur ou prétendu tel. Pourquoi n'inciterions-nous pas les Annamites à se ressaisir eux-mêmes, pourquoi ne leur ferions-nous pas comprendre qu'ils peuvent et qu'ils doivent lutter contre le Chinois et au contact de celui-ci, lui emprunter ses méthodes et ses qualités? Pourquoi le Chinois ne serait-il pas, en un mot, l'excitant et le modèle?

Est-ce à dire pour cela qu'il faille favoriser l'immigration asiatique en Indo-Chine par tous les moyens, au besoin, par une réduction de la taxe de capitation, comme le demandent les Chinois à l'heure actuelle? — Il faut distinguer. La main-d'œuvre chinoise peut rendre de grands services aux particuliers, et, au gouvernement, pour l'exécution de travaux d'utilité publique. Elle l'a prouvé notamment lors de la construction de la voie ferrée du Yunnan. Les coolies chinois employés par des Européens dans les entreprises de travaux publics, les exploitations agricoles et minières jouissent au point de vue de l'impôt d'un régime de faveur. Ils sont assimilés par les arrêtés des 6 juin 1892 et 20 mai 1902 (Tonkin) (1) aux Chinois de la 5<sup>e</sup> catégorie et n'ont donc à payer annuellement au fisc qu'une somme insignifiante. On ne peut que souhaiter le maintien de ces dispositions.

Mais, la main-d'œuvre mise à part, nous ne pensons pas qu'il faille ouvrir la porte toute grande aux agriculteurs et surtout aux commerçants chinois. Sans doute, tout colon est d'abord un contribuable et de plus, la richesse d'une colonie tropicale, c'est la population qui l'exploite.

Cela est particulièrement vrai pour la Cochinchine, dont les ressources sont uniquement agricoles, qui, par conséquent, demande beaucoup de bras. Il n'y a en Cochinchine que 36 habitants au kilomètre carré environ, au lieu de 86 à Java et 122 au Bengale et les indigènes y sont agglomérés à peu près dans la moitié de la superficie. Le jour où le gouvernement aura entrepris les grands travaux d'irrigation nécessaires à la mise en culture de l'autre moitié, sans doute les descendants des colons chinois actuels, les Minh-huong, qui presque tous demeurent sur le sol qui les a vus naître, pourront-ils s'y fixer, s'ils ont sucé avec le lait de leur mère l'amour du sol. Mais, cette réserve

---

(1) *Bulletin officiel*, Annam, Tonkin.

faite, il faut reconnaître que les Annamites paraissent trop attachés à la terre pour consentir à une abdication plus totale. Le Cambodge se prêterait davantage à une implantation d'agriculteurs chinois, étant donnée l'indolence de sa population.

Quelles seront donc les carrières ouvertes aux Chinois en pays annamite? Comme aujourd'hui, ils feront du commerce, deviendront boutiquiers, détaillants, prêteurs à la petite semaine. Or, si l'excitant chinois a du bon, il faut cependant craindre son admission à trop forte dose.

Quant au danger politique d'une colonie chinoise en Indo-Chine, il n'est pas niable, bien que les Chinois appartenant à des congrégations différentes parlent des dialectes différents et par suite ne se comprennent pas toujours entre eux. Mais, comme dit M. Brieux dans ses *Notes de voyage dans l'Inde et en Indo-Chine* (1), « la Chine a-t-elle besoin de penser à la conquête? L'Indo-Chine lui appartient déjà. Nous en sommes les maîtres titulaires, les Chinois en sont les maîtres réels. Ils sont 200,000 et nous 10,000. Nous avons envoyé là-bas des soldats, ils y ont envoyé des marchands. Le rêve d'avoir une colonie où l'on va gagner une fortune dont on revient jouir dans son pays, c'est nous qui l'avons fait et c'est eux qui le réalisent. Nous administrons la colonie, eux l'exploitent! »

---

(1) Paris, 1910.

---

Vu :  
*Le Doyen,*  
P. CAUWÈS.

Vu :  
*Le Président de la Thèse,*  
Paul LESEUR.

Vu et permis d'imprimer :

*Le Vice-Recteur*  
*de l'Académie de Paris,*  
Pour le Vice-Recteur,  
*L'Inspecteur de l'Académie,*  
FONTENÉ.

## ERRATA

---

Pages 3 et 4. — Au lieu de : Empereur de Hué et d'Annam,  
lire : *le Roi*.

## INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

---

- Bard.** — Les Chinois chez eux (Paris, 1895).
- H. Brenier.** — L'Illusion jaune. — *Annales de l'Ecole des sciences politiques* (1898).
- Bourayne.** — Code civil annamite (Saïgon, 1904).
- Bourayne.** — Notes pour servir à la codification des coutumes annamites. — *Revue indo-chinoise*, 1906-1907 et 1908.
- Cordier.** — Les sociétés secrètes chinoises. — *Revue d'ethnographie*, 1888.
- D'Enjoy.** — Associations, congrégations et sociétés secrètes chinoises. — *Revue indo-chinoise*, 1907.
- Durwell.** — Doctrine et jurisprudence indigène (Saïgon).
- Garros.** — Les usages de Cochinchine (Saïgon, 1905).
- C. Gauthier.** — L'émigration chinoise dans les pays de l'Extrême-Orient. — *Bulletin de la Société de géographie commerciale* (Paris, 1893).
- L.-H. Jammes.** — Souvenirs du pays d'Annam (Paris, 1897).
- E. Luro.** — Le Pays d'Annam. — Etudes sur l'organisation politique et sociale des Annamites (Paris, 1878).
- E. Luro.** — Cours d'administration annamite professé au collège des stagiaires à Saïgon en 1871 (autographié).
- G. Michel.** — Code judiciaire de l'Indo-Chine (Saïgon).
- G. Michel.** — Circulaires, instructions et avis concernant le service judiciaire de l'Indo-Chine (Saïgon).
- P.-L. Philastre.** — Code annamite (traduction), Paris, 1896.
- Elisée et Onésime Reclus.** — L'Empire du Milieu (Hachette, 1902).
- Schreiner.** — Histoire d'Annam (Saïgon, 1896).
- Schreiner.** — Les institutions annamites en Basse-Cochinchine avant la conquête française (Saïgon, 1900).
- J. Silvestre.** — Empire et peuple d'Annam (Paris, Leroux, 1890).
- J. Silvestre.** — Considérations sur l'étude du droit annamite. — *Tribune des Colonies et Protectorats*, 1901.
- Simon.** — La cité chinoise (Paris, *Nouvelle Revue*, 1885).
- Sombsthay.** — Cours d'administration et législation annamite (Paris, André, 1890).

**V. Vignon.** — Le Pêril jaune (Paris, 1892).

**S. Villard.** — Etudes sur le droit administratif annamite. — *Excursions et reconnaissances* (Saigon, 1882).

Rapports des chefs des administrations locales.

---

*Journal officiel de l'Indo-Chine.*

*Bulletin officiel de l'Indo-Chine :*

1° Annam, Tonkin.

2° Cochinchine et Cambodge.

*Tribune des Colonies et Protectorats.*

*Bulletin de l'Asie française.*

*Journal judiciaire de l'Indo-Chine.*

---

## TABLE DES MATIÈRES

---

### PRÉFACE.

Pages.

### INTRODUCTION HISTORIQUE

#### **La condition des Chinois et leur rôle économique en Indo-Chine avant l'intervention française.**

|                                                                                                                                                                                                                                |    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE PREMIER. — L'immigration chinoise dans le pays d'Annam et au Cambodge depuis le xv <sup>e</sup> siècle. — Son principe et ses caractères. . . . .                                                                     | 1  |
| CHAPITRE II. — Régime administratif que les ordonnances royales imposèrent aux Chinois en Annam et au Cambodge, et condition juridique qu'elles leur firent. — Condition des métis sino-annamites et sino-cambodgiens. . . . . | 5  |
| CHAPITRE III. — Tableau de la situation de fait des Chinois en Annam et au Cambodge au milieu du xix <sup>e</sup> siècle. — Le rôle économique qu'ils y jouaient. — Les Chinois et le crédit. — Le commerce du riz. . . . .    | 16 |

---

#### **La condition des Chinois en Indo-Chine depuis l'établissement de l'influence française et leur rôle économique**

|                                                                                                                                                                                                                                               |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE PREMIER. — Réglementation de l'immigration chinoise dans les différentes parties de l'Union indo-chinoise. — Conditions de l'immigration, du séjour et de la circulation. — Passeports. — Laissez-passer. — Taxes de capitation. . . | 21 |
| CHAPITRE II. — Les congrégations chinoises. — Leurs rapports avec l'administration française. — Leur organisation intérieure et secrète. . . . .                                                                                              | 33 |
| CHAPITRE III. — La législation applicable aux Chinois en Indo-Chine. — Tribunaux compétents. — Procédure. — Questions relatives à la filiation, aux mariages et aux successions. . .                                                          | 49 |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE IV. — Le rôle économique des Chinois en Indo-Chine.<br>— Le Chinois commerçant, son génie et ses méthodes. —<br>Comment l'administration française l'a utilisé. — Le Chinois<br>fermier des impôts indirects. — Le Chinois commerçant<br>libre. — Les sociétés chinoises. — Les compradores. — Les<br>prêts sur récoltes et l'usure. — Le jeu. . . . . | 71  |
| CHAPITRE V. — Importance de la colonie chinoise d'Indo-Chine<br>et du courant d'immigration chinoise. — Les Chinois et le<br>mouvement commercial de l'Indo-Chine — Leur répartition<br>dans les différentes branches de l'activité économique. . . .                                                                                                           | 101 |
| <hr/>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |     |
| CONCLUSION. — Que penser au point de vue critique du rôle<br>des Chinois en Indo-Chine? . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                               | 109 |
| INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | 117 |











